



# PLAN LOCAL D'URBANISME DE PROUILLY

**Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une  
déclaration de projet pour la reconstruction d'un  
château d'eau**

## 2. Rapport de présentation

Transmission en sous-Préfecture en annexe de  
la délibération du Conseil communautaire  
approuvant la mise en comptabilité du PLU de  
Prouilly en date du 30 mars 2023

## Sommaire

1.	Le choix de la procédure	p.3
2.	Un projet d'intérêt général	p.18
3.	Présentation du site accueillant le projet faisant l'objet de la procédure de déclaration de projet	p.21
4.	Description des caractéristiques principales du projet faisant l'objet de la procédure de déclaration de projet	p.26
5.	Présentation des dispositions du PLU ajustées pour la mise en compatibilité avec le projet	p.32

## 1. Le choix de la procédure

Le PLU de Prouilly a été approuvé le 18 juillet 2015. Il a fait l'objet de 2 modifications simplifiées en novembre 2015 et juin 2018. Sur sollicitation du conseil municipal en date du 17 septembre 2020, la communauté urbaine du Grand Reims a prescrit par arrêté en date du 15 avril 2021 une procédure de mise en compatibilité du PLU pour permettre la reconstruction du château d'eau communal sur une zone aujourd'hui classée en naturelle (N) présentant un espace boisé classé (EBC) au PLU.

La procédure de déclaration de projet s'impose étant donné que le périmètre de l'espace boisé classé du Bois Goulot est modifié et l'intérêt général que représente la reconstruction du château d'eau. Ne seront modifiés que le règlement et le plan de zonage. Le rapport de présentation sera amendé par le présent additif.

Il est important que la mise en œuvre soit réalisée assez rapidement afin d'éviter l'augmentation de la dégradation du château d'eau, et les risques en matière de rupture d'alimentation en eau potable des habitants.

Ainsi, la communauté urbaine du Grand Reims, sur sollicitation du conseil municipal, a décidé de mettre en œuvre une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU.

*Extrait du plan de zonage actuel de Prouilly*



## **1. Le choix de la procédure**

### **➤ Cadre législatif de la procédure de déclaration de projet**

Les articles L153-54 et suivants du Code de l'urbanisme définissent le cadre législatif spécifique à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme en vue de permettre la réalisation d'un projet public ou privé de travaux ou d'opération d'aménagement présentant un caractère d'utilité publique ou d'intérêt général. Ce projet peut alors faire l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique ou, si celle-ci n'est pas requise, d'une Déclaration de Projet.

Dans ce dernier cas, l'enquête publique porte à la fois sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence.

La procédure de déclaration de projet prévoit que les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan font l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de la commune, et des personnes publiques associées mentionnées au 1<sup>er</sup> alinéa du I et au III de l'article L 121-4. Le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint est joint au dossier de l'enquête publique.

La mise en compatibilité du plan local d'urbanisme éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier et du résultat de l'enquête, est approuvée (...) par la déclaration de projet prise par la communauté urbaine après avis du conseil municipal.

## 1. Le choix de la procédure

### ➤ Contexte réglementaire de l'évaluation environnementale pour les PLU

L'évaluation environnementale est une démarche visant à intégrer l'environnement dès le début et tout au long du processus d'élaboration et d'adoption d'un projet, d'un plan ou d'un programme. Elle consiste à appréhender l'environnement dans sa globalité, à rendre compte des effets prévisibles et à proposer des mesures permettant d'éviter, réduire ou compenser ces impacts potentiels. Conformément au code de l'urbanisme, la réalisation d'une évaluation environnementale rend obligatoire la concertation préalable, dans le cadre de la procédure

L'entrée en vigueur au 1er février 2013 du décret du 23 août 2012 modifié par le décret du 13 octobre 2021 a étendu le champ d'application de l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme. Dans les cas mentionnés à l'article R. 104-8, au 2° de l'article R. 104-10, au II de l'article R. 104-11, à l'article R. 104-12, au 2° de l'article R. 104-14, à l'article R. 104-16 et à l'article R. 104-17-2, lorsqu'elle estime que l'élaboration de la carte communale, la création ou l'extension de l'unité touristique nouvelle ou l'évolution du schéma de cohérence territoriale, du plan local d'urbanisme ou de la carte communale est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, la personne publique responsable décide de réaliser une évaluation environnementale dans les conditions prévues aux articles R. 104-19 à R. 104-27.

Si tel n'est pas le cas, elle saisit l'autorité environnementale pour avis conforme dans les conditions prévues aux articles R. 104-34 à R. 104-37 et, au vu de cet avis conforme, prend une décision relative à la réalisation ou non d'une évaluation environnementale. Conformément à l'article 26 du décret n° 2021-1345 du 13 octobre 2021, ces dispositions s'appliquent aux procédures d'élaboration et de révision des plans locaux d'urbanisme pour lesquelles une décision de dispense d'évaluation environnementale, prise par l'autorité environnementale en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme, est intervenue avant son entrée en vigueur. Les autres procédures pour lesquelles une décision de l'autorité environnementale est intervenue en application de l'article R. 104-28 du Code de l'urbanisme avant la date d'entrée en vigueur dudit décret restent régies par les dispositions antérieurement applicables.

La communauté urbaine du Grand Reims a donc effectué une évaluation environnementale dans le respect des articles en vigueur. Cela a permis notamment une réduction du périmètre de déclassement des EBC pour répondre aux besoins effectifs d'accès et de déroulement du chantier.

## 1. Le choix de la procédure

### ➤ La compatibilité avec les plans et programmes supra-communaux

Conformément à l'article L.131-4 du Code de l'Urbanisme, le PLU doit être compatible avec :

- Les schémas de cohérence territoriale ;
- Les schémas de mise en valeur de la mer ;
- Les plans de mobilité ;
- Les programmes locaux de l'habitat.

De plus, le PLU doit être compatible avec le plan climat-air-énergie territorial conformément à l'article L.131-5 du dit code.

#### Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Grand Reims

Le PADD inscrit, au sein de ses orientations, sa volonté de « Soutenir un bassin de vie responsable » (Obj. 3; P.6). Pour y parvenir, le PADD définit une stratégie qui se décline en sous-objectifs.

- Assurer la sobriété des ressources (P.27):  
« Sécuriser la ressource en eau ».

L'objectif de la présente procédure est de remplacer un équipement d'approvisionnement en eau potable défectueux qui menace à terme l'alimentation en eau potable de populations.

→ A ce titre, cette procédure s'inscrit pleinement dans ce sous-objectif du PADD du SCoT.

### ➤ Valoriser le capital nature des territoires (P.6) :

- Conforter l'armature naturelle et paysagère du territoire par la mise en valeur des massifs boisés ;
- « Créer un réseau vert et bleu » par la réduction de la fragmentation et de la vulnérabilité des milieux, encadrer les usages dans les réservoirs de biodiversité, préserver et renforcer la nature ordinaire, mieux insérer les aménagements dans les milieux naturels. Le PADD appuie sur la nécessité de préserver les massifs boisés pour leur valeur écologique ;
- Maintenir les grands ensembles paysagers.

La suppression de l'EBC qui couvre intégralement le secteur de projet semble contradictoire avec les sous-objectifs de valorisation du capital nature. En effet, la disparition de cette protection autorise le changement d'affectation du sol et donc la suppression de l'espace boisé occupant partiellement ce secteur. La disparition de l'espace boisé implique potentiellement une perte de biodiversité, une disparition partielle d'habitats naturels pour la faune et la flore locale, une fragilisation de continuités écologiques et donc une dégradation de l'intérêt écologique du bois du Goulot.

De plus, la localisation du secteur en lisière du bois peut également impacter négativement l'intérêt paysager

## 1. Le choix de la procédure

Toutefois, plusieurs points tendent à réduire les incidences négatives de la réalisation de ce projet :

- Le secteur n'est, en réalité, que partiellement boisé contrairement à ce que peut laisser supposer la trame EBC existante (erreur matérielle du PLU en vigueur). Plus précisément, le chemin d'accès existant (non boisé), n'aurait pas dû être couvert par la trame de EBC ;
- La surface boisée impactée, d'environ 2 400 m<sup>2</sup>, est relativement réduite notamment au regard de la superficie totale du bois du Goulot (81 ha), c'est-à-dire 0,3 % de l'ensemble du massif. Les habitats naturels boisés déclassés et potentiellement supprimés à la suite de cette évolution du PLU sont présents sur le reste du bois du Goulot et ne devraient ainsi pas remettre en cause la présence d'espaces faunistiques au sein de l'entité boisée.
- Le secteur est déjà partiellement anthropisé et imperméabilisé par les équipements en place. En effet, l'objet de la procédure est de remplacer un équipement déjà existant.











S'agissant de l'aspect paysager, à nouveau, la procédure visant à reconstruire un équipement déjà en place n'est pas de nature à modifier significativement l'intérêt paysager du secteur et de son environnement proche.

→ Bien que la présente procédure ne soit pas directement compatible avec ce sous-objectif du PADD dans la mesure où elle impacte le patrimoine naturel du territoire (déclassement d'un EBC remettant en cause la pérennisation de l'espace boisé déclassé), la nature du projet (remplacement d'un équipement existant) et les caractéristiques des modifications apportées (déclassement de moins de 1% de l'EBC) n'est pas de nature à justifier une incompatibilité significative avec le PADD sur ce point.

DOO du SCoT	Compatibilité
« Les espaces naturels et forestiers notamment dans les massifs de Saint Thierry ... sont préservés de l'urbanisation. Sauf circonstances locales particulières, toute forme d'urbanisation, en dehors de l'enveloppe urbaine et des secteurs de constructions isolées, y est fortement contraint à l'exception des installations, équipements et aménagements nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif et à l'exploitation agricole et forestière. » (Obj.3.2 ; P.36).	La présente procédure s'inscrit pleinement dans cet objectif dans la mesure où elle vise à : <ul style="list-style-type: none"> <li>- permettre un projet de reconstruction d'un château d'eau existant. Le PLU modifié n'autorise pas de nouvelles destinations de construction. Le secteur ne sera donc pas davantage urbanisé ;</li> <li>- de répondre à une situation d'intérêt général (circonstances locales particulières) visant à sécuriser l'approvisionnement en eau potable de populations ;</li> <li>- autoriser le renouvellement d'un équipement d'intérêt collectif.</li> </ul>



## 1. Le choix de la procédure

DOO du SCoT	Compatibilité
<p>« Réseau vert et bleu : vecteur de préservation des ressources naturelles et valorisation du cadre de vie » (Obj. 4 ; P.41)</p>  <ul style="list-style-type: none"> <li> Garantir la qualité paysagère et bâtie des entrées ferroviaires</li> <li> Garantir la qualité paysagère et bâtie des entrées routières</li> <li> Préserver les sites à forte sensibilité visuelle</li> <li> Développer la trame verte de l'agglomération avec le territoire rural</li> <li> Développer la trame verte de la plaine et de la vallée de la Suipe</li> <li> Préserver les axes paysagers majeurs</li> <li> Vignoble</li> <li> Massif boisé</li> <li> Tissu urbain</li> </ul>	<p>D'après la cartographie du DOO du SCoT, le secteur de projet, est localisé, d'une part, au sein d'un corridor écologique de la trame verte de l'agglomération, d'autre part, au sein d'un massif boisé. Ce corridor écologique permet d'assurer le déplacement d'espèces entre le coeur de l'agglomération de Reims et les territoires ruraux.</p> <p>En réalité, il s'agit d'un corridor écologique linéaire de la Trame Verte et Bleue qui s'appuie sur le cours d'eau du Vesle et sa ripisylve ainsi que sur les entités boisées périphériques connectées avec cette vallée humide. En tant qu'entité boisée limitrophe à la vallée de la Vesle, le bois du goulot, dans lequel s'inscrit le secteur de projet, est partiellement connecté à ce corridor. Il participe ainsi aux interactions au sein de la sous-trame arborée du territoire.</p> <p>La suppression de l'EBC sur le secteur peut donc potentiellement fragiliser la fonctionnalité de la Trame Verte et Bleue du territoire et en particulier les continuités écologiques de la sous-trame boisée.</p> <p>Toutefois, au regard de la localisation de l'espace boisé déclassé (extrémité Nord du bous du Goulot), de la superficie du secteur (environ 0,3 % du bois du Goulot) et du boisement déclassé (environ 2 400 m<sup>2</sup>), de l'objet de la procédure (reconstruction d'un équipement existant), de la nature des modifications apportées (aucune nouvelle destination autorisée, réalisation d'un équipement public, aucun trafic routier supplémentaire, absence de présence humaine sur place, absence d'impact de fonctionnement supplémentaire du nouvel équipement), de l'intérêt écologique (habitat, faune et flore) limité sur le secteur (enjeux non significatifs à faible à l'exception d'une espèce floristique à enjeu modéré), l'impact de la présente procédure sur la fonctionnalité de ce corridor apparaît très faible.</p>



## 1. Le choix de la procédure

DOO du SCoT	Compatibilité
<p>« Constituer une armature verte et bleue (zones à dominante forestière) » (Obj.4.1.1 ; P.45).</p> <p>Cet objectif dit que les boisements doivent être maintenus et protégés et que les milieux humides sont à préserver conformément à la réglementation. Il note aussi que des zones humides sont identifiées comme remarquables au sein du Massif de Saint-Thierry et qu'elles sont à préserver de l'urbanisation.</p>	<p>Le projet s'inscrit dans la trame boisée. Toutefois, la surface considérée représente environ 0,3 % de l'ensemble du massif. De plus, aucune zone humide n'a été identifiée par l'analyse écologique menée sur le secteur dans le cadre de la déclaration de projet du PLU.</p> <p>Bien qu'en première lecture cette procédure apparaisse contradictoire avec cette orientation du DOO du SCoT, la superficie de boisements déclassés très réduite ne permet pas d'établir une incompatibilité avec le SCoT.</p>
<p>« Protéger et gérer durablement les ressources » et plus précisément « Respecter le cycle de l'eau » (Obj.4.2.1 ; P.49). Ce sous-objectif comprend un paragraphe sur la gestion quantitative de la ressource en eau.</p>	<p>La mise en compatibilité du PLU vise à permettre la reconstruction d'un château d'eau existant. Son intervention dans le cycle de l'eau se limite au stockage et à la distribution de l'eau potable. Il n'a pas d'effet direct sur la ressource en eau et les évolutions apportées au PLU n'impliquent pas une augmentation de la pression sur la ressource liée à l'évolution des besoins. En effet, il s'agit de remplacer un équipement vétuste sans en augmenter sa capacité.</p> <p>La présente procédure apparaît compatible avec cet objectif 4.2.1. du DOO du SCoT.</p>

**→ De manière générale, la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU ne remet pas en cause les orientations et objectifs du DOO du SCoT.**

## **1. Le choix de la procédure**

### Le Plan Local de l'Habitat (PLH)

L'objet de la présente déclaration de projet du PLU s'inscrit dans le cadre de la sécurisation de l'alimentation en eau potable via la reconstruction un réservoir d'eau. Le secteur du projet n'a pas pour objet un développement résidentiel.

Ainsi, la présente procédure n'influe pas directement sur les objectifs de programmation de logements sur le territoire de Prouilly.

### Le Plan de Déplacement Urbains

Les actions du PDU concernent principalement l'unité urbaine de Reims dont le territoire de Prouilly ne fait pas parti. De plus, en raison de sa nature, le projet qui motive la mise en compatibilité du PLU de Prouilly n'a pas pour vocation à générer de nouveaux flux importants. En effet, l'accès à l'équipement est essentiellement destiné à permettre l'entretien et la surveillance de ce dernier. S'agissant de la construction d'un équipement dont la vocation est identique au précédent, les flux ne devraient pas être significativement modifiés par rapport à la situation actuelle.

### Le Plan Climat-Air Énergie Territorial de la Communauté Urbaine du Grand Reims

Le projet de PCAET n'est, pour l'heure, pas approuvé.

Néanmoins, au regard des caractéristiques de la présente procédure et de la nature du projet, il est possible d'étudier les éventuelles incidences de la mise en compatibilité du PLU sur les thématiques « Climat – Air- Energie ».

S'agissant d'un projet de reconstruction d'un réservoir d'eau en lieu et place d'un ancien, celui-ci n'est pas de nature à augmenter de façon significative les émissions de polluants atmosphériques, en particulier les gaz à effet de serre, ni la consommation d'énergétique. Le secteur n'a pas vocation à produire de l'énergie. Enfin, la suppression de la protection EBC appliquée sur les boisements pourrait générer une diminution de la surface dédiée au stockage de carbone. Ce point est d'autant plus important à souligner que les espaces boisés sont parmi les milieux naturels au pouvoir de captage de CO<sub>2</sub> les plus importants. Néanmoins, au regard de la superficie potentiellement impactée, environ 2 400 m<sup>2</sup>, le volume de CO<sub>2</sub> non stocké reste très faible mais non négligeable.

## **1. Le choix de la procédure**

### Les autres documents

Conformément à l'article L.131-1 du Code de l'Urbanisme, les Schémas de Cohérence Territoriale sont compatibles avec :

" 1° Les dispositions particulières au littoral et aux zones de montagne prévues aux chapitres Ier et II du titre II ;

2° Les règles générales du fascicule des schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires prévus à l'article L. 4251-3 du code général des collectivités territoriales pour celles de leurs dispositions auxquelles ces règles sont opposables ;

3° Le schéma directeur de la région d'Ile-de-France prévu à l'article L. 123-1 ;

4° Les schémas d'aménagement régional de la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte et La Réunion prévus à l'article L. 4433-7 du code général des collectivités territoriales ;

5° Le plan d'aménagement et de développement durable de Corse prévu à l'article L. 4424-9 du code général des collectivités territoriales ;

6° Les chartes des parcs naturels régionaux prévues à l'article L. 333-1 du code de l'environnement, sauf avec les orientations et les mesures de la charte qui seraient territorialement contraires au schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires ;

7° Les objectifs de protection et les orientations des chartes des parcs nationaux prévues à l'article L. 331-3 du code de l'environnement ;

8° Les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux prévus à l'article L. 212-1 du code de l'environnement ;

9° Les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux prévus à l'article L. 212-3 du code de l'environnement ;

10° Les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par les plans de gestion des risques d'inondation pris en application de l'article L. 566-7 du code de l'environnement, ainsi qu'avec les orientations fondamentales et les dispositions de ces plans définies en application des 1° et 3° du même article ;

11° Les dispositions particulières aux zones de bruit des aéroports prévues à l'article L. 112-4 ;

12° Les schémas régionaux des carrières prévus à l'article L. 515-3 du code de l'environnement ;

13° Les objectifs et dispositions des documents stratégiques de façade ou de bassin maritime prévus à l'article L. 219-1 du code de l'environnement ;

14° Le schéma départemental d'orientation minière en Guyane prévu à l'article L. 621-1 du code minier ;

15° Le schéma régional de cohérence écologique prévu à l'article L. 371-3 du code de l'environnement ;

## 1. Le choix de la procédure

16° Le schéma régional de l'habitat et de l'hébergement prévu à l'article L. 302-13 du code de la construction et de l'habitation ;

17° Le plan de mobilité d'Ile-de-France prévu à l'article L. 1214-9 du code des transports ;

18° Les directives de protection et de mise en valeur des paysages prévues à l'article L. 350-1 du code de l'environnement".

A ce titre, la modification du PLU de Prouilly doit ainsi être compatible avec les documents approuvés postérieurement à la date d'approbation, 17 décembre 2016, du SCoT du Grand Reims.

Ainsi, la mise en compatibilité du PLU de Prouilly doit être compatible avec :

- « les règles générales du fascicule » du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) du Grand Est, approuvé par arrêté préfectoral le 24 janvier 2020 ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Seine-Normandie 2022-2027 ;
- Le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) Seine Normandie 2022-2027, approuvé le 03 mars 2022.

Les documents applicables sur le territoire de Prouilly qui ont été approuvés antérieurement au SCoT du Grand Reims sont les suivants :

- Le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) de Champagne-Ardenne, approuvé par arrêté préfectoral le 8 décembre 2015 ;
- Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Aisne Vesle Suippe, approuvé par arrêté préfectoral le 16 décembre 2013.

Enfin, le Schéma Régional des Carrières (SRC) Grand Est, en cours d'élaboration.

### Le SRADDET Grand Est

Le projet de reconstruction du château d'eau est principalement concerné par les règles relatives à la biodiversité, la gestion de l'eau et le changement climatique. Le projet est compatible avec les règles du SRADDET Grand Est suivants :

➤ Climat, air et énergie

- **Règle n°1** : « Atténuer et s'adapter au changement climatique »

Les plans et les programmes doivent définir des actions en matière d'aménagement et d'urbanisme visant à la gestion de la ressource en eau.

La déclaration de projet du PLU de Prouilly souhaite déclasser un secteur EBC de son règlement graphique afin d'autoriser des travaux qui permettront de sécuriser de l'alimentation en eau potable.

## 1. Le choix de la procédure

### ➤ Biodiversité et gestion de l'eau

#### - **Règle n°8** : « Préserver et restaurer la Trame Verte et Bleue »

Le Bois du Goulot n'est pas considéré comme un réservoir de biodiversité. Au regard de la localisation de l'espace boisé déclassé (extrémité Nord du bous du Goulot), de la superficie du secteur (moins de 1 % du bois du Goulot) et du boisement déclassé (environ 2 400 m<sup>2</sup>), de l'objet de la procédure (reconstruction d'un équipement existant), de la nature des modifications apportées (aucune nouvelle destination autorisée, réalisation d'un équipement public), de l'intérêt écologique (habitat, faune et flore) limité sur le secteur (enjeux non significatifs à faible à l'exception d'une espèce floristique à enjeu modéré), l'impact de la présente procédure sur la fonctionnalité de la Trame Verte et Bleue locale apparaît très faible.

#### - **Règle n°9** : « Préserver les zones humides »

Le secteur du projet n'est pas concerné par la présence de zones humides.

### - ➤ Gestion des espaces et urbanisme

#### - **Règle n°16** : « Sobriété foncière »

Cette règle exclue les infrastructures routières de la comptabilité foncière ;

La présente procédure ne modifie pas le zonage du secteur (zone naturelle). Toutefois, elle permet de supprimer une protection appliquée aux boisements. Cette dernière autorise donc désormais le changement d'affectation des espaces boisés pour la réalisation de constructions (uniquement les destinations autorisées par le règlement écrit de la zone N) et autres aménagements. Néanmoins, près de 50 % de la superficie totale du secteur sont déjà artificialisés. De plus, le projet vise au remplacement d'un équipement déjà existant. Ainsi, l'artificialisation des sols devraient essentiellement se limiter aux aménagements pour nécessaire à la phase travaux et à l'élargissement de la voie de desserte ; cette dernière est néanmoins exclue de la comptabilité foncière.

#### - **Règle n°25** : « Limiter l'imperméabilisation des sols »

Le principe de cette règle est de limiter l'imperméabilisation des sols et de favoriser l'infiltration des eaux pluviales.

La nature du projet objet de la présente procédure concerne la reconstruction d'un équipement d'intérêt collectif, sur une superficie relativement limitée (environ 4 750 m<sup>2</sup>) et sur un secteur déjà partiellement imperméabilisé (environ 1 287 m<sup>2</sup>). La surface imperméabilisée devrait donc s'apparenter à celle déjà existante étant donné que le chemin d'accès ne devrait pas être goudronné.

L'ensemble du projet qui nécessite la présente déclaration de projet du PLU de la commune de Prouilly n'est pas incompatible avec les règles du SRADDET Grand Est.

## 1. Le choix de la procédure

### Le Schéma Régional des Carrières Grand Est

Le SRC de la région Grand Est est en cours d'élaboration. Toutefois, au regard de l'objet de la présente modification du PLU de Prouilly, à savoir la restauration du château d'eau et l'aménagement de son chemin d'accès, ainsi que de la localisation du secteur objet, au sein d'un l'Espace Boisé Classé ; la mise en compatibilité du PLU n'apparaît pas être de nature à remettre en cause un secteur potentiellement propice à l'accueil d'une activité liée à l'exploitation du sous-sol.

### Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux de Seine-Normandie

Les principales orientations et dispositions du SDAGE Seine-Normandie 2022-2027 avec lesquelles les documents d'urbanisme (PLU, SCoT) doivent être compatibles sont :

**Orientation 1.1** : Identifier et préserver les milieux humides et aquatiques continentaux et littoraux et les zones d'expansion des crues, pour assurer la pérennité de leur fonctionnement

- Disposition 1.1.2. : Cartographier et protéger les zones humides dans les documents d'urbanisme ;
- Disposition 1.1.3. : Protéger les milieux humides et les espaces contribuant à limiter le risque d'inondation par débordement de cours d'eau ou par submersion marine dans les documents d'urbanisme ;
- Disposition 1.2.1. : Cartographier et préserver le lit majeur et ses fonctionnalités [Disposition en partie commune SDAGE-PGRI].

D'après les résultats des prospections de terrain visant à la caractérisation des zones humides, le secteur de projet n'est pas concerné par la présence de zones humides

**Orientation 2.1.** : Préserver la qualité de l'eau des captages d'eau potable et restaurer celle des plus dégradés

- Disposition 2.1.2. : Protéger les captages dans les documents d'urbanisme ;
- Disposition 2.1.7. : Lutter contre le ruissellement à l'amont des prises d'eau et des captages en zone karstique.

La présente procédure d'évolution du PLU autorise un projet de réservoir d'eau visant à stocker et distribuer de l'eau potable. Le secteur concerné est situé en dehors de tout périmètre de captage d'alimentation en eau potable. Les ruissellements nouvellement générés par l'imperméabilisation supplémentaire du secteur n'impacteront donc pas directement la ressource en eau potable.

## 1. Le choix de la procédure

**Orientation 2.4.** : Aménager les bassins versants et les parcelles pour limiter le transfert des pollutions diffuses

- Disposition 2.4.2. : Développer et maintenir les éléments fixes du paysage qui freinent les ruissellements.

Au regard de la capacité de rétention des espaces boisés, l'insertion du secteur de projet au sein du bois du Goulot assure une bonne rétention de l'eau issue des précipitations. Ainsi, les ruissellements sont limités et ce malgré l'augmentation potentielle de la surface imperméabilisée.

**Orientation 3.2.** : Améliorer la collecte des eaux usées et la gestion du temps de pluie pour supprimer les rejets d'eaux usées non traitées dans le milieu

- Disposition 3.2.2. : Limiter l'imperméabilisation des sols et favoriser la gestion à la source des eaux de pluie dans les documents d'urbanisme, pour les secteurs ouverts à l'urbanisation ;
- Disposition 3.2.4. : Édicter les principes d'une gestion à la source des eaux pluviales ;
- Disposition 3.2.5. : Définir une stratégie d'aménagement du territoire qui prenne en compte tous les types d'événements pluvieux.

La surface imperméabilisée du secteur est potentiellement plus importante suite à la suppression d'une protection appliquée à des espaces boisés classés. Toutefois, les ruissellements d'eaux pluviales supplémentaires sur ces surfaces nouvellement imperméabilisées restent globalement faibles au regard de la superficie du secteur. Ainsi, l'évolution des volumes d'eau pluviales à gérer sont peu significatifs. De plus, ces eaux pluviales seront gérées au plus près de leur point de chute, à savoir par infiltration directement sur le secteur ou à proximité immédiate. Enfin, le chemin d'accès ne devrait pas être imperméabilisé mais stabilisé.

**Orientation 4.1.** : Limiter les effets de l'urbanisation sur la ressource en eau et les milieux aquatiques

- Disposition 4.1.1 : Adapter la ville aux canicules ;
- Disposition 4.1.3 : Concilier aménagement et disponibilité des ressources en eau dans les documents d'urbanisme ;

La nature de la procédure n'engendre pas une consommation plus importante de la ressource en eau.

**Orientation 4.2.** : Limiter le ruissellement pour favoriser des territoires résilients

- Disposition 4.2.3 : Élaborer une stratégie et un programme d'actions limitant les ruissellements à l'échelle du bassin versant [disposition SDAGE-PGRI].

Les eaux pluviales seront gérées directement sur le secteur ou à proximité immédiate. Aucun ouvrage d'hydraulique n'est mis en place. Le projet consiste en la reconstruction d'un château d'eau, un projet d'intérêt communautaire compatible avec l'orientation fondamentale 4 « Pour un territoire préparé : assurer la résilience des territoires et une gestion équilibrée de la ressource en eau face au changement climatique ».



## 1. Le choix de la procédure

### Le Plan de Gestion des Risques d'Inondation du Bassin Seine-Normandie 2022-2027

La mise en compatibilité du PLU de Prouilly se doit d'être compatible avec les objectifs du PGRI Seine-Normandie 2022-2027. Les 4 axes principaux du PGRI Seine-Normandie 2022-2027 sont :

- Aménager les territoires de manière résiliente pour réduire leur vulnérabilité ;
- Agir sur l'aléa pour augmenter la sécurité des personnes et réduire le coût des dommages ;
- Améliorer la prévision des phénomènes hydrométéorologiques et se préparer à gérer la crise ;
- Mobiliser tous les acteurs au service de la connaissance et de la culture du risque.

Aucun Territoire à Risques Importants d'inondation (TRI) ou Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI) ne couvre le territoire de Prouilly. Les objectifs concernant les TRI ne concernent pas le territoire communal de Prouilly. Toutefois, la commune est couverte par un Atlas de Zone Inondable (AZI de la Vesle) qui démontre l'exposition du territoire au risque inondation. Toutefois, le zonage de cet atlas dernier ne couvre pas le secteur.

Au regard de la nature de la présente procédure d'évolution du PLU, les principaux objectifs avec lesquels la mise en compatibilité du PLU doit être compatible sont les suivants :

1. Aménagement des territoires de manière résiliente pour réduire leur vulnérabilité	
1.A. Évaluer et réduire la vulnérabilité aux inondations des territoires.	1.A1. Comment évaluer la vulnérabilité d'un territoire aux inondations ?
	1.A.4. Accompagner les collectivités territoriales et/ou leurs groupements en priorité dans les territoires couverts, au moins partiellement, par un TRI dans la réalisation de leur diagnostic de vulnérabilité aux inondations
1.C. Planifier un aménagement du territoire résilient aux inondations	1.C.1. Protéger les milieux humides et les espaces contribuant à limiter le risque d'inondation par débordement de cours d'eau ou par submersion marine dans les documents d'urbanisme.
	1.C.2 Encadrer l'urbanisation en zone inondable.
1.D. Éviter et encadrer les aménagements (installations, ouvrages, remblais) dans le lit majeur des cours d'eau.	1.D.1. Éviter, réduire et compenser les impacts des aménagements (installations, ouvrages, remblais) dans le lit majeur des cours d'eau sur l'écoulement des crues.

## 1. Le choix de la procédure

1.E. Planifier un aménagement du territoire tenant compte de la gestion des eaux pluviales.	1.E.3 Prendre en compte la gestion des eaux pluviales dans les projets d'aménagement.
<b>2. Agir sur l'aléa pour augmenter la sécurité des personnes et réduire le coût des dommages</b>	
2.C. Agir sur l'aléa en préservant et restaurant les zones d'expansion des crues (ZEC) et les milieux humides contribuant au ralentissement des écoulements d'eau.	2.C.3. Identifier les zones d'expansion des crues lors de l'élaboration des documents d'urbanisme.
2.E. Prévenir et lutter contre le ruissellement à l'échelle du bassin versant.	2.E.2. Élaborer une stratégie et un programme d'actions de prévention et de lutte contre les ruissellements à l'échelle du bassin versant
<b>3. Améliorer la prévision des phénomènes hydro-météorologiques et se préparer à gérer la crise.</b>	
<b>4. Mobiliser tous les acteurs au service de la connaissance et de la culture du risque</b>	
4.B Renforcer la connaissance des enjeux en zone inondable et en zone impactée	4.B.1. Poursuivre l'amélioration de la connaissance des enjeux exposés aux inondations.
4.E. Sensibiliser et mobiliser les élus autour des risques d'inondation	4.E.1. Diffuser l'information sur les risques d'inondation auprès des élus locaux

Le secteur du projet n'est proche d'aucun cours d'eau et se situe en dehors des zones potentiellement inondables. S'agissant des ruissellements et plus généralement de la gestion des eaux pluviales, l'analyse de compatibilité avec le SDAGE Seine-Normandie 2022-2027 réalisée ci-avant s'applique également ici.

**L'ensemble du projet qui nécessite la présente déclaration de projet du PLU de la commune de Prouilly n'est pas incompatible avec les objectifs du PGRI.**

## 2. Un projet d'intérêt général

Le choix d'une procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU a été fait dans la mesure où ce projet présente un caractère d'intérêt général. Cette procédure est donc adaptée pour mettre en cohérence le PLU avec le projet et ainsi permettre sa réalisation.

### **Etat actuel : un équipement fortement dégradé**

La commune est équipée d'un château d'eau permettant le stockage et la distribution d'eau potable aux habitants de Jonchery-sur-Vesle et certains hameaux de la commune de Prouilly.

En 2018, suite à un constat de dégradations du génie-civil, ce réservoir a fait l'objet d'un diagnostic géotechnique réalisé par la société GINGER CEBTP (*le diagnostic est annexé au présent dossier*). Les investigations menées ont mis en évidence de nombreux désordres :

- Nombreuses fissures extérieures et intérieures présentes entre les cuves et la chambre de vannes ;
- Fuites constatées au niveau des cuves, ce qui aurait engendré l'apparition d'un trop plein dans le bois en contrebas. La cuve responsable de ces fuites est aujourd'hui condamnée ;
- Tassements différentiels formés au niveau des radiers des cuves de stockage. Ces tassements sont notamment accentués par une faible épaisseur de remblais de faible compacité (peu de portance).

Si l'équipement continue de se dégrader à cause des mauvaises fondations couplées à une infiltration des eaux, la population des deux communes risquerait d'être privée d'eau potable dans un court terme. Ce projet se justifie comme étant un projet d'intérêt général car l'alimentation en eau potable est une ressource commune primordiale à l'alimentation, à la santé, à l'hygiène...

*Illustration des dégâts du château d'eau*



## 2. Un projet d'intérêt général

### De l'intérêt général de l'alimentation en eau potable

L'alimentation en eau potable se définit comme l'ensemble des équipements, des services et des actions qui permettent, en partant d'une eau brute, de produire une eau conforme aux normes de potabilité en vigueur, distribuée ensuite aux consommateurs. Elle est permise par cinq étapes distinctes que sont les prélèvements, les captages, le traitement pour potabiliser l'eau, l'adduction (transport et stockage), et la distribution au consommateur.

La loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) proclame un droit d'accès à l'eau potable, dit « droit à l'eau ». L'article L. 210-1 du Code de l'environnement dispose que : « L'eau fait partie du patrimoine commun de la Nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général. Dans le cadre des lois et règlements ainsi que des droits antérieurement établis, l'usage de l'eau appartient à tous et chaque personne physique, pour son alimentation et son hygiène, a le droit d'accéder à l'eau potable dans des conditions économiquement acceptables par tous. » Cet article est le fondement juridique de la priorité d'usage accordée à l'alimentation en eau potable.

Outre l'alimentation, c'est-à-dire la distribution, le terme de potabilité implique également la qualité de l'eau distribuée. Cette exigence de qualité est posée par l'article L. 1321-1 du Code de la santé publique qui dispose que « toute personne qui offre au public de l'eau en vue de l'alimentation humaine, à titre onéreux ou à titre gratuit et sous quelque forme que ce soit, y compris la glace alimentaire, est tenue de s'assurer que cette eau est propre à la consommation. » Une exigence également prise en compte dans le Code de l'environnement à l'article L. 211-1, alinéa II, qui dispose que « la gestion équilibrée doit permettre en priorité de satisfaire les exigences de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population. »

Les compétences en matière de production et de distribution de l'eau potable comme en matière d'assainissement des eaux usées ont été attribuées aux collectivités territoriales dans le cadre de leurs services publics.



### 3. Présentation du site accueillant le projet faisant l'objet de la procédure de déclaration de projet

Le site dédié à accueillir le château d'eau se trouve en lisière d'espace boisé. Il s'agira de reconstruire un château d'eau. Le réservoir se situe sur la parcelle A1795 d'une surface de 1 287 m<sup>2</sup>.



#### Étude zone humide

Selon l'étude menée par le bureau d'étude spécialisé IAE le 12 octobre 2021 (étude complète annexée au dossier), aucun périmètre de Zones à Dominante Humide (ZDH) définies par la DREAL Grand Est n'est identifié au sein du secteur d'études. De même, aucune zone humide, identifiée au sein de l'inventaire des zones humides mené par le Conservatoire d'Espaces Naturels de Champagne-Ardenne dans le cadre du SAGE Aisne Vesle Suippe porté par le SIABAVES, n'est recensée sur le secteur d'études.

Afin de confirmer ou non ces résultats, une prospection de zones humides sur le terrain a été réalisée. Cette caractérisation de zones humides a été menée conformément à la réglementation en vigueur c'est-à-dire à partir d'une analyse des deux critères suivants : présence/absence d'une végétation caractéristique de zones humides et réalisation de sondages pédologiques.

En absence de végétation caractéristique de zones humides et au regard des trois sondages pédologiques négatifs réalisés sur le secteur d'études, aucune zone humide n'a été identifiée



### **3. Présentation du site accueillant le projet faisant l'objet de la procédure de déclaration de projet**

Selon le SRCE de l'ex-région Champagne-Ardenne, le secteur d'études est localisé en dehors de toutes continuités écologiques.

Toutefois, une déclinaison de la Trame Verte et Bleue à l'échelle du Grand Reims a été réalisée dans le cadre de l'élaboration du SCoT de la région de Reims. Cette déclinaison cartographique (Objectif n°4 – P.41 du Document d'Orientation et d'Objectifs) identifie le secteur d'études au sein d'un corridor Est-Ouest de la Trame Verte partant du cœur de l'agglomération de Reims et se prolongeant au-delà du territoire du Grand Reims et de la commune de Fismes. Ce corridor est associé à l'orientation « Développer la trame verte de l'agglomération avec le territoire rural ».

Si l'on étudie plus précisément ce corridor à l'échelle locale, on constate, en effet, que le secteur d'études s'inscrit dans un corridor boisé dont le tracé se dessine entre les deux entités urbaines que sont les bourgs de Prouilly et de Jonchery-sur-Vesle. En réalité, le cours d'eau La Vesle et sa ripisylve forment un corridor écologique linéaire fonctionnel de la trame Verte et Bleue sur lequel certains boisements limitrophes se connectent. Ainsi, bien que légèrement en retrait de la vallée de la Vesle, le boisement dans lequel s'insère le secteur d'études est relativement bien connecté avec cette vallée. En effet, bien qu'ils fragilisent l'interaction entre ces deux entités, l'urbanisation (hameau de Prouilly), peu dense, et les caractéristiques des infrastructures routières (ex : RD28) n'apparaissent pas de nature à empêcher tout déplacement d'espèces entre le boisement et la vallée.

Le secteur d'études d'environ 1 ha est localisé en lisière Nord d'un massif boisé d'une superficie d'environ 81 ha.

L'impact lié à la réalisation du projet sur le secteur d'études est réduit sachant qu'il s'agit d'un projet de reconstruction d'un château d'eau et le déclassement d'une partie de l'EBC sur un chemin d'accès existant permettant de maintenir le flux d'espèces.



### 3. Présentation du site accueillant le projet faisant l'objet de la procédure de déclaration de projet




#### Étude de biodiversité

Cette étude a été menée par l'IEA le 12 octobre 2021.

La prospection de terrain a permis de déterminer trois habitats différents :

Chênaie-Charmaie	Jardin domestique	Fourré en formation
		
<b>Ces habitats sont communs et ne présentent donc aucun enjeu significatif</b>		

De plus, un total de 54 espèces végétales ont été recensées sur le site. Parmi elles, seulement trois présentent un enjeu

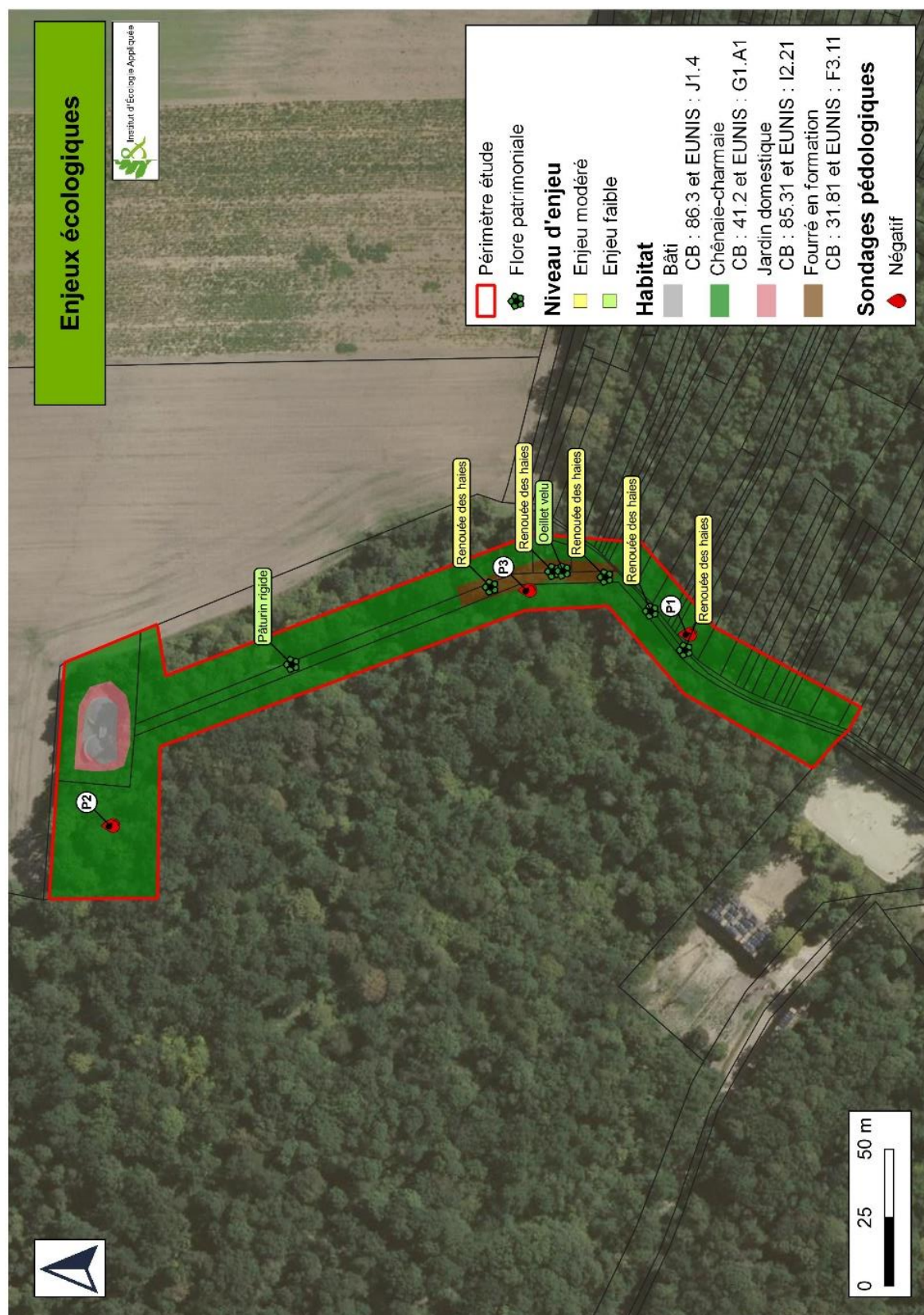
Renouée des haies	Pâturin rigide	Œillet velus
		
<b>Aucune espèce exotique envahissante n'a été observée sur le site.</b>		

A propos de la faune, plusieurs groupes taxonomiques ont été étudiés :

- Amphibiens
- Reptiles
- Avifaune
- Mammifères terrestres
- Chiroptères
- Odonates

**Il en ressort qu'aucun enjeu n'est visible pour la faune locale**

### 3. Présentation du site accueillant le projet faisant l'objet de la procédure de déclaration de projet



### **3. Présentation du site accueillant le projet faisant l'objet de la procédure de déclaration de projet**

#### **Les risques naturels et anthropiques**

La consultation du site de prévention des risques majeurs (georisque.fr) a permis d'identifier un certain nombre de risques que peut présenter le site étudié.

Le terrain se situe en zone d'aléa très faible (zone 1) selon le décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention des risques sismiques, applicable au 1er mai 2011, zone pour laquelle aucune prescription particulière n'est requise.

La commune de Jonchery-sur-Vesle a fait l'objet de 3 arrêtés de catastrophe naturelle, dont 1 de type « inondations, coulées de boue et mouvements de terrains » et 2 de type « inondation et coulées de boue ». Leur localisation exacte n'est pas connue.

D'après les données issues de la carte du BRGM, éditée à une échelle de validité de 1/10000 et relative à l'aléa retrait/gonflement des argiles par variations hydriques, le terrain est inscrit dans une zone d'aléa « fort ».

Compte tenu de l'aspect construit du site et des futurs travaux de démolition, il ne faudra pas exclure de rencontrer des surépaisseurs de remblais plus importantes que celles mesurées au droit de nos sondages, de nature et compacité très variable. De plus, ces remblais pourront contenir des vestiges (fondations, réseaux, etc., ...).

Dans les formations argileuses de l'Yprésien et sableuses du Thanétien, il sera toujours possible de constater des variations latérales importantes de faciès avec des niveaux sableux ou argileux plus ou moins riches en cailloutis. Cette particularité s'accompagne également d'hétérogénéité des caractéristiques mécaniques.

Le toit des argiles et des sables correspond à des surfaces d'érosion. Par conséquent il sera toujours possible de rencontrer des surprofondeurs ou des remontées de ces formations.

Concernant la pollution des sols aucun indice n'a été détecté.



#### **4. Description des caractéristiques principales du projet faisant l'objet de la procédure de déclaration de projet**

##### **Un projet de reconstruction d'un réservoir d'eau potable**

Ce réservoir d'eau potable implanté sur le ban communal de Jonchery-sur-Vesle compte deux cuves de 250 m<sup>3</sup> et une chambre de vannes accolée à ces deux cuves. Il assure le stockage et la distribution de l'eau potable aux habitants de Jonchery-sur-Vesle ainsi qu'à certains hameaux de la commune de Prouilly. En 2018, suite à un constat de dégradations du génie-civil, ce réservoir a fait l'objet d'un diagnostic géotechnique qui a montré la nécessité une reconstruction.



Le projet consiste en la construction d'un réservoir AEP comprenant :

- Un chemin d'accès depuis les voiries communales (linéaire estimé entre 600 et 700 m en bordure de bois) ;
- Des travaux de création des emprises et plateformes provisoires de chantier en vue de l'installation des engins de manutention (grue Potain par exemple) ;
- Un réservoir d'eau d'une hauteur d'environ 3.00 m, d'un diamètre d'environ 10 à 15 m et ancré à environ 1.00 à 2.00 m de profondeur sous le niveau du TA.

#### **4. Description des caractéristiques principales du projet faisant l'objet de la procédure de déclaration de projet**

D'après les informations communiquées par SUEZ, l'implantation exacte du réservoir et ses caractéristiques géométriques précises ne sont pas encore déterminées avec précision. D'après SUEZ, les deux réservoirs d'eau existants ne seront pas conservés.

Dans les sols meubles (remblais, argile, sable) les travaux de terrassement ne poseront pas de problèmes particuliers d'exécution. Les déblais pourront être extraits par des engins à lame ou à godet.

Au contact d'éventuels vestiges de construction ou de démolition (fondations, réseaux, etc.), les travaux de terrassement nécessiteront l'emploi d'engins de forte puissance (BRH, ...).

Dans tous les cas, la méthodologie de terrassement mise en œuvre devra tenir compte des avoisinants – a priori non concernés par le chantier.

Les travaux de terrassement et de remblaiement devront impérativement être effectués avec toutes les précautions nécessaires pour ne pas déstabiliser le fond de forme qui est sensible à l'eau (sols à dominante argileux et plastiques) de classe A2 selon le GTR (voire localement A1 et A4).

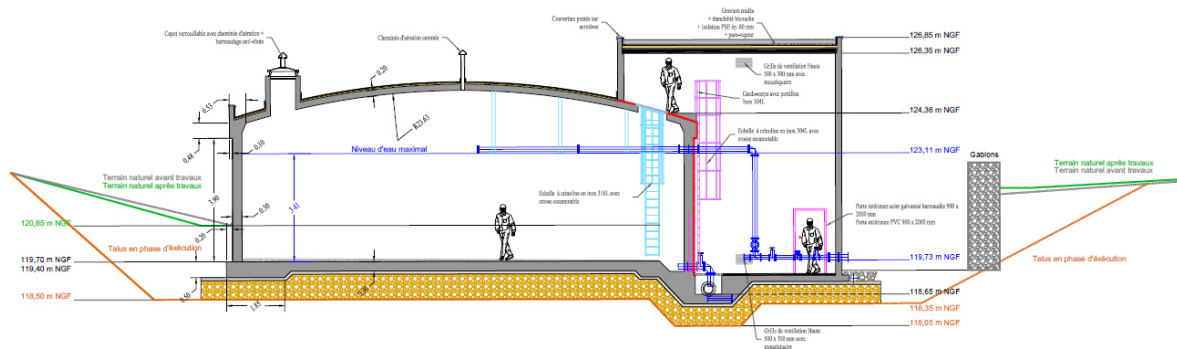
Les argiles plastiques, quand elles deviennent humides, sont collantes voire glissantes pour la circulation des engins de chantier.

Compte tenu du contexte géologique et hydrogéologique du site, il sera préférable de mener les travaux de terrassement dans de bonnes conditions météorologiques. Si des pluies se produisent pendant les travaux ou si des précipitations sont abondantes au cours des 2 mois précédant les travaux, des adaptations seront nécessaires (cloutage du fond de forme, drainage, etc.) et pourront engendrer un surcoût non négligeable.

Compte tenu de la nature argileuse des sols superficiels (sols argileux de classe A1, A2 et A4), un traitement du fond de forme pourra s'avérer nécessaire pour assurer la traficabilité sur le site et ce plus particulièrement en période pluvieuse (cloutage du fond de forme, drainage, etc.). Cela pourra engendrer un surcoût non négligeable. On visera une portance de la plateforme de travail d'au moins  $E_{v2} \geq 30$  MPa pour la circulation des engins de chantier. Cette structure de chantier pourra être intégrée à la structure de voirie, après suppression des matériaux pollués par la circulation de chantier.

#### 4. Description des caractéristiques principales du projet faisant l'objet de la procédure de déclaration de projet

*Projet de reconstruction d'un château d'eau*

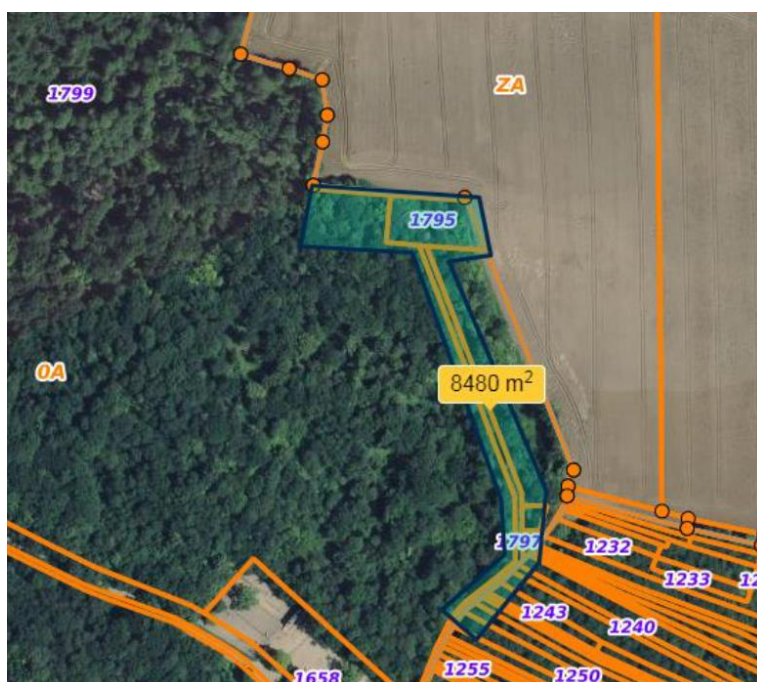




#### 4. Description des caractéristiques principales du projet faisant l'objet de la procédure de déclaration de projet

##### Une surface d'espaces boisés classés supprimée réduite

Initialement, la surface à déclasser fournie par la communauté urbaine du Grand Reims était de 8 480 m<sup>2</sup>. Cette surface permettait au chantier de se dérouler normalement (accès, stockage...). La voie d'accès aurait été élargie d'environ 20 mètres. Cette surface paraissait surdimensionnée au vu des besoins.



*Surface à déclasser initiale*

Au regard de l'étude écologique et de l'évaluation environnementale, une réduction de la surface du périmètre d'étude est proposée de manière à ce que le fonctionnement du chantier ne soit pas altéré, tout en déclassant le moins possible d'espaces boisés classés. Un déclassement de 8 mètres sur l'ensemble de l'accès est adéquat. Cette proposition de déclassement tient compte de l'étude environnementale menée en parallèle par le bureau d'études spécialisé IEA.

Par conséquent, une surface totale de 6 604 m<sup>2</sup> est nécessaire au projet, et nécessite le déclassement des espaces boisés classés en conséquence.

Ce déclassement vient d'une part corriger une erreur matérielle d'une superficie de 3 290 m<sup>2</sup> (extraire la voie d'accès et le château d'eau des EBC sur le plan de zonage du PLU),

L'élargissement seul du chemin et de la base des travaux en dehors de la correction de l'erreur matérielle correspond, d'autre part, à une surface de 3 314 m<sup>2</sup> d'espaces boisés classés à déclasser. Cet élargissement à 8 m du chemin d'accès permet le fonctionnement à terme des bassins et des besoins liés (travaux, camions citernes éventuels en fonctionnement...)



Suite à un accord oral entre les propriétaires forestiers et le propriétaire du champ riverain, le lieu de stockage des matériaux (base vie du chantier) pourra s'installer sur le champ en lui-même, et non pas l'espace forestier.

Aussi, la commune et le Grand Reims s'engagent, à n'apporter aucun déboisement sur le secteur de la base vie du chantier, puisque cela sera inutile au projet de reconstruction des réservoirs. Toutes les parties prenantes ont intérêt à ne pas déboiser. Néanmoins, par prudence au cas où l'accord oral venait à rompre, ou ne pas se matérialiser par un accord écrit, l'espace boisé classé (EBC) sera tout de même déclassé sur l'espace initialement prévue comme base vie du chantier dans le dossier. Le déclassement d'EBC n'induit pas automatiquement le déboisement. L'idée étant d'éviter de perdre un an de procédure si jamais l'accord venait à rompre.

Par ailleurs, le chemin d'accès ne sera, dans les faits sur le terrain, pas élargi outre mesure étant donné que :

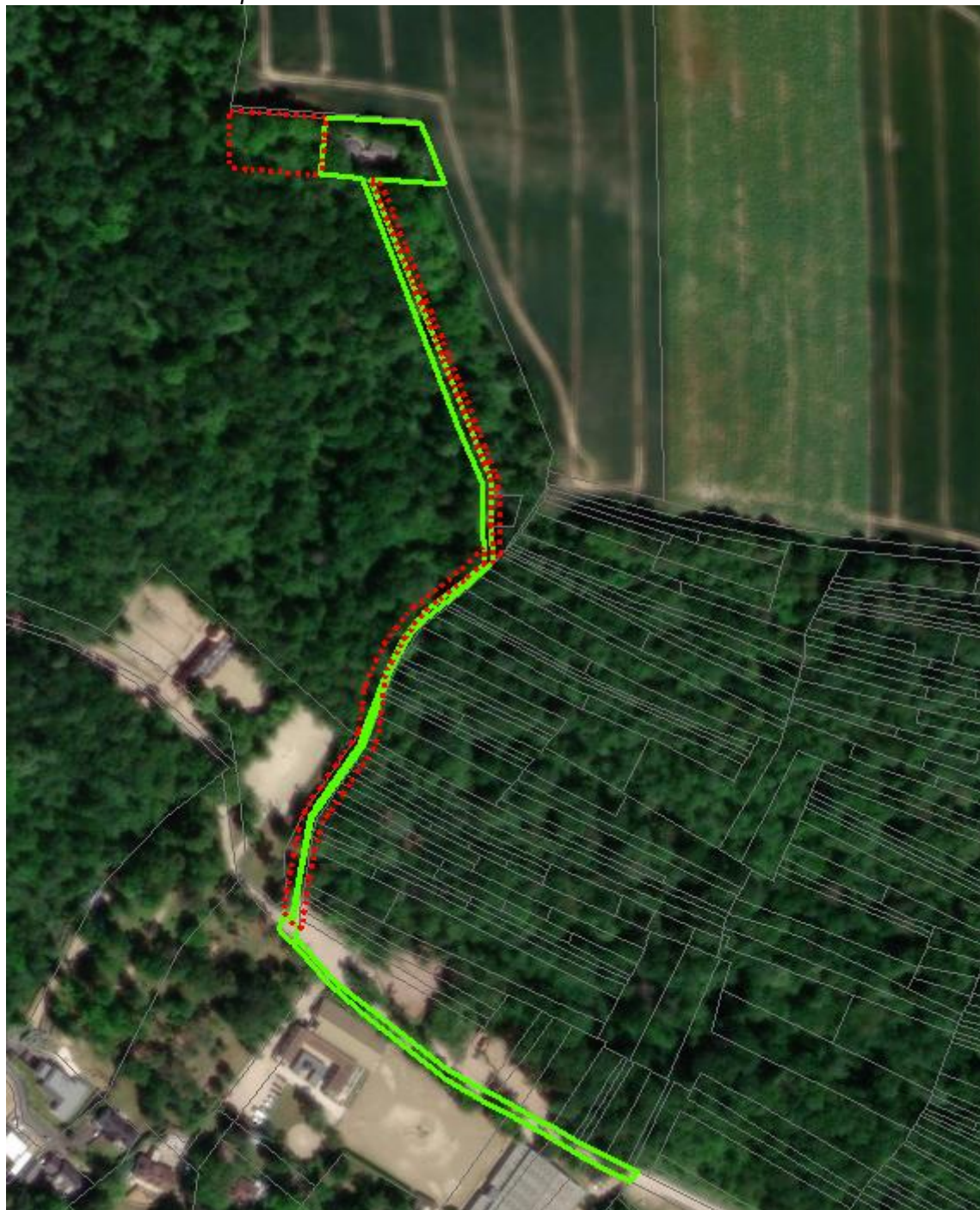
- La base vie sera établie sur le champ et permettra d'opérer un demi-tour pour les engins du chantier,
- Les besoins en matière d'entretien et de visite de contrôle des bassins ne nécessitent pas un élargissement à 8 m.

Là encore, l'EBC sera quand même déclassé sur une largeur de 8 mètres tel qu'affiché sur les plans du dossier, mais la commune et le Grand Reims s'engagent à ne couper aucun arbre dès lors qu'il n'y en a pas besoin pour les engins. Il s'agit à nouveau d'une mesure de prudence au cas où l'accord oral entre les propriétaires venait à rompre.

**Il n'y a pas de recensement des arbres à abattre de prévu étant donné qu'il n'y a pas de déboisement de prévu. La délocalisation de la base vie du chantier est une mesure d'évitement permettant de préserver les espaces boisés existants.**

#### 4. Description des caractéristiques principales du projet faisant l'objet de la procédure de déclaration de projet

*Détail et évolution du périmètre de déclassement des EBC*



■ Déclassement nécessaire aux travaux (3314 m<sup>2</sup>)

■ Correction de l'erreur matérielle (3290 m<sup>2</sup>)

## 5. Présentation des dispositions du PLU ajustées pour la mise en compatibilité avec le projet

Le projet de reconstruction du château d'eau impacte l'article 13 de la zone naturelle « N » du règlement avec la nécessité de le préciser afin qu'il n'entre pas en contradiction avec le projet. Le plan de zonage est également concerné par le déclassement des EBC.

Le secteur d'étude se situe en zone « N » et en espace boisé classé. L'article 9 des dispositions générales vient réglementer ces espaces. En effet, « les demandes de défrichement sont irrecevables dans les espaces boisés classés figurant au document graphique, conformément aux articles L. 113-1 et L. 113-2 du Code de l'Urbanisme. Les coupes et abatages d'arbres sont soumis à autorisation dans les espaces boisés classés figurant au plan, conformément aux articles L. 113-1 et L. 113-2 du Code de l'Urbanisme ». Etant donné qu'il est impossible de défricher dans ces espaces, une suppression des EBC (0,47 ha) sur les espaces nécessaires au projet est requise.

De plus, le secteur d'étude se situe en zone naturelle à préserver, boisée ou non en raison de leur intérêt paysager ou environnemental. Selon l'article R151-24 du Code de l'urbanisme, Les zones naturelles et forestières sont dites " zones N ". *« Peuvent être classés en zone naturelle et forestière, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :*

- 1° Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;*
- 2° Soit de l'existence d'une exploitation forestière ;*
- 3° Soit de leur caractère d'espaces naturels ;*
- 4° Soit de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles ;*
- 5° Soit de la nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion des crues. »*

De ce fait, le règlement de la zone « N » s'applique sur le secteur d'étude.

### Article 1 : occupation et utilisation du sols interdites

Dans l'ensemble de la zone N, toutes les occupations et utilisations du sol sont interdites sauf celles visées à l'article N2

## **5. Présentation des dispositions du PLU ajustées pour la mise en compatibilité avec le projet**

### Article 2 occupations du sol soumises à des conditions particulières

Sont autorisés sous conditions en zone N « les équipements publics ou ouvrages techniques à condition qu'ils soient nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics ».

### Article 6: Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Cet article ne s'applique pas « aux équipements publics, ou d'intérêt collectif ou ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics ».

### Article 7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Cet article ne s'applique pas « aux équipements publics, ou d'intérêt collectif ou ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics ».

### Article 8 : Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

L'implantation « des équipements publics, ou d'intérêt collectif ou ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics est libre ».

### Article 9 : Emprise au sol

L'emprise au sol « des équipements publics, ou d'intérêt collectif ou ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics est libre ».

### Article 10 : Hauteur maximale des constructions

Étant donné que les constructions ne sont pas admises en zone N, la hauteur n'est pas réglementée. Cependant, cet article ne s'applique pas « aux équipements publics, ou d'intérêt collectif ou ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics ».

### Article 11 : Aspect extérieur

Cet article ne s'applique pas aux « équipements publics, ou d'intérêt collectif ou ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics est libre ».

### Article 12 : Stationnement

Le stationnement des véhicules doit être assuré en dehors des voies et emprises communes et correspondre aux besoins des constructions, de l'extension ou du changement de destination des constructions existantes







# PLAN LOCAL D'URBANISME DE PROUILLY

**Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une  
déclaration de projet pour la reconstruction d'un  
château d'eau**

## 2b. Evaluation Environnementale

Transmission en sous-préfecture en annexe de  
la délibération du Conseil communautaire  
approuvant la mise en comptabilité du PLU de  
Prouilly en date du 30 mars 2023

## AUTEURS DE L'ÉTUDE

Responsable du projet : V. RYCKEBUSCH (chef de projet)  
Rédaction et inventaires de terrain : M. FLEUET (chargé d'études) et S. LARZILLÈRE (chargé d'études)  
Rédaction Évaluation environnementale : N. PALUD (chargé d'études)  
Cartographie : V. VAUCHEY (cartographe)

*Institut d'Écologie Appliquée*  
*16 rue de Gradoux*  
*45800 SAINT-JEAN-DE-BRAYE*  
*Tél : 02 38 86 90 90 - Site internet : [www.iea45.fr](http://www.iea45.fr)*



## SOMMAIRE

### **CHAPITRE I : ARTICULATION DU PLU AVEC LES AUTRES DOCUMENTS PLANS ET PROGRAMMES**

**5**

#### **PROPOS INTRODUCTIFS SUR L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE**

**6**

#### **I - PRESENTATION RESUMEE DES OBJECTIFS DE LA DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLU ET ARTICULATION DE LA PROCEDURE AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME**

**7**

##### **A - RESUME DES OBJECTIFS DU DOCUMENT**

**7**

##### **B - DOCUMENTS, PLANS ET PROGRAMMES AVEC LESQUELS LE PLU DOIT ETRE COMPATIBLE**

**10**

#### **II - DOCUMENTS, PLANS ET PROGRAMMES QUE LA MODIFICATION DU PLU DOIT PRENDRE EN COMPTE**

**22**

### **CHAPITRE II : ANALYSE DES PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT : CARACTERISATION DES SECTEURS TOUCHES PAR LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLU**

**24**

#### **I - ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX IDENTIFIES SUR LA COMMUNE DE PROUILLY**

**25**

#### **II - CARACTERISATION DU SECTEUR TOUCHE PAR LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLU**

**26**

#### **III - ÉVOLUTIONS TENDANCIELLES DE L'ENVIRONNEMENT**

**35**

### **CHAPITRE III : ÉVALUATION DES INCIDENCES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT**

**37**

#### **I - ÉVALUATION DES INCIDENCES DES DOCUMENTS DU PLU**

**38**

##### **A - PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE**

**38**

##### **B - ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION THEMATIQUES**

**38**

##### **C - REGLEMENTS ÉCRIT ET GRAPHIQUE**

**39**

#### **II - ÉVALUATION DES INCIDENCES PAR THEMATIQUE ENVIRONNEMENTALE**

**41**

##### **A - MILIEUX NATURELS ET BIODIVERSITE**

**41**

##### **B - PAYSAGES**

**42**

##### **C - GESTION ECONOMIQUE DE L'ESPACE ET MAITRISE DE LA CONSOMMATION D'ESPACES**

**42**

##### **D - RESSOURCE EN EAU**

**42**

##### **F - RISQUES NATURELS**

**43**

##### **G - RISQUES TECHNOLOGIQUES**

**43**

##### **H - NUISANCES**

**43**

##### **I - POLLUTIONS (EAU/SOLS)**

**43**

##### **J - ENERGIE**

**44**

#### **III - ÉVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000**

**45**

##### **A - PRESENTATION DE L'EVALUATION D'INCIDENCES**

**45**

##### **B - LES SITE NATURA 2000 RETENUS**

**46**

<b>CHAPITRE IV : PRESENTATION DES MESURES ENVISAGEES POUR EVITER, REDUIRE ET SI POSSIBLE COMPENSER LES CONSEQUENCES DOMMAGEABLES DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT</b>	<b>51</b>
<b>CHAPITRE V : SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLU ET DESCRIPTION DES METHODES UTILISEES POUR REALISER L'EVALUATION</b>	<b>54</b>
<b>CHAPITRE VI : DESCRIPTION DES METHODES UTILISEES POUR REALISER L'EVALUATION</b>	<b>57</b>
<b>I - ANALYSE DE L'ETAT INITIAL</b>	<b>58</b>
A - ORGANISMES ET DOCUMENTS CONSULTES	58
B - BIBLIOGRAPHIE	58
C - VISITE DE TERRAIN	58
E - METHODOLOGIE	59
<b>II - MISE EN EVIDENCE DES IMPACTS DU PROJET</b>	<b>61</b>
<b>CHAPITRE VII : RESUME NON TECHNIQUE</b>	<b>63</b>
A - OBJET DE LA PROCEDURE ET ETUDE DE COMPATIBILITE	64
B - ÉTAT INITIAL ET ENJEUX	65
C - LES INCIDENCES POTENTIELLES ET MESURES	66
D - INCIDENCES RESIDUELLES	67
<b>ANNEXE</b>	<b>69</b>
<b>PROFILS PEDOLOGIQUES</b>	<b>70</b>

## **CHAPITRE I : ARTICULATION DU PLU AVEC LES AUTRES DOCUMENTS PLANS ET PROGRAMMES**

## PROPOS INTRODUCTIFS SUR L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

### ➤ Pourquoi une évaluation environnementale ?

En réponse à la directive européenne n°2001/41/CE du 27 juin 2001, la loi d'Accélération et de Simplification de l'Action Publique (ASAP) n°2020-1525 a été promulguée en date du 7 décembre 2020. Le décret n°2021-1345, pris en application de cette loi ASAP, est entré en vigueur le 13 octobre 2021. Il modifie le régime applicable à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme et finalise la transposition de la directive européenne précitée.

Désormais, la plupart de ces procédures d'évolution des documents d'urbanisme est obligatoirement soumise à évaluation environnementale ; c'est le cas notamment des procédures d'élaboration et de révision de PLU (article R122-17, I, 48° du Code de l'Environnement).

Les nouvelles dispositions s'appliquent, depuis le 16 octobre 2021, aux nouvelles procédures ainsi qu'à celles en cours concernant l'élaboration ou la révision de PLU, dispensées, avant ce décret, d'évaluation environnementale.

Bien qu'il ne s'agisse pas d'une procédure d'élaboration ou de révision générale, au regard de l'importance du projet, les ajustements apportés par la présente déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU sont susceptibles d'avoir des effets notables sur l'environnement. En effet, le secteur objet de la présente procédure est couvert par un Espace Boisé Classé (EBC). Ainsi, cette procédure est soumise à évaluation environnementale.

### ➤ Intérêt d'une évaluation environnementale

L'évaluation doit être conçue comme un processus d'amélioration du programme.

Elle permet de vérifier que l'ensemble des facteurs environnementaux a bien été identifié et pris en compte. Elle doit s'assurer que les orientations du PLU permettent de favoriser, par une démarche itérative, la qualité environnementale du projet de territoire et d'éviter, réduire ou compenser les impacts négatifs susceptibles d'être créés.

Une évaluation environnementale ne doit pas forcément traiter tous les thèmes environnementaux de façon détaillée et exhaustive. L'attention devra porter particulièrement sur les thèmes sur lesquels le PLU a le plus d'incidences et ceux sur lesquels il y a le plus d'enjeux environnementaux.

Le rapport sur les incidences environnementales contient les informations qui peuvent être raisonnablement exigées, compte tenu des connaissances et des méthodes d'évaluation existant à la date à laquelle est élaboré ou révisé le plan ou le programme, de son contenu et de son degré de précision et, le cas échéant, de l'existence d'autres plans ou programmes relatifs à tout ou partie de la même zone géographique ou de procédures d'évaluation environnementale prévues à un stade ultérieur.

Ainsi, elle doit se limiter à une évaluation des incidences de l'évolution du PLU sur l'environnement, et notamment des incidences négatives. Elle n'est pas là pour juger de l'efficacité du PLU ni des objectifs qu'il affiche.

### ➤ Composition d'une évaluation environnementale

Les étapes nécessaires à cette évaluation environnementale sont les suivantes :

- Rédaction d'un rapport environnemental ;
- Consultation de l'autorité environnementale ;
- Mise à disposition, pour le recueil des observations du public, du rapport environnemental et des avis de l'autorité environnementale dans le dossier de consultation du public.

« L'évaluation environnementale comporte l'établissement d'un rapport qui identifie, décrit et évalue les effets notables que peut avoir la mise en oeuvre du plan ou du programme sur l'environnement ainsi



*que les solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ou du programme. Ce rapport présente les mesures prévues pour éviter les incidences négatives notables que l'application du plan ou du programme peut entraîner sur l'environnement, les mesures prévues pour réduire celles qui ne peuvent être évitées et les mesures prévues pour compenser celles qui ne peuvent être évitées ni réduites. Il expose les autres solutions envisagées et les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de la protection de l'environnement, le projet a été retenu. Il définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour suivre les effets du plan ou du programme sur l'environnement afin d'identifier notamment, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées » (article L.122-6 du Code de l'Environnement).*

Conformément à l'article R.104-18 du Code de l'Urbanisme et R.122-20 du Code de l'environnement, le rapport d'évaluation environnementale comprend :

- 1° Une **présentation résumée des objectifs du document**, de son contenu et, s'il y a lieu, de son **articulation avec les autres documents d'urbanisme** et les autres plans et programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;
- 2° Une **analyse de l'état initial de l'environnement** et des **perspectives de son évolution** en exposant notamment les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du document ;
- 3° Une analyse exposant :
  - a) Les **incidences notables probables** de la mise en œuvre du document sur l'environnement ;
  - b) Les problèmes posés par l'adoption du document sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier **l'évaluation des incidences Natura 2000** mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;
- 4° L'exposé des **motifs pour lesquels le projet a été retenu** au regard des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national et les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du document ;
- 5° La présentation **des mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser** s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du document sur l'environnement ;
- 6° La définition des **critères, indicateurs et modalités retenus** pour suivre les effets du document sur l'environnement afin d'identifier, notamment, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;
- 7° Un **résumé non technique** des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

## I - PRESENTATION RESUMEE DES OBJECTIFS DE LA DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLU ET ARTICULATION DE LA PROCEDURE AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME

### A - RESUME DES OBJECTIFS DU DOCUMENT

Prouilly est intégrée au massif de Saint-Thierry, une région viticole de Champagne qui abrite des vallées humides, des forêts, des pelouses ou encore des marais.

L'objet de la présente de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU est de permettre la création d'un nouveau château d'eau en lieu et place de l'actuel défectueux. La réalisation de ce nouvel équipement (château d'eau, chemin d'accès et secteur destiné à permettre la réalisation des travaux) nécessite de déclasser des espaces boisés inscrits en tant qu'« Espace Boisé Classé » (EBC) au PLU en vigueur.



Le château d'eau, situé sur le périmètre communal de Prouilly, stocke et distribue de l'eau potable aux habitants de la commune de Jonchery-sur-Vesle et certains hameaux de la commune de Prouilly. Les dégradations constatées en 2018 dues à de mauvaises fondations et une infiltration des eaux pourraient priver, à court terme, la population concernée d'alimentation en eau potable.



*Carte 1 et 2 : Localisation du secteur de projet (IEA)*

En raison du caractère d'intérêt général de cette opération et du déclassement d'Espaces Boisés Classés, la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU se justifie.

Plus précisément, le secteur du projet, voué à accueillir le projet de reconstruction du château d'eau, se localise en lisière du Bois du Goulot. L'accès se fait par le chemin « La Justice » depuis le Sud du secteur.

Actuellement, le secteur objet de la présente procédure d'évolution du document d'urbanisme est inscrit au PLU en vigueur en zone naturelle (N). Il s'agit d'une zone naturelle à préserver, boisée ou non, en raison de leur intérêt paysager ou environnemental. De plus, le bois du Goulot est inscrit en EBC. L'objet de la présente procédure n'est pas de modifier le zonage du secteur de projet, zone N, mais de supprimer la protection particulière appliquée au caractère partiellement boisé du secteur, à savoir la trame EBC.

En effet, bien que l'ensemble du secteur, d'une superficie d'environ 4 750 m<sup>2</sup>, soit intégralement recouvert par cette trame EBC, ce dernier n'est que partiellement boisé (environ 2 400 m<sup>2</sup> soit 51 %). Une partie du secteur est actuellement occupée par le château d'eau actuel (environ 1 287 m<sup>2</sup>), ses abords défrichés et un chemin d'accès.

Les caractéristiques principales du projet prévoient :

- L'élargissement du chemin d'accès depuis les voiries communales (linéaire entre 600 et 700 m) ;
- La création d'emprises et plateformes provisoires de chantier ;
- La construction d'un nouveau réservoir d'eau.

Ainsi, l'ensemble du projet nécessite de déclasser 4 750 m<sup>2</sup> d'EBC. La présente évaluation environnementale vise à étudier les incidences de l'évolution des dispositions réglementaires du PLU en vigueur permettant la réalisation de ce projet de remplacement de château d'eau.



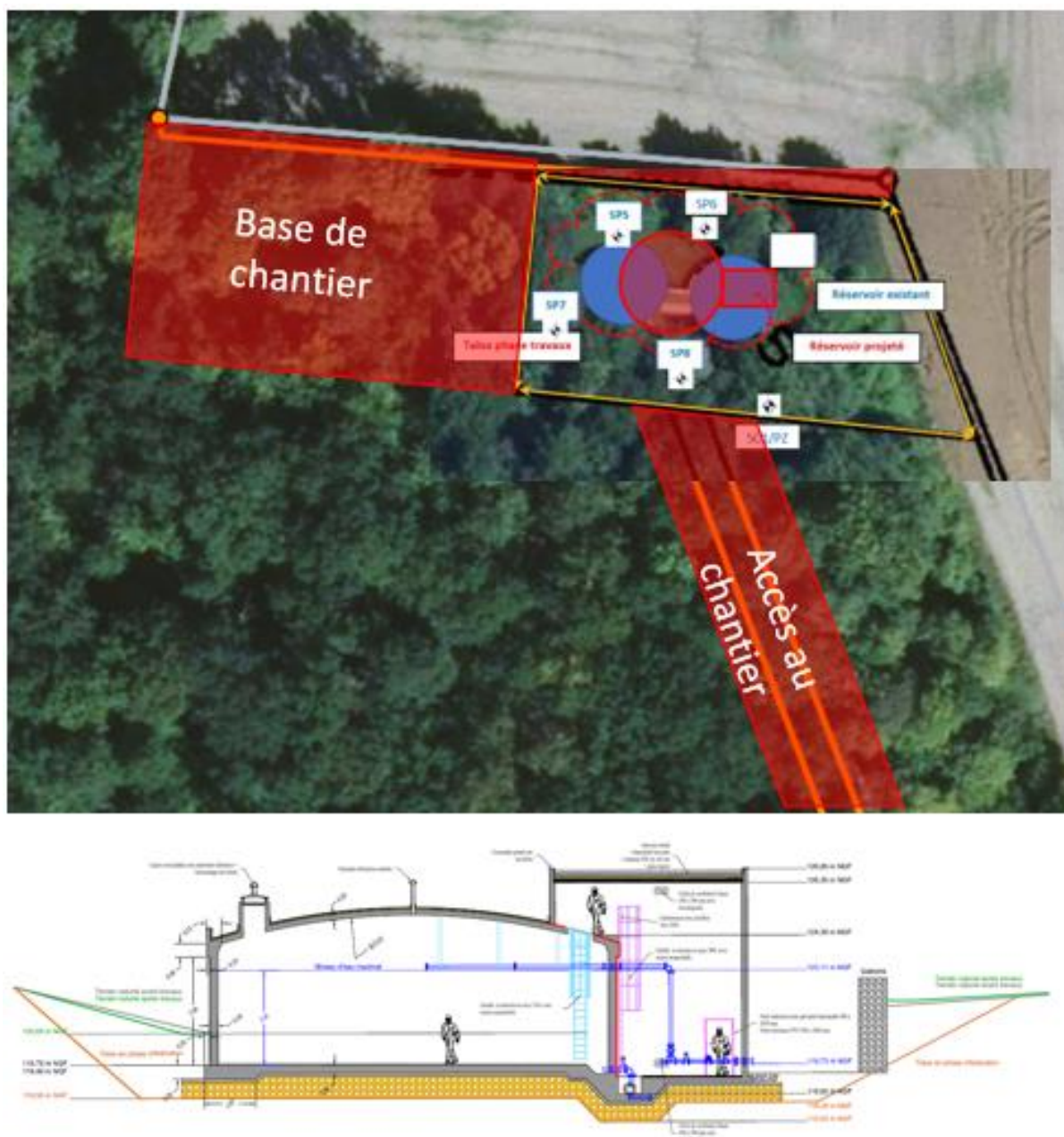


Figure 1 : Projet de reconstruction d'un château d'eau  
(Rapport de présentation - Espace Ville / Grand Reims)

## B - DOCUMENTS, PLANS ET PROGRAMMES AVEC LESQUELS LE PLU DOIT ÊTRE COMPATIBLE

Conformément à l'article L.131-4 du Code de l'Urbanisme, le PLU doit être compatible avec :

- Les schémas de cohérence territoriale ;
- Les schémas de mise en valeur de la mer ;
- Les plans de mobilité ;
- Les programmes locaux de l'habitat.

De plus, le PLU doit être compatible avec le plan climat-air-énergie territorial conformément à l'article L.131-5 dudit code.

### 1) Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Grand Reims

#### a) Présentation

Les Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT) ont remplacé les schémas directeurs, depuis la Loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) du 13 décembre 2000.

Le Schéma de Cohérence Territoriale est un document d'urbanisme et de planification stratégique intercommunale qui vise à coordonner les politiques sectorielles d'urbanisme, d'habitat, de déplacements, d'environnement et d'équipements commerciaux.

Le SCoT doit respecter les grands principes du développement durable inscrits à l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme : principe d'équilibre entre le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural et la préservation des espaces naturels et des paysages ; principe de diversité des fonctions urbaines et de mixité sociale ; principe de respect de l'environnement.

Les lois Grenelle (2009 et 2010), la loi pour l'Accès au logement et un Urbanisme Renouvelé ALUR (2014) et la loi portant Évolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (23/11/18) ont renforcé et ajusté les objectifs du SCoT.

Membre de la Communauté Urbaine du Grand Reims, la commune de Prouilly est couverte par le SCoT du Grand Reims approuvé en date du 17/12/2016.

#### b) Compatibilité

##### 1. Le projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)

Le PADD inscrit, au sein de ses orientations, sa volonté de « *Soutenir un bassin de vie responsable* » (Obj. 3; P.6). Pour y parvenir, le PADD définit une stratégie qui se décline en sous-objectifs.

➤ **Assurer la sobriété des ressources (P.27):**

- « *Sécuriser la ressource en eau* ».

L'objectif de la présente procédure est de remplacer un équipement d'approvisionnement en eau potable défectueux qui menace à terme l'alimentation en eau potable de populations.

➔ **A ce titre, cette procédure s'inscrit pleinement dans ce sous-objectif du PADD du SCoT.**

➤ **Valoriser le capital nature des territoires (P.6) :**

- Conforter l'armature naturelle et paysagère du territoire par la mise en valeur des massifs boisés ;
- « *Créer un réseau vert et bleu* » par la réduction de la fragmentation et de la vulnérabilité des milieux, encadrer les usages dans les réservoirs de biodiversité, préserver et renforcer la



- nature ordinaire, mieux insérer les aménagements dans les milieux naturels. Le PADD appuie sur la nécessité de préserver les massifs boisés pour leur valeur écologique ;
- Maintenir les grands ensembles paysagers.

La suppression de l'EBC qui couvre intégralement le secteur de projet semble contradictoire avec les sous-objectifs de valorisation du capital nature. En effet, la disparition de cette protection autorise le changement d'affectation du sol et donc la suppression de l'espace boisé occupant partiellement ce secteur. La disparition de l'espace boisé implique potentiellement une perte de biodiversité, une disparition partielle d'habitats naturels pour la faune et la flore locale, une fragilisation de continuités écologiques et donc une dégradation de l'intérêt écologique du bois du Goulot.

De plus, la localisation du secteur en lisière du bois peut également impacter négativement l'intérêt paysager.

Toutefois, plusieurs points tendent à réduire les incidences négatives de la réalisation de ce projet :

- Le secteur n'est, en réalité, que partiellement boisé contrairement à ce que peut laisser supposer la trame EBC existante (erreur matérielle du PLU en vigueur). Plus précisément, le chemin d'accès existant (non boisé), n'aurait pas dû être couvert par la trame de EBC ;
- La surface boisée impactée, d'environ 2 400 m<sup>2</sup>, est relativement réduite notamment au regard de la superficie totale du bois du Goulot (81 ha), c'est-à-dire 0,3 % de l'ensemble du massif. Les habitats naturels boisés déclassés et potentiellement supprimés à la suite de cette évolution du PLU sont présents sur le reste du bois du Goulot et ne devraient ainsi pas remettre en cause la présence d'espaces faunistiques au sein de l'entité boisée.
- Le secteur est déjà partiellement anthropisé et imperméabilisé par les équipements en place. En effet, l'objet de la procédure est de remplacer un équipement déjà existant.

S'agissant de l'aspect paysager, à nouveau, la procédure visant à reconstruire un équipement déjà en place n'est pas de nature à modifier significativement l'intérêt paysager du secteur et de son environnement proche.

➔ **Bien que la présente procédure ne soit pas directement compatible avec ce sous-objectif du PADD dans la mesure où elle impacte le patrimoine naturel du territoire (déclassement d'un EBC remettant en cause la pérennisation de l'espace boisé déclassé), la nature du projet (remplacement d'un équipement existant) et les caractéristiques des modifications apportées (déclassement de moins de 1% de l'EBC) n'est pas de nature à justifier une incompatibilité significative avec le PADD sur ce point.**

## 2. Le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO)

DOO du SCoT	Compatibilité de la modification du PLU avec le DOO du SCoT
« Les espaces naturels et forestiers notamment dans les massifs de Saint Thierry ... sont préservés de l'urbanisation. Sauf circonstances locales particulières, toute forme d'urbanisation, en dehors de l'enveloppe urbaine et des secteurs de constructions isolées, y est fortement contraint à l'exception des installations, équipements et aménagements nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif et à l'exploitation agricole et forestière. » (Obj.3.2 ; P.36).	La présente procédure s'inscrit pleinement dans cet objectif dans la mesure où elle vise à : <ul style="list-style-type: none"> <li>- permettre un projet de reconstruction d'un château d'eau existant. Le PLU modifié n'autorise pas de nouvelles destinations de construction. Le secteur ne sera donc pas davantage urbanisé ;</li> <li>- de répondre à une situation d'intérêt général (circonstances locales particulières) visant à sécuriser l'approvisionnement en eau potable de populations ;</li> <li>- autoriser le renouvellement d'un équipement d'intérêt collectif.</li> </ul>
« Réseau vert et bleu : vecteur de préservation des ressources naturelles et valorisation du cadre de vie » (Obj. 4 ; P.41)	D'après la cartographie du DOO du SCoT, le secteur de projet, est localisé, d'une part, au sein d'un corridor écologique de la trame verte

DOO du SCoT	Compatibilité de la modification du PLU avec le DOO du SCoT
 <p>Figure 2 : Des paysages valorisés (Obj.4 ; P.41) (DOO)</p>	<p>de l'agglomération, d'autre part, au sein d'un massif boisé. Ce corridor écologique permet d'assurer le déplacement d'espèces entre le cœur de l'agglomération de Reims et les territoires ruraux.</p> <p>En réalité, il s'agit d'un corridor écologique linéaire de la Trame Verte et Bleue qui s'appuie sur le cours d'eau du Vesle et sa ripisylve ainsi que sur les entités boisées périphériques connectées avec cette vallée humide. En tant qu'entité boisée limitrophe à la vallée de la Vesle, le bois du goulot, dans lequel s'inscrit le secteur de projet, est partiellement connecté à ce corridor. Il participe ainsi aux interactions au sein de la sous-trame arborée du territoire.</p> <p>La suppression de l'EBC sur le secteur peut donc potentiellement fragiliser la fonctionnalité de la Trame Verte et Bleue du territoire et en particulier les continuités écologiques de la sous-trame boisée.</p> <p>Toutefois, au regard de la localisation de l'espace boisé déclassé (extrémité Nord du bous du Goulot), de la superficie du secteur (environ 0,3 % du bois du Goulot) et du boisement déclassé (environ 2 400 m<sup>2</sup>), de l'objet de la procédure (reconstruction d'un équipement existant), de la nature des modifications apportées (aucune nouvelle destination autorisée, réalisation d'un équipement public, aucun trafic routier supplémentaire, absence de présence humaine sur place, absence d'impact de fonctionnement supplémentaire du nouvel équipement), de l'intérêt écologique (habitat, faune et flore) limité sur le secteur (enjeux non significatifs à faible à l'exception d'une espèce floristique à enjeu modéré), l'impact de la présente procédure sur la fonctionnalité de ce corridor apparaît très faible.</p>
<p>« Constituer une armature verte et bleue (zones à dominante forestière) » (Obj.4.1.1 ; P.45).</p> <p>Cet objectif dit que les boisements doivent être maintenus et protégés et que les milieux humides sont à préserver conformément à la réglementation. Il note aussi que des zones humides sont identifiées comme remarquables au sein du Massif de Saint-Thierry et qu'elles sont à préserver de l'urbanisation.</p>	<p>Le projet s'inscrit dans la trame boisée. Toutefois, la surface considérée représente environ 0,3 % de l'ensemble du massif. De plus, aucune zone humide n'a été identifiée par l'analyse écologique menée sur le secteur dans le cadre de la déclaration de projet du PLU.</p> <p>Bien qu'en première lecture cette procédure apparaisse contradictoire avec cette orientation du DOO du SCoT, la superficie de boisements déclassés très réduite ne permet pas d'établir une incompatibilité avec le SCoT.</p>
<p>« Protéger et gérer durablement les ressources » et plus précisément « Respecter le cycle de l'eau »</p>	<p>La mise en compatibilité du PLU vise à permettre la reconstruction d'un château d'eau</p>



DOO du SCoT	Compatibilité de la modification du PLU avec le DOO du SCoT
(Obj.4.2.1 ; P.49). Ce sous-objectif comprend un paragraphe sur la gestion quantitative de la ressource en eau.	<p>existant. Son intervention dans le cycle de l'eau se limite au stockage et à la distribution de l'eau potable. Il n'a pas d'effet direct sur la ressource en eau et les évolutions apportées au PLU n'impliquent pas une augmentation de la pression sur la ressource liée à l'évolution des besoins. En effet, il s'agit de remplacer un équipement vétuste sans en augmenter sa capacité.</p> <p>La présente procédure apparaît compatible avec cet objectif 4.2.1. du DOO du SCoT.</p>

➔ De manière générale, la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU ne remet pas en cause les orientations et objectifs du DOO du SCoT.

## 2) Le Plan Local de l'Habitat

### a) Présentation

Etabli à l'échelle de la C.U. du Grand Reims, le Programme Local de l'Habitat fixe pour 6 ans les objectifs du territoire en termes de construction neuve de logement, de rénovation des résidences existantes, d'équilibres de peuplement. Il porte à la fois sur les logements privés et sociaux, le locatif comme l'accession à la propriété, et sur les besoins spécifiques de certaines catégories de population (jeunes, personnes âgées, gens du voyage...).

Le PLH de la C.U. du Grand Reims s'organise autour de 4 grands enjeux :

- Calibrer la production neuve en accord avec le projet de territoire et la réalité des besoins ;
- En recherchant un meilleur équilibre territorial ;
- Et en préservant l'attractivité du parc existant ;
- Proposer un PLH agile, adapté à la diversité du territoire et s'appuyant sur ses forces vives.

Le Plan Local de l'Habitat pour la période 2019-2024 a été définitivement arrêté lors du Conseil Communautaire du 27 juin 2019, après l'avis favorable des communes et des services de l'État.

### b) Compatibilité

L'objet de la présente déclaration de projet du PLU s'inscrit dans le cadre de la sécurisation de l'alimentation en eau potable via la reconstruction un réservoir d'eau. Le secteur du projet n'a pas pour objet un développement résidentiel.

Ainsi, la présente procédure n'influe pas directement sur les objectifs de programmation de logements sur le territoire de Prouilly.

## 3) Le Plan de Déplacements Urbains

### a) Présentation

Etabli à l'échelle de Reims Métropole, « le Plan de Déplacements Urbains définit les principes généraux de l'organisation des transports, de la circulation et du stationnement dans le périmètre des transports urbains. Objectif principal : une utilisation plus rationnelle de la voiture, une plus grande place accordée aux piétons, aux deux-roues et aux transports en commun » (Grand Reims).

Les thématiques développées par le PDU Reims Métropole liées aux déplacements sont :



- Organisation des transports en commun ;
- Partage de l'espace public ;
- Déplacement des vélos et des piétons ;
- Circulation automobile et stationnement ;
- Intermodalité (passage d'un mode à l'autre) ;
- Transport de marchandises et livraisons.

Le premier PDU, approuvé le 15 mai 2001, a été révisé en 2016 et approuvé le 12 décembre 2016. Son champ d'application s'étale sur la période 2016-2026.

## b) Compatibilité

Les actions du PDU concernent principalement l'unité urbaine de Reims dont le territoire de Prouilly ne fait pas parti. De plus, en raison de sa nature, le projet qui motive la mise en compatibilité du PLU de Prouilly n'a pas pour vocation à générer de nouveaux flux importants. En effet, l'accès à l'équipement est essentiellement destiné à permettre l'entretien et la surveillance de ce dernier. S'agissant de la construction d'un équipement dont la vocation est identique au précédent, les flux ne devraient pas être significativement modifiés par rapport à la situation actuelle.

## 4) Le plan climat-air-énergie territorial de la Communauté Urbaine du Grand Reims

### a) Présentation

*"Un plan climat énergie territorial (PCAET) est un projet territorial de développement durable dont la finalité est la lutte contre le changement climatique et l'adaptation du territoire. Le résultat visé est un territoire résilient, robuste, adapté, au bénéfice de sa population et de ses activités"* (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie - ADEME).

Les PCAET ont été institués par le plan climat national, repris par les lois Grenelle de 2009 et 2010 et fais suite à l'adoption de la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte de 2015. Les enjeux du PCAET sont les suivants :

1. la réduction des émissions de gaz à effet de serre pour atténuer le changement climatique ;
2. l'adaptation au changement climatique ;
3. la qualité de l'air ;
4. la sobriété énergétique ;
5. l'efficacité énergétique ;
6. le développement des énergies renouvelables.

La C.U. du Grand Reims a lancé en mars 2019 une démarche PCAET. Ce Plan Climat Air Énergie Territorial a été discuté lors de deux comités de pilotage en décembre 2019 et février 2020. La crise sanitaire a retardé la phase de consultation.

### b) Compatibilité

Le projet de PCAET n'est, pour l'heure, pas approuvé.

Néanmoins, au regard des caractéristiques de la présente procédure et de la nature du projet, il est possible d'étudier les éventuelles incidences de la mise en compatibilité du PLU sur les thématiques « Climat – Air- Énergie ».

S'agissant d'un projet de reconstruction d'un réservoir d'eau en lieu et place d'un ancien, celui-ci n'est pas de nature à augmenter de façon significative les émissions de polluants atmosphériques, en particulier les gaz à effet de serre, ni la consommation d'énergie.

Le secteur n'a pas vocation à produire de l'énergie.



Enfin, la suppression de la protection EBC appliquée sur les boisements pourrait générer une diminution de la surface dédiée au stockage de carbone. Ce point est d'autant plus important à souligner que les espaces boisés sont parmi les milieux naturels au pouvoir de captage de CO<sub>2</sub> les plus importants. Néanmoins, au regard de la superficie potentiellement impactée, environ 2 400 m<sup>2</sup>, le volume de CO<sub>2</sub> non stocké reste très faible mais non négligeable.

## 5) Les autres documents

Conformément à l'article L.131-1 du Code de l'Urbanisme, les Schémas de Cohérence Territoriale sont compatibles avec :

*" 1° Les dispositions particulières au littoral et aux zones de montagne prévues aux chapitres Ier et II du titre II ;*  
*2° Les règles générales du fascicule des schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires prévus à l'article L. 4251-3 du code général des collectivités territoriales pour celles de leurs dispositions auxquelles ces règles sont opposables ;*  
*3° Le schéma directeur de la région d'Ile-de-France prévu à l'article L. 123-1 ;*  
*4° Les schémas d'aménagement régional de la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte et La Réunion prévus à l'article L. 4433-7 du code général des collectivités territoriales ;*  
*5° Le plan d'aménagement et de développement durable de Corse prévu à l'article L. 4424-9 du code général des collectivités territoriales ;*  
*6° Les chartes des parcs naturels régionaux prévues à l'article L. 333-1 du code de l'environnement, sauf avec les orientations et les mesures de la charte qui seraient territorialement contraires au schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires ;*  
*7° Les objectifs de protection et les orientations des chartes des parcs nationaux prévues à l'article L. 331-3 du code de l'environnement ;*  
*8° Les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux prévus à l'article L. 212-1 du code de l'environnement ;*  
*9° Les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux prévus à l'article L. 212-3 du code de l'environnement ;*  
*10° Les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par les plans de gestion des risques d'inondation pris en application de l'article L. 566-7 du code de l'environnement, ainsi qu'avec les orientations fondamentales et les dispositions de ces plans définies en application des 1° et 3° du même article ;*  
*11° Les dispositions particulières aux zones de bruit des aéroports prévues à l'article L. 112-4 ;*  
*12° Les schémas régionaux des carrières prévus à l'article L. 515-3 du code de l'environnement ;*  
*13° Les objectifs et dispositions des documents stratégiques de façade ou de bassin maritime prévus à l'article L. 219-1 du code de l'environnement ;*  
*14° Le schéma départemental d'orientation minière en Guyane prévu à l'article L. 621-1 du code minier ;*  
*15° Le schéma régional de cohérence écologique prévu à l'article L. 371-3 du code de l'environnement ;*  
*16° Le schéma régional de l'habitat et de l'hébergement prévu à l'article L. 302-13 du code de la construction et de l'habitation ;*  
*17° Le plan de mobilité d'Ile-de-France prévu à l'article L. 1214-9 du code des transports ;*  
*18° Les directives de protection et de mise en valeur des paysages prévues à l'article L. 350-1 du code de l'environnement".*

A ce titre, la modification du PLU de Prouilly doit ainsi être compatible avec les documents approuvés postérieurement à la date d'approbation, 17 décembre 2016, du SCoT du Grand Reims.

Ainsi, la mise en compatibilité du PLU de Prouilly doit être compatible avec :

- « les règles générales du fascicule » du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) du Grand Est, approuvé par arrêté préfectoral le 24 janvier 2020 ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Seine-Normandie 2022-2027 ;
- Le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) Seine Normandie 2022-2027, approuvé le 03 mars 2022.

Les documents applicables sur le territoire de Prouilly qui ont été approuvés antérieurement au SCoT du Grand Reims sont les suivants :



- Le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) de Champagne-Ardenne, approuvé par arrêté préfectoral le 8 décembre 2015 ;
- Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Aisne Vesle Suippe, approuvé par arrêté préfectoral le 16 décembre 2013.

Enfin, le Schéma Régional des Carrières (SRC) Grand Est, en cours d'élaboration.

## 6) Le SRADDET Grand Est

### a) Présentation

Suite à la modification des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) par l'article 10 de la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), l'élaboration d'un SRADDET a été introduite parmi les attributions de la région en matière d'aménagement du territoire.

Le SRADDET est un document qui exprime le projet **politique des régions en matière d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires**.

L'objectif du SRADDET est de redonner à la planification territoriale son rôle stratégique (prescriptivité, intégration de schémas sectoriels, co-construction) et de renforcer la place de l'institution régionale, invitée à formuler une vision politique de ses priorités en matière d'aménagement du territoire.

Il se positionne ainsi en tant que document de référence pour l'aménagement du territoire régional, il fixe les orientations relatives à l'équilibre du territoire régional, aux transports, à l'énergie, à la biodiversité ou encore aux déchets. Désormais, les **Schémas de Cohérence Territoriale**, les Plans Locaux d'Urbanisme, les Chartes de Parcs Naturels Régionaux, les Plans de Déplacements Urbains, Les Plans Climat Air Énergie Territoriaux, ainsi que les acteurs du secteur des déchets devront prendre en compte et être compatibles avec le SRADDET.

Il intègre les schémas sectoriels suivants : SRCE (Schéma Régional de Cohérence Écologique), SRCAE (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des territoires), SRI (Schéma Régional de l'Intermodalité), SRIT (Schéma Régional des Infrastructures et des Transports), PRPGD (Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets).

La Région Grand Est a été approuvé en date du 22 novembre 2019.

Le projet s'articule en effet autour de deux axes :

- Changer de modèle pour un développement vertueux de nos territoires ;
- Dépasser les frontières et renforcer la cohésion pour un espace européen connecté.

Il comprend 30 objectifs et 30 règles générales.

### b) Compatibilité

Le projet de reconstruction du château d'eau est principalement concerné par les règles relatives à la biodiversité, la gestion de l'eau et le changement climatique. Le projet est compatible avec les règles du SRADDET Grand Est suivants :

#### ➤ Climat, air et énergie

- Règle n°1 : « *Atténuer et s'adapter au changement climatique* »

Les plans et les programmes doivent définir des actions en matière d'aménagement et d'urbanisme visant à la gestion de la ressource en eau.

⇒ La déclaration de projet du PLU de Prouilly souhaite déclasser un secteur EBC de son règlement graphique afin d'autoriser des travaux qui permettront de sécuriser de l'alimentation en eau potable.

#### ➤ Biodiversité et gestion de l'eau

- Règle n°8 : « *Préserver et restaurer la Trame Verte et Bleue* »



Les projets d'aménagements doivent éviter de dégrader la fonctionnalité écologique des réservoirs et des corridors écologiques.

- ⇒ Le Bois du Goulot n'est pas considéré comme un réservoir de biodiversité. Au regard de la localisation de l'espace boisé déclassé (extrémité Nord du bous du Goulot), de la superficie du secteur (moins de 1 % du bois du Goulot) et du boisement déclassé (environ 2 400 m<sup>2</sup>), de l'objet de la procédure (reconstruction d'un équipement existant), de la nature des modifications apportées (aucune nouvelle destination autorisée, réalisation d'un équipement public), de l'intérêt écologique (habitat, faune et flore) limité sur le secteur (enjeux non significatifs à faible à l'exception d'une espèce floristique à enjeu modéré), l'impact de la présente procédure sur la fonctionnalité de la Trame Verte et Bleue locale apparaît très faible.

- Règle n°9 : « *Préserver les zones humides* »

- ⇒ Le secteur du projet n'est pas concerné par la présence de zones humides.

➤ **Gestion des espaces et urbanisme**

- Règle n°16 : « *Sobriété foncière* »

Cette règle exclue les infrastructures routières de la comptabilité foncière ;

- ⇒ La présente procédure ne modifie pas le zonage du secteur (zone naturelle). Toutefois, elle permet de supprimer une protection appliquée aux boisements. Cette dernière autorise donc désormais le changement d'affectation des espaces boisés pour la réalisation de constructions (uniquement les destinations autorisées par le règlement écrit de la zone N) et autres aménagements. Néanmoins, près de 50 % de la superficie totale du secteur sont déjà artificialisés. De plus, le projet vise au remplacement d'un équipement déjà existant. Ainsi, l'artificialisation des sols devraient essentiellement se limiter aux aménagements pour nécessaire à la phase travaux et à l'élargissement de la voie de desserte ; cette dernière est néanmoins exclue de la comptabilité foncière.

- Règle n°25 : « *Limiter l'imperméabilisation des sols* »

Le principe de cette règle est de limiter l'imperméabilisation des sols et de favoriser l'infiltration des eaux pluviales.

- ⇒ La nature du projet objet de la présente procédure concerne la reconstruction d'un équipement d'intérêt collectif, sur une superficie relativement limitée (environ 4 750 m<sup>2</sup>) et sur un secteur déjà partiellement imperméabilisé (environ 1 287 m<sup>2</sup>). La surface imperméabilisée devrait donc s'apparenter à celle déjà existante étant donné que le chemin d'accès ne devrait pas être goudronné.

**L'ensemble du projet qui nécessite la présente déclaration de projet du PLU de la commune de Prouilly n'est pas incompatible avec les règles du SRADET Grand Est.**

## **7) Le Schéma Régional des Carrières Grand Est**

### **a) Présentation**

La loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) du 24 mars 2014 a réformé les schémas départementaux des carrières. Désormais, les SDC ont vocation à être remplacés par un schéma régional des carrières. Cette substitution devra intervenir, au plus tard, au 1er janvier 2020. Le contenu et les modalités de gouvernance relatifs aux SRC ont été définis par décret en date du 15 décembre 2015.

Le Schéma Régional des Carrières est un document élaboré par le Préfet de région. « *Il définit les conditions générales d'implantation des carrières et les orientations relatives à la logistique nécessaire à la gestion durable des granulats, des matériaux et des substances de carrières dans la région* » (loi ALUR du 24 mars 2014).

### **b) Compatibilité**

Le SRC de la région Grand Est est en cours d'élaboration. Toutefois, au regard de l'objet de la présente modification du PLU de Prouilly, à savoir la restauration du château d'eau et l'aménagement de son chemin d'accès, ainsi que de la localisation du secteur objet, au sein d'un l'Espace Boisé Classé ; la

mise en compatibilité du PLU n'apparaît pas être de nature à remettre en cause un secteur potentiellement propice à l'accueil d'une activité liée à l'exploitation du sous-sol.

## 8) Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) de Seine-Normandie

### a) Présentation

La directive 2000/60/CE (Directive européenne cadre sur l'eau), adoptée le 23 octobre 2000 et publiée au journal officiel des communautés européennes le 22 décembre 2000, vise à établir un cadre général et cohérent pour la gestion et la protection des eaux superficielles et souterraines, tant du point de vue qualitatif que quantitatif.

Cette directive cadre sur l'eau (DCE) fixe des objectifs en termes de quantité et de qualité des eaux dans le but d'atteindre le « bon état » des masses d'eau souterraines et superficielles.

Son application en France s'effectue par la transposition de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques (Lema) du 30 décembre 2006 et l'élaboration des SDAGE(s). La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 a prescrit l'élaboration de schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux par bassin ou groupement de bassins pour concilier les besoins de l'aménagement du territoire et la gestion équilibrée de la ressource en eau.

Le SDAGE est un document de planification décentralisé qui définit, pour une période de six ans, « les objectifs visés au IV de l'article L.212-1 du code de l'environnement, à savoir les objectifs de qualité et de quantité des eaux, et les orientations permettant de satisfaire aux principes prévus aux articles L.211-1 et L.430-1 du Code de l'environnement ».

Cette gestion prend en compte « les adaptations nécessaires au changement climatique » (Article L.211-1 du Code de l'Environnement) et « la préservation des milieux aquatiques et la protection du patrimoine piscicole » (article L.430-1 dudit Code).

Ainsi, il fixe les objectifs de qualité et quantité à atteindre pour chaque cours d'eau, plan d'eau, nappe souterraine, estuaire et secteur littoral. De plus, il détermine les dispositions nécessaires pour prévenir la détérioration et assurer l'amélioration de l'état des eaux et des milieux aquatiques

La commune de Prouilly est couverte par le SDAGE Seine-Normandie porté par l'agence de l'eau Seine-Normandie.

### b) Compatibilité

Les principales orientations et dispositions du SDAGE Seine-Normandie 2022-2027 avec lesquelles les documents d'urbanisme (PLU, SCoT) doivent être compatibles sont :

#### **Orientation 1.1 : Identifier et préserver les milieux humides et aquatiques continentaux et littoraux et les zones d'expansion des crues, pour assurer la pérennité de leur fonctionnement**

- **Disposition 1.1.2.** : Cartographier et protéger les zones humides dans les documents d'urbanisme ;
- **Disposition 1.1.3.** : Protéger les milieux humides et les espaces contribuant à limiter le risque d'inondation par débordement de cours d'eau ou par submersion marine dans les documents d'urbanisme ;
- **Disposition 1.2.1.** : Cartographier et préserver le lit majeur et ses fonctionnalités [Disposition en partie commune SDAGE-PGRI].

⇒ **D'après les résultats des prospections de terrain visant à la caractérisation des zones humides, le secteur de projet n'est pas concerné par la présence de zones humides**

#### **Orientation 2.1. : Préserver la qualité de l'eau des captages d'eau potable et restaurer celle des plus dégradés**





- **Disposition 2.1.2.** : Protéger les captages dans les documents d'urbanisme ;
  - **Disposition 2.1.7.** : Lutter contre le ruissellement à l'amont des prises d'eau et des captages en zone karstique.
- ⇒ La présente procédure d'évolution du PLU autorise un projet de réservoir d'eau visant à stocker et distribuer de l'eau potable. Le secteur concerné est situé en dehors de tout périmètre de captage d'alimentation en eau potable. Les ruissellements nouvellement générés par l'imperméabilisation supplémentaire du secteur n'impacteront donc pas directement la ressource en eau potable.

**Orientation 2.4. : Aménager les bassins versants et les parcelles pour limiter le transfert des pollutions diffuses**

- **Disposition 2.4.2.** : Développer et maintenir les éléments fixes du paysage qui freinent les ruissellements.
- ⇒ **Au regard de la capacité de rétention des espaces boisés, l'insertion du secteur de projet au sein du bois du Goulot assure une bonne rétention de l'eau issue des précipitations. Ainsi, les ruissellements sont limités et ce malgré l'augmentation potentielle de la surface imperméabilisée.**

**Orientation 3.2. : Améliorer la collecte des eaux usées et la gestion du temps de pluie pour supprimer les rejets d'eaux usées non traitées dans le milieu**

- **Disposition 3.2.2.** : Limiter l'imperméabilisation des sols et favoriser la gestion à la source des eaux de pluie dans les documents d'urbanisme, pour les secteurs ouverts à l'urbanisation ;
  - **Disposition 3.2.4.** : Édicter les principes d'une gestion à la source des eaux pluviales ;
  - **Disposition 3.2.5.** : Définir une stratégie d'aménagement du territoire qui prenne en compte tous les types d'événements pluvieux.
- ⇒ **La surface imperméabilisée du secteur est potentiellement plus importante suite à la suppression d'une protection appliquée à des espaces boisés classés. Toutefois, les ruissellements d'eaux pluviales supplémentaires sur ces surfaces nouvellement imperméabilisées restent globalement faibles au regard de la superficie du secteur. Ainsi, l'évolution des volumes d'eau pluviales à gérer sont peu significatifs. De plus, ces eaux pluviales seront gérées au plus près de leur point de chute, à savoir par infiltration directement sur le secteur ou à proximité immédiate. Enfin, le chemin d'accès ne devrait pas être imperméabilisé mais stabilisé.**

**Orientation 4.1. : Limiter les effets de l'urbanisation sur la ressource en eau et les milieux aquatiques**

- **Disposition 4.1.1** : Adapter la ville aux canicules ;
  - **Disposition 4.1.3** : Concilier aménagement et disponibilité des ressources en eau dans les documents d'urbanisme ;
- ⇒ La nature de la procédure n'engendre pas une consommation plus importante de la ressource en eau.

**Orientation 4.2. : Limiter le ruissellement pour favoriser des territoires résilients**

- **Disposition 4.2.3** : Élaborer une stratégie et un programme d'actions limitant les ruissellements à l'échelle du bassin versant [disposition SDAGE-PGRI].
- ⇒ Les eaux pluviales seront gérées directement sur le secteur ou à proximité immédiate. Aucun ouvrage d'hydraulique n'est mis en place.



Le projet consiste en la reconstruction d'un château d'eau, un projet d'intérêt communautaire compatible avec l'orientation fondamentale 4 « Pour un territoire préparé : assurer la résilience des territoires et une gestion équilibrée de la ressource en eau face au changement climatique ».

## 9) Le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) Bassin Seine-Normandie 2022-2027

### a) Présentation

Le PGRI Seine-Normandie, arrêté en date du 03 mars 2022, est le document de référence de la gestion des inondations pour le bassin Seine-Normandie sur la période 2022-2027. C'est l'outil de mise en œuvre de la directive 2007/60/CE relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation au niveau du bassin hydrographique. Ce document est élaboré par l'État (DREAL) avec les parties prenantes à l'échelle du bassin hydrographique dans le cadre des travaux de la commission inondation du comité de bassin.

Le plan de gestion des risques d'inondations a pour but de réduire les conséquences des inondations sur la vie et la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'économie.

### b) Compatibilité

La mise en compatibilité du PLU de Prouilly se doit d'être compatible avec les objectifs du PGRI Seine-Normandie 2022-2027. Les 4 axes principaux du PGRI Seine-Normandie 2022-2027 sont :

- Aménager les territoires de manière résiliente pour réduire leur vulnérabilité ;
- Agir sur l'aléa pour augmenter la sécurité des personnes et réduire le coût des dommages ;
- Améliorer la prévision des phénomènes hydrométéorologiques et se préparer à gérer la crise ;
- Mobiliser tous les acteurs au service de la connaissance et de la culture du risque.

Aucun Territoire à Risques Importants d'inondation (TRI) ou Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI) ne couvre le territoire de Prouilly. Les objectifs concernant les TRI ne concernent pas le territoire communal de Prouilly. Toutefois, la commune est couverte par un Atlas de Zone Inondable (AZI de la Vesle) qui démontre l'exposition du territoire au risque inondation. Toutefois, le zonage de cet atlas dernier ne couvre pas le secteur.

Au regard de la nature de la présente procédure d'évolution du PLU, les principaux objectifs avec lesquels la mise en compatibilité du PLU doit être compatible sont les suivants :

1. Aménagement les territoires de manières résiliente pour réduire leur vulnérabilité	
1.A. Évaluer et réduire la vulnérabilité aux inondations des territoires.	1.A1. Comment évaluer la vulnérabilité d'un territoire aux inondations ?
	1.A.4. Accompagner les collectivités territoriales et/ou leurs groupements en priorité dans les territoires couverts, au moins partiellement, par un TRI dans la réalisation de leur diagnostic de vulnérabilité aux inondations
1.C. Planifier un aménagement du territoire résilient aux inondations	1.C.1. Protéger les milieux humides et les espaces contribuant à limiter le risque d'inondation par débordement de cours d'eau ou par submersion marine dans les documents d'urbanisme.
	1.C.2 Encadrer l'urbanisation en zone inondable.
1.D. Éviter et encadrer les aménagements (installations, ouvrages, remblais) dans le lit majeur des cours d'eau.	1.D.1. Éviter, réduire et compenser les impacts des aménagements (installations, ouvrages, remblais) dans le lit majeur des cours d'eau sur l'écoulement des crues.

1.E. Planifier un aménagement du territoire tenant compte de la gestion des eaux pluviales.	1.E.3 Prendre en compte la gestion des eaux pluviales dans les projets d'aménagement.
<b>2. Agir sur l'aléa pour augmenter la sécurité des personnes et réduire le coût des dommages</b>	
2.C. Agir sur l'aléa en préservant et restaurant les zones d'expansion des crues (ZEC) et les milieux humides contribuant au ralentissement des écoulements d'eau.	2.C.3. Identifier les zones d'expansion des crues lors de l'élaboration des documents d'urbanisme.
2.E. Prévenir et lutter contre le ruissellement à l'échelle du bassin versant.	2.E.2. Élaborer une stratégie et un programme d'actions de prévention et de lutte contre les ruissellements à l'échelle du bassin versant
<b>3. Améliorer la prévision des phénomènes hydro-météorologiques et se préparer à gérer la crise.</b>	
<b>4. Mobiliser tous les acteurs au service de la connaissance et de la culture du risque</b>	
4.B Renforcer la connaissance des enjeux en zone inondable et en zone impactée	4.B.1. Poursuivre l'amélioration de la connaissance des enjeux exposés aux inondations.
4.E. Sensibiliser et mobiliser les élus autour des risques d'inondation	4.E.1. Diffuser l'information sur les risques d'inondation auprès des élus locaux

Tableau 1 : Objectifs du PGRI Seine-Normandie 2022-2027

Le secteur du projet n'est proche d'aucun cours d'eau et se situe en dehors des zones potentiellement inondables. S'agissant des ruissellements et plus généralement de la gestion des eaux pluviales, l'analyse de compatibilité avec le SDAGE Seine-Normandie 2022-2027 réalisée ci-avant s'applique également ici.

**L'ensemble du projet qui nécessite la présente déclaration de projet du PLU de la commune de Prouilly n'est pas incompatible avec les objectifs du PGRI.**

## II - DOCUMENTS, PLANS ET PROGRAMMES QUE LA MODIFICATION DU PLU DOIT PRENDRE EN COMPTE

Le SCoT doit prendre en compte :

« 1° Les objectifs des schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires prévus à l'article L. 4251-3 du code général des collectivités territoriales ;  
2° Les programmes d'équipement de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements et services publics. »

La mise en compatibilité du PLU de Prouilly doit ainsi prendre en compte les documents approuvés postérieurement à la date d'approbation du SCoT du Grand Reims

À ce titre, la présente procédure doit prendre en compte les objectifs du SRADDET Grand Reims.



Le SRADDET Grand Reims décline ses deux axes en 6 thématiques. Ces dernières sont les suivantes :

- **Axe 1** : Changer de modèle pour un développement vertueux de nos territoires :
  - Choisir un modèle énergétique durable ;
  - Valoriser nos richesses naturelles et les intégrer dans notre développement ;
  - Vivre nos territoires autrement.
- **Axe 2** : Dépasser les frontières et renforcer la cohésion pour un espace européen connecté :
  - Connecter les territoires au-delà des frontières ;
  - Solidariser et mobiliser les territoires ;
  - Construire une région attractive dans sa diversité.

Au regard du contenu de la présente procédure de mise en compatibilité du PLU, cette dernière est concernée par la thématique « *Valoriser nos richesses naturelles et les intégrer dans notre développement* », et plus particulièrement aux objectifs :

- 7 « *Préserver et reconquérir la Trame Verte et Bleue* » ;
- 10 « *Améliorer la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau* ».

**Le projet consiste en la reconstruction d'un château d'eau, un projet d'intérêt communautaire, au sein d'un espace boisé. La présente procédure est directement compatible avec l'objectif de sécurisation de la ressource en eau (objectif 10). Bien que la superficie du bois de Goulot est susceptible d'être rognée suite au déclassement de boisements (suppression de la protection EBC), cette superficie reste très limitée (environ 2 400 m<sup>2</sup>) et ne permet pas d'établir un motif d'incompatibilité avec l'objectif 7 du SRADDET.**

## **CHAPITRE II : ANALYSE DES PERSPECTIVES D'EVOLUTION DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT : CARACTERISATION DES SECTEURS TOUCHES PAR LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLU**



## I - ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX IDENTIFIÉS SUR LA COMMUNE DE PROUILLY

Les principaux enjeux environnementaux identifiés sur la commune de Prouilly sont les suivants :

### Gestion et ressource en eau :

- Inclus au sein du périmètre du SDAGE Seine – Normandie 2022-2027 et du SAGE Aisne-Vesle-Suippe ;
- Associé à deux masses d'eau souterraines « *Craie de Champagne Nord* » (FRHG207) et « *Lutétien – Yprésien du Soissonnais-Laonnois* » (FRHG106) de qualité chimique médiocre dus aux nitrates et aux pesticides ;
- Associé à trois masses d'eau superficielles :
  - o « *le Cochot (ruisseau)* » (FRHR209-H1551000) d'état écologique médiocre – pressions significatives : macropolluants ponctuels ;
  - o « *la Vesle du confluent du Ru de Prosne (exclu) au confluent du Ru de Cochot (exclu)* » (FRHR208B) d'état chimique mauvais - pressions significatives : micropolluants ponctuels ;
  - o « *la Vesle du confluent du Cochot (inclus) au confluent de l'Aisne (exclu)* » (FRHR209) d'état écologique moyen – pressions significatives : micropolluants ponctuels et phytosanitaires diffus.
- Eau potable distribuée par le CUGR Région de Gueux, eau de bonne qualité en 2020 ;
- Présence d'un château d'eau qui couvre les besoins en eau potable de Jonchery-sur-Vesle et de certains hameaux de la commune de Prouilly ;
- Traitement des eaux usées en assainissement collectif délégué à la Communauté Urbaine du Grand Reims. Conformité des équipements et de la performance : 100% en 2019.

### Milieux naturels et paysages :

- Plusieurs périmètres de reconnaissance environnementale : un **site Natura 2000** (ZSC : "Marais et pelouses du tertiaire au nord de Reims"), quatre **ZNIEFF de type 1** ("Marais de Tranlais à Prouilly", "Les Grands Marais et les Ronds Trous à Prouilly et Trigny", "Marais de neuf ans à Prouilly" et "Pelouse de la Husse à Prouilly") et une **ZNIEFF de type 2** ("Vallée de la Vesle de Livry-Louvercy à Courlandon",) ;
- Espace Boisé Classé au Sud de la commune, proche de la vallée de la Vesle correspondant au bois du Goulot ;
- Présence d'un **patrimoine bâti** du territoire matérialisé par le monument historique de l'église Saint-Pierre au niveau du bourg de la commune.

### Risques naturels :

- Présence de **risques naturels** liés à la présence de **mouvements de terrain** en raison de l'existence de 3 **cavités d'effondrement**. Ces cavités d'effondrement se localisent au niveau du bourg communal et à l'Est de ce dernier ;
- Exposition au **risque naturel** lié au phénomène de **Retrait-Gonflement des argiles**. Ce risque varie d'un aléa faible) fort selon les secteurs en fonction de la nature du sous-sol, plus ou moins argileuse par endroit ;
- Existence d'un Atlas de Zone Inondable en raison d'un risque inondation par débordement de la Vesle.

### Risques technologiques :

- Présence d'une canalisation de gaz naturel qui traverse la commune au sud.

### Pollutions et nuisances :

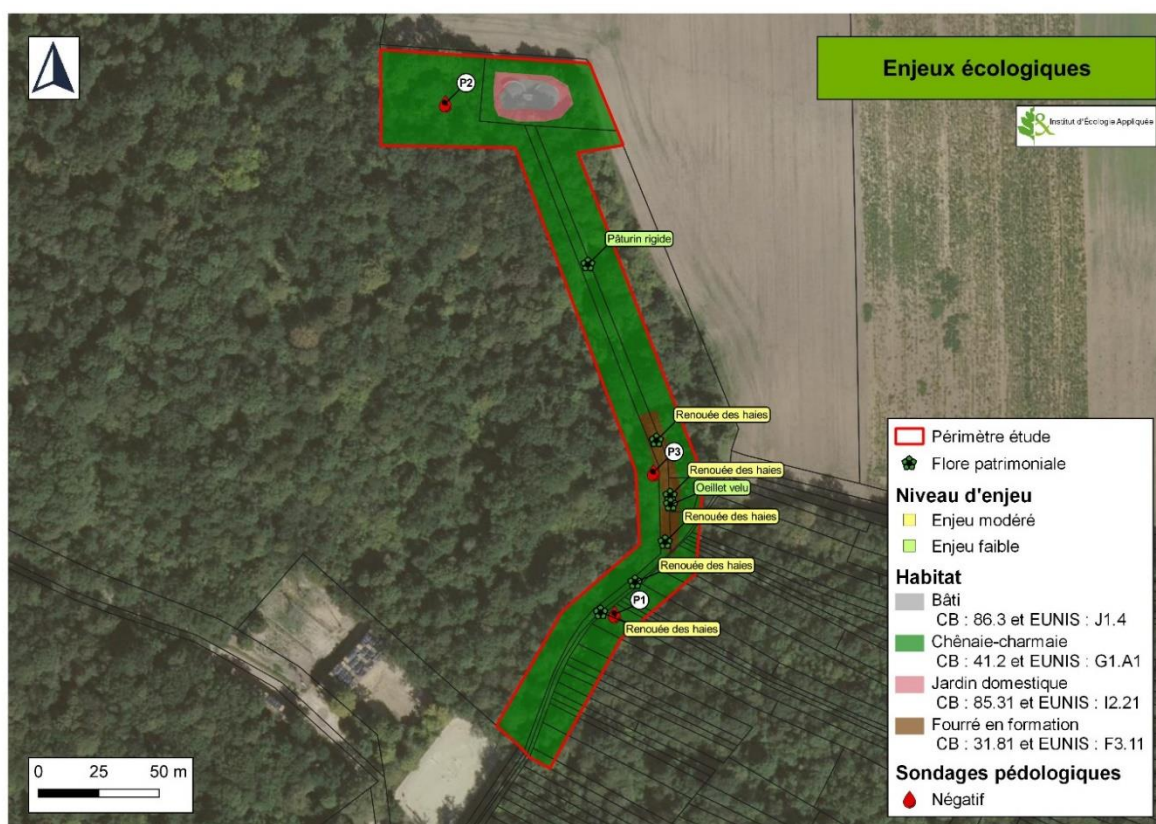
- Commune classée en zone vulnérable aux nitrates ;
- Commune répertoriée comme zone sensible à l'eutrophisation ;
- Pollution lumineuse résiduelle du halo lumineux de Reims.

## II - CARACTERISATION DU SECTEUR TOUCHE PAR LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLU

L'état initial de l'environnement réalisé à l'échelle du territoire communal présenté dans la partie précédente a été zoomé et affiné sur le secteur du « Château d'eau » objet de la présente procédure de mise en compatibilité du PLU.

La caractérisation du secteur s'appuie sur des éléments bibliographiques et des expertises de terrain. Ces dernières correspondent notamment à des inventaires réalisés par des spécialistes (fauniste et botaniste) afin de préciser les enjeux concernant la faune, la flore, les habitats naturels ainsi que la recherche d'éventuelles zones humides.

Les prospections écologiques (faune, flore, habitats et zones humides) ont été menées le **12 octobre 2021** par deux experts écologues : un fauniste et un botaniste.



### FLORE ET HABITATS

#### Habitats naturels



*Chênaie-Charmaie (IEA)*



*Bâti (IEA)*





*Fourré en formation (IEA)*



*Pelouse de jardin domestique (IEA)*

- **Bâti (CB : 86.3 - EUNIS : J1.4)**

Le bâti se situe au Nord du site. De par ses propriétés (imperméabilisation), aucune végétation ne croît.

- **Jardin domestique (CB :85.31 - EUNIS : I2.21)**

Autour du bâtiment au Nord, on recense une pelouse domestique régulièrement entretenue par tonte. La végétation y est très rase et peu diversifiée. Elle se compose majoritairement de Pissenlit (*Taraxacum ruderalia*), de Pâturin annuel (*Poa annua*), d'Ivraie vivace (*Lolium perenne*), de Fraise des bois (*Fragaria vesca*) et de Consoude (*Symphytum officinale*).

- **Chênaie-Charmaie (CB : 41.2 - EUNIS : G1.A1) :**

La Chênaie-Charmaie est l'habitat majoritaire du secteur d'études. Ce type de boisement est constitué du Chêne pédonculé (*Quercus robur*), du Frêne élevé (*Fraxinus excelsior*) et du Charme (*Carpinus betulus*) dans sa strate arborée. En dessous, la strate arbustive est composée du Noisetier (*Corylus avellana*), du Bois de Sainte-Lucie (*Prunus mahaleb*), du Viorne obier (*Viburnum opulus*), de l'Orme champêtre (*Ulmus minor*) et de la Ronce commune (*Rubus fruticosus* Gr.). La Ronce commune est surtout très présente sur les abords du chemin, elle constitue des formations denses de part et d'autre de ce dernier. Enfin, la strate herbacée est dominée par le Lierre grimpant (*Hedera helix*) avec lequel on retrouve le Brachypode des bois (*Brachypodium sylvaticum*), la Laîche des bois (*Carex sylvatica*), le Géranium herbe-à-robert (*Geranium robertianum*), la Fougère mâle (*Dryopteris filix-mas*), la Fraise des bois (*Fragaria vesca*), le Sceau de Salomon multiflore (*Polygonatum multiflorum*), la Violette odorante (*Viola odorata*) et le Millet diffus (*Millium effusum*).

- **Fourré en formation (CB :31.81 - EUNIS : F3.11)**

Le long du chemin qui permet l'accès au château d'eau actuel, on recense une zone de végétation plus ouverte. La végétation présente est dans une étape de transition entre la prairie mésophile (CB :38.2 - EUNIS : E2.2) et le fourré médio-européen sur sol fertile (CB :31.81 - EUNIS : F3.11). En effet, elle se compose d'un tapis de graminée assez dense composé surtout de Houlque laineuse (*Holcus lanatus*) et de Dactyle aggloméré (*Dactylis glomerata*). On retrouve aussi quelques espèces de plantes à fleurs comme le Millepertuis perforé (*Hypericum perforatum*), la Campanule à feuilles de raiponce (*Campanula rapunculus*), l'Aigremoine eupatoire (*Agrimonia eupatoria*), la Verveine officinale (*Verbena officinalis*), l'Ortie dioïque (*Urtica dioica*) et la Brunelle commune (*Prunella vulgaris*). Ce cortège est envahi par des ligneux comme le Cornouiller sanguin (*Cornus sanguinea*), l'Orme champêtre (*Ulmus minor*), le Troène (*Ligustrum vulgare*), l'Aubépine à un style (*Crataegus monogyna*) et la Ronce commune (*Rubus fruticosus* Gr.).

**Les habitats présents sur le site sont très communs et ne présentent donc aucun enjeu significatif.**

Un total de 54 espèces végétales a été recensé sur le site. Parmi elles, **trois espèces présentent un enjeu** :

- **La Renouée des haies (*Fallopia dumerotum*)** : espèce extrêmement rare et inscrite sur liste rouge comme « quasi-menacée » en Champagne-Ardenne. Une très forte population de cette espèce a été observée sur le site (plus de 100 pieds). Cette espèce trouve un habitat favorable sur les abords du chemin parmi les ronces et autres arbustes présent grâce aux nombreuses tiges volubiles. **L'enjeu lié à cette espèce est modéré.**
- **Le Pâturin rigide (*Catapodium rigidum*)** : espèce rare en Champagne-Ardenne. Une dizaine de pied ont été observés sur le sentier dans sa partie la plus raide. **L'enjeu lié à cette espèce est faible.**
- **L'œillet velus (*Dianthus armeria*)** : espèce rare en Champagne-Ardenne. Un unique pied a été observé dans le fourré en formation. **L'enjeu lié à cette espèce est faible.**



*Renouée des haies accrochées à un Viorne obier (IEA)*



*Frêne élevé (IEA)*

Aucune espèce exotique envahissante n'a été observée sur le site.

## FAUNE

Les groupes taxonomiques étudiés sont :

- **Amphibiens** : Aucune espèce d'amphibien n'a été recensée. De plus, les habitats présents sur le secteur d'études ne sont pas favorables à leur présence.

→ **L'enjeu pour le groupe des amphibiens est nul.**

- **Reptiles** : Aucune espèce de reptiles n'a été observée. De nouveau, les habitats présents sur le secteur d'études sont peu ou pas propices à leur présence.

→ **L'enjeu pour le groupe des reptiles est nul**

- **Avifaune** : 10 espèces d'oiseaux ont été identifiées sur le secteur d'études dont 7 espèces protégées sur le territoire national. Elles sont décrites dans le tableau ci-dessous :

*Liste des espèces d'oiseaux recensées dans l'aire d'étude élargie*

Taxonomie		Statut Europe		Statut National		Statut Régional		Enjeu
Nom vernaculaire	Nom scientifique	DO	LRE	Pro Nat	LRN	LRR	DZ	
Corneille noire	<i>Corvus corone</i>	*	*	*	*	*	*	Non significatif

Merle noir	<i>Turdus merula</i>	*	*	*	NA.d	*	*	Non significatif
Mésange bleue	<i>Cyanistes caeruleus</i>	*	*	Art. 3	NA.b	*	*	Très faible
Mésange charbonnière	<i>Parus major</i>	*	*	Art. 3	NA.d	*	*	Très faible
Pic épeiche	<i>Dendrocopos major</i>	*	*	Art. 3	*	*	*	Très faible
Pic vert	<i>Picus viridis</i>	*	*	Art. 3	*	*	*	Très faible
Pigeon ramier	<i>Columba palumbus</i>	*	*	*	NA.d	*	*	Non significatif
Pinson des arbres	<i>Fringilla coelebs</i>	*	*	Art. 3	NA.d	*	*	Très faible
Rougegorge familier	<i>Erithacus rubecula</i>	*	*	Art. 3	NA.d	*	*	Très faible
Troglodyte mignon	<i>Troglodytes troglodytes</i>	*	*	Art. 3	*	*	*	Très faible

DO : espèce inscrite à l'annexe I de la Directive Oiseaux.

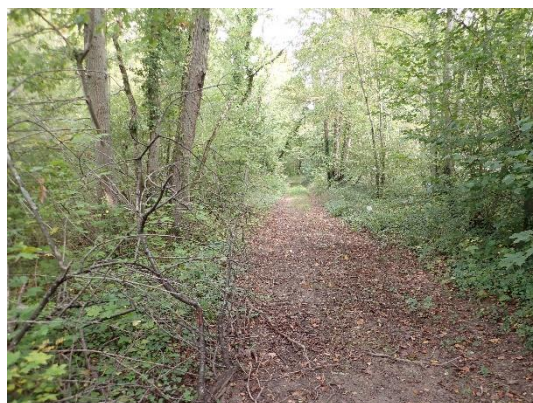
LRE, LRN, LRR : Liste rouge Européenne, Nationale et Régionale

LC : préoccupation mineure ; NT : quasi menacé ; VU : vulnérable

PN : protection nationale

DZ : espèce déterminante de ZNIEFF en région Champagne-Ardenne

Toutes ces espèces sont très communes et typiques de ces habitats.



Milieu forestier au cœur du secteur d'études (IEA)

#### → L'enjeu pour le groupe des oiseaux est très faible

- **Mammifères terrestres** : Au cours des prospections relatives aux mammifères, seule une espèce a été recensée. Celle-ci est présentée dans le tableau ci-dessous :

#### Espèce de mammifères détectée dans le secteur d'études

Taxonomie		Statut Europe		Statut National		Statut Régional		Enjeu
Nom français	Nom latin	DH	LRE	PN	LRN	LRR	DZ	
Chevreuil européen	<i>Capreolus capreolus</i>	*	LC	*	LC	*	*	Non significatif

Art. 2 : article 2 protection de l'espèce et de l'habitat. (Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire national – Arrêté du 23 avril 2007)

LC : espèce "non menacée" inscrite sur la liste rouge européenne (LRE), nationale (LRN) et/ou régionale (LRR)

Le **Chevreuil européen** est une espèce très commune et typique des milieux boisés.

#### → L'enjeu pour le groupe des mammifères terrestres est non significatif



- **Chiroptères** : Un arbre pouvant servir de gîte potentiel pour les chiroptères a été identifié. En effet, il possède des caractéristiques attrayantes (décollements d'écorce, anfractuosités, lierre, etc.) pour ce groupe.



*Photo 1 : Arbre identifié comme potentiel gîte à chiroptères (IEA)*

- **Insectes – Rhopalocères** : Une seule espèce de papillons de jour a été observée. Elle est présentée dans le tableau ci-dessous :

*Espèce de rhopalocères détectée au sein du secteur d'études*

Taxonomie		Statut Europe		Statut National		Statut Régional		Enjeu
Nom français	Nom latin	DH	LRE	PN	LRN	LRR	DZ	
Vulcain	<i>Vanessa atalanta</i>	*	LC	*	LC	*	*	Non significatif

DH An II et IV : Annexe II et/ou IV de la directive Habitats

PN : protection nationale

LRE, LRN, LRR Cen : liste rouge européenne, nationale et régionale (Champagne – Ardenne)

LC : espèce "non menacée" ; NT : »quasi-menacée «

DZ Cen : Espèce déterminante de ZNIEFF en région Champagne – Ardenne

Le **Vulcain** est une espèce très commune. Bien que la période ne soit pas optimale pour l'observation des rhopalocères, le biotope forestier fermé n'est pas un habitat favorable pour la grande majorité des papillons de jour.

➔ **L'enjeu pour le groupe des rhopalocères est non significatif.**

- **Insectes – Odonates** : Lors de notre passage, aucune espèce de libellules n'a été observée. De plus le secteur d'études ne présente pas d'habitats favorables ou milieux propices à leur reproduction (ex : mare).

➔ **L'enjeu pour le groupe des odonates est nul.**

- **Insectes – Orthoptères** : Lors de notre passage, une espèce d'orthoptère a été identifiée au sein du secteur d'études, elle est présentée ci-dessous :

*Espèce d'orthoptères détectée au sein du secteur d'études*

Taxonomie		Statut Europe		Statut National		Statut Régional		Enjeu
Nom français	Nom latin	DH	LRE	PN	LRN	LRR	DZ	
Criquet mélodieux	<i>Chorthippus biguttulus</i>	*	*	*	4	*	*	Non significatif

DH An II et IV : Annexe II et/ou IV de la directive Habitats

PN : protection nationale ; LC : « Espèce non menacée »

LRE, LRN, LRR Cen : liste rouge européenne, nationale et régionale (Champagne – Ardenne)

DZ Cen : Espèce déterminante de ZNIEFF en région Champagne – Ardenne



Le **Criquet mélodieux** est une espèce très commune. De plus, le secteur d'études est composé majoritairement de milieux fermés, peu favorables à cette espèce. Les milieux plus ouverts sont peu nombreux, restreints et donc peu propices au groupe des orthoptères.

→ **L'enjeu pour le groupe des orthoptères est non significatif.**



*Zone ouverte au milieu au sein du secteur d'études (IEA)*



*Zone moins ouverte au sommet du secteur d'études (IEA)*

### ZONES HUMIDES

Aucun périmètre de Zones à Dominante Humide (ZDH) définies par la DREAL Grand Est n'est identifié au sein du secteur d'études. De même, aucune zone humide, identifiée au sein de l'inventaire des zones humides mené par le Conservatoire d'Espaces Naturels de Champagne-Ardenne dans le cadre du SAGE Aisne Vesle Suipe porté par le SIABAVES, n'est recensée sur le secteur d'études.

Afin de confirmer ou non ces résultats, une prospection de zones humides sur le terrain a été réalisée. Cette caractérisation de zones humides a été menée conformément à la réglementation en vigueur c'est-à-dire à partir d'une analyse des deux critères suivants : présence/absence d'une végétation caractéristique de zones humides et réalisation de sondages pédologiques.

En absence de végétation caractéristique de zones humides et au regard des trois sondages pédologiques négatifs réalisés sur le secteur d'études, aucune zone humide n'a été identifiée.

### CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES

Selon le SRCE de l'ex-région Champagne-Ardenne, le secteur d'études est localisé en dehors de toutes continuités écologiques.

Toutefois, une déclinaison de la Trame Verte et Bleue à l'échelle du Grand Reims a été réalisée dans le cadre de l'élaboration du SCoT de la région de Reims. Cette déclinaison cartographique (Objectif n°4 – P.41 du Document d'Orientation et d'Objectifs) identifie le secteur d'études au sein d'un corridor Est-Ouest de la Trame Verte partant du cœur de l'agglomération de Reims et se prolongeant au-delà du territoire du Grand Reims et de la commune de Fismes. Ce corridor est associé à l'orientation « *Développer la trame verte de l'agglomération avec le territoire rural* ».

Si l'on étudie plus précisément ce corridor à l'échelle locale, on constate, en effet, que le secteur d'études s'inscrit dans un corridor boisé dont le tracé se dessine entre les deux entités urbaines que sont les bourgs de Prouilly et de Jonchery-sur-Vesle. En réalité, le cours d'eau de La Vesle et sa ripisylve forment un corridor écologique linéaire fonctionnel de la trame Verte et Bleue sur lequel certains boisements limitrophes se connectent. Ainsi, bien que légèrement en retrait de la vallée de la Vesle, le boisement dans lequel s'insère le secteur d'études est relativement bien connecté avec cette vallée. En effet, bien qu'ils fragilisent l'interaction entre ces deux entités, l'urbanisation (hameau de Prouilly), peu dense, et les caractéristiques des infrastructures routières (ex : RD28) n'apparaissent pas de nature à empêcher tout déplacement d'espèces entre le boisement et la vallée.

Au regard de la localisation de l'espace boisé déclassé (extrémité Nord du bous du Goulot), de la superficie du secteur (4 750 m<sup>2</sup> soit moins de 1 % du bois du Goulot) et du boisement déclassé (environ 2 400 m<sup>2</sup>), de l'objet de la procédure (reconstruction d'un équipement existant), de la nature des modifications apportée (aucune nouvelle destination autorisée, réalisation d'un équipement public), de l'intérêt écologique (habitat, faune et flore) limité sur le secteur (enjeux non significatifs à faible à l'exception d'une espèce floristique à enjeu modéré), l'impact de la présente procédure sur la fonctionnalité de ce corridor apparaît très faible.

### AUTRES THÉMATIQUES ENVIRONNEMENTALES

#### Milieux naturels

Le secteur n'est inclus dans aucun périmètre de reconnaissance environnementale (site Natura 2000, ZNIEFF, etc.). Toutefois, plusieurs de ces périmètres sont localisés dans un rayon de moins de 10 km :

#### Deux sites Natura 2000 (Directive Habitats) :

- Environ 2,5 km de la Zone de Protection Spéciale (ZSC) "*Marais et Pelouses du tertiaire au Nord de Reims*" ;
- Environ 4,5 km de la Zone de Protection Spéciale (ZSC) "*Pelouses de la barbarie à Savigny-sur-Ardres*".

#### 16 ZNIEFF de type 1 :

- Environ 2,5 km de la ZNIEFF de type I « *Marais du Tranlais à Prouilly* » ;
- Environ 3,1 km de la ZNIEFF de type I « *Marais du Neuf ans* » ;
- Environ 2,6 km de la ZNIEFF de type I « *Pelouse de la Husse* » ;
- Environ 2,3 km de la ZNIEFF de type I « *Grands Marais et des Ronds Trous à Prouilly et Trigny* » ;
- Environ 3,8 km de la ZNIEFF de type I « *Marais de Pevy* » ;
- Environ 2,7 km de la ZNIEFF de type I « *Pelouse de Branscourt* » ;
- Environ 3,1 km de la ZNIEFF de type I « *Ancienne Briqueterie de Breuil* » ;
- Environ 2,9 km de la ZNIEFF de type I « *Le marais de Vendières à Courlandon et les mares et marais de Romain* » ;
- Environ 6,3 km de la ZNIEFF de type I « *Marais du Vivier à Chenay et Trigny* » ;
- Environ 7,5 km de la ZNIEFF de type I « *Pelouses du Fort de Saint-Thierry, de Chenay et de Merfy* » ;
- Environ 5,9 km de la ZNIEFF de type I « *Marais de la Vesle de Muizon au chemin de Maco* » ;
- Environ 7,2 km de la ZNIEFF de type I « *Pelouses et pinèdes de Chalons-sur-Vesle, de Merfy et de Chenay* » ;
- Environ 7,4 km de la ZNIEFF de type I « *Pinèdes, bois et pelouses au nord de Clairizet, à l'ouest de Vrigny et au sud de Janvry* » ;
- Environ 8,2 km de la ZNIEFF de type I « *Pelouses des terres blanches à l'est de bouleuse* » ;
- Environ 4,3 km de la ZNIEFF de type I « *Vallon du fond de la gorge et plateau de la Barbarie à Savigny-sur-Ardres* » ;
- Environ 6,8 km de la ZNIEFF de type I « *Réseau de ravins à fougères du Soissonnais oriental* ».

	<p><b>3 ZNIEFF de type 2 :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Environ 700 m de la ZNIEFF de type II « <i>Vallée de la Vesle de Livry-Louvercy à Courlandon</i> » ;</li> <li>- Environ 6,2 km de la ZNIEFF de type II « <i>Massif forestier de Cormicy</i> » ;</li> <li>- Environ 5,9 km de la ZNIEFF de type II « <i>Vallée de l'Ardre et de ses affluents entre Saint-Imoges et Fismes</i> ».</li> </ul> <p>L'ensemble du site d'études est inscrit en tant qu'« Espace Boisé Classé (EBC) » au sein du PLU en vigueur.</p>	
Paysages (Patrimoines naturel et bâti)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Hors zone de protection UNESCO, sites inscrit ou classé ou monuments historiques ;</li> <li>- Inséré au sein d'un boisement naturel d'intérêt paysager (bois du Goulot)</li> <li>- Secteur peu sensible : non perceptible depuis l'extérieur</li> </ul>	
Gestion économe de l'espace et maîtrise de la consommation d'espaces	Secteur partiellement artificialisé et imperméabilisé (situé en zone naturelle au PLU en vigueur)	
Eau	Réseau hydrographique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aucun cours d'eau ni plan d'eau sur le secteur ou en limite.</li> <li>- Inclus au sein du SDAGE Seine-Normandie et du SAGE Aisne-Vesle Suipe ;</li> <li>- Masse d'eau superficielle associée : « <i>Le cochot (ruisseau)</i> » (FRHR209-H1551000) : État écologique médiocre, État chimique bon, Pressions significatives en 2019 : macropolluants ponctuels.</li> <li>- Masses d'eau souterraines associées : « <i>Craie de Champagne nord</i> » (FRHG207 - Niveau 1) : bon quantitativement et médiocre qualitativement, Pressions significatives en 2019 : nitrates et phytosanitaires diffus, prélèvements / « <i>Albien-néocomien captif</i> » (FRGG218 - Niveau 2) : Bon quantitativement et qualitativement</li> </ul>
	Ressource en eau potable	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Château d'eau sur le site d'études ;</li> <li>- Eau d'alimentation conforme aux exigences de qualité en vigueur pour l'ensemble des paramètres mesurés (29 octobre 2021) ;</li> <li>- Non inclus dans un périmètre de protection du captage d'alimentation en eau potable ;</li> <li>- Non inclus dans une Aire d'Alimentation de Captage (AAC).</li> </ul>
	Eaux usées	Secteur non raccordé
Risques naturels	- Aléa faible au risque de Retrait-Gonflement des argiles ;	

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aucune cavité souterraine ni mouvement de terrain n'est recensé sur le secteur ou à proximité (minimum rayon de 200 m).</li> <li>- En dehors des Zones sensible au risque de remontées de nappe (débordement de nappe et inondation de cave) ;</li> <li>- Non inclus dans un PAPI ou un PPRI ;</li> <li>- Radon : Catégorie 1 (faible) ;</li> <li>- Séisme : Très faible.</li> </ul>
Risques technologiques et industriels	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aucun site SEVESO ou ICPE sur le secteur ou à proximité (minimum rayon de 200 m) ;</li> <li>- Aucun périmètre de PPRT sur la commune ;</li> <li>- Aucune Installation Nucléaire de Base (INB) à moins de 20 km du secteur d'études ;</li> <li>- Canalisation de transport gaz à moins de 1 km du secteur d'études</li> </ul>
Nuisances et pollutions	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aucune voie routière recensée au classement sonore des infrastructures de transport terrestre ou route à grande circulation sur la commune ;</li> <li>- Aucun site BASOL ni BASIAS sur le secteur ou à proximité (minimum rayon de 200 m) ;</li> <li>- Hors périmètre de Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) ;</li> <li>- Inscris en zone vulnérable aux nitrates ;</li> <li>- Inscris en zone sensible à l'eutrophisation.</li> </ul>
Energie	Puit de carbone en raison de la présence d'environ 2 400 m <sup>2</sup> d'espaces boisés.

### III - ÉVOLUTIONS TENDANCIELLES DE L'ENVIRONNEMENT

L'évolution probable de l'environnement du périmètre du projet dans la perspective d'un scénario « au fil de l'eau » suppose que l'on étudie, à partir de l'état initial de l'environnement décrit au paragraphe précédent, l'évolution de l'environnement en l'absence du projet, c'est-à-dire tel que le PLU en vigueur le prévoit.

Pour rappel, le périmètre du secteur de projet est actuellement inscrit en secteur N au PLU en vigueur, le règlement en vigueur le définit comme « *zone naturelle à préserver, boisée ou non en raison de leur intérêt paysager ou environnement* ». Seules les occupations et utilisations du sol visées dans l'article N2 du règlement écrit en vigueur sont autorisées en zone N :

- « *Les affouillements et exhaussements des sols à condition d'être liés à la création de bassins de rétention ou liés à la réalisation d'un équipement d'assainissement public ou collectif,*
- *Les bassins de rétention à condition d'être utiles à la régulation de l'hydraulique des vignobles,*
- *Les équipements publics et ouvrages techniques à condition qu'ils soient nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics. »*

Le secteur objet de la présente procédure est partiellement boisé, mais inscrits dans sa totalité en « Espace Boisé Classé ». On y recense un réservoir d'eau.

Si aucun enjeu significatif lié aux habitats n'a été retenu pour le secteur objet de la présente procédure, les prospections écologiques menées en 2021 ont permis d'identifier 3 espèces floristiques patrimoniales d'enjeu faible à modéré. Celles-ci sont rappelées ci-dessous :

Nom latin	Nom vernaculaire	Habitat	Enjeu
<i>Fallopia dumerotum</i>	Renouée des haies	Fourré en formation	Modéré
<i>Catapodium rigidum</i>	Pâturin rigide	Chênaie-charmaie	Faible
<i>Dianthus armeria</i>	Œillet velus	Fourré en formation	Faible

*Tableau 2 : Flore patrimoniale sur le périmètre du secteur "Château d'eau"*

Aucun enjeu pour la faune n'a été relevé.

Dans l'hypothèse où aucun aménagement ni aucune installation additionnelle n'est réalisée sur le secteur de projet, l'évolution de l'environnement selon le type d'habitat de l'ensemble du site est présentée dans le tableau ci-dessous :

Habitats	Évolution tendancielle
Bâti	Aucune évolution de l'habitat envisagé à court, moyen ou long terme.
Chemin d'accès	Aucune évolution de l'habitat envisagé à court, moyen ou long terme.
Jardin domestique	Cet habitat correspond à l'environnement immédiat de l'aménagement existant. Pour des raisons de sécurité et d'accessibilité, cet habitat est régulièrement entretenu (tonte rase). Son potentiel d'évolution est nul.
Chênaie - Charmaie	Cet habitat arboré ainsi que la végétation herbacée qui l'accompagne ne devrait pas connaître de réelles évolutions à court ou long terme. Son renouvellement est constant mais peu diversifié.
Fourré en formation	Sans intervention anthropique pour réouvrir le milieu, un processus naturel d'évolution de cet habitat, déjà en cours avec un enrichissement progressif, devrait se poursuivre. A moyen et long terme, différents stades devraient se succéder (strate arbustive à bois tendre, strate arborée à bois tendre, strate arborée à bois dur). La diversité biologique qui tend à se réduire avec la formation du fourré devrait de nouveau croître à long terme avec l'apparition de d'autres arbustes et arbres pionniers.  Il est possible qu'entre-temps une gestion anthropique des bords du chemin réouvre le milieu.

Espèces patrimoniales	Évolution tendancielle
Renouée des haies	L'espèce, déjà bien présente aux abords du chemin, devrait se maintenir dans le temps. Le nombre de pieds pourrait fluctuer principalement en raison de la gestion anthropique des abords du chemin afin que celui-ci reste fonctionnel.
Pâturin rigide	L'espèce pourrait se développer davantage sur cet habitat ouvert des abords de chemin qui lui est favorable. A nouveau, la gestion anthropique de ces abords du chemin influence le nombre de pieds.
Œillet velus	Sans intervention anthropique, l'Œillet velus, présente au sein du fourré en formation, est menacé à terme de disparition par fermeture du milieu.

Dans l'hypothèse où le chemin ne serait plus entretenu, à termes, ces trois espèces patrimoniales ne pourront se maintenir sur le secteur suite à l'évolution de leur habitat ouvert vers un milieu fermé (espace boisé).

L'évolution du secteur, notamment sa dynamique végétale, semble étroitement lié aux actions anthropiques de l'Homme en raison de sa fonction. Ainsi, sans la réalisation de la présence procédure, peu d'évolution des habitats sont attendues.

- ⇒ **Cette analyse tendancielle démontre ainsi que la suppression de l'EBC sur les espaces réellement boisés et occupés par une chênaie-Charmaie autorise son changement d'affection et concoure donc à sa disparition ;**
- ⇒ **De même, les aménagements pourraient entraîner la disparition des trois espèces patrimoniales recensées aux abords du chemin d'accès.**






## CHAPITRE III : ÉVALUATION DES INCIDENCES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

L'activité humaine a **nécessairement une incidence, positive ou négative, sur l'environnement**. Le PLU, qui évalue, oriente, dispose et régit l'ancrage physique de cette activité humaine sur le territoire, a également une incidence sur l'environnement. La présente procédure entraîne donc des changements sur l'environnement naturel et urbain.

**S'agissant d'une procédure d'évolution du Plan Local d'Urbanisme et non d'élaboration ou de révision du document d'urbanisme, l'analyse des incidences ne portent que sur les modifications apportées (incidences directes, indirectes et cumulées).**

**Ainsi, cette analyse doit être réalisée à partir d'une comparaison avec un scénario de référence qui n'est autre celui du PLU en vigueur. Cette comparaison doit permettre d'identifier si les modifications apportées ont d'éventuelles incidences positives, neutres et négatives.**

Cette incidence peut être :

	<b>Positive</b> : Les composantes du projet d'évolution du PLU auront des incidences positives sur le contexte environnemental du territoire par rapport au scénario de référence.
	<b>Neutre</b> : Les composantes du projet du PLU n'auront soit pas d'impact sur la thématique environnementale étudiée soit elles auront des effets ponctuels négatifs s'annulant à l'échelle globale.
	<b>Négative</b> : Les composantes du projet d'évolution du PLU auront des incidences négatives sur le contexte environnemental du territoire par rapport au scénario de référence.

Le présent chapitre identifie l'ensemble des incidences potentielles du projet de mise en compatibilité du PLU de Prouilly sur l'environnement. Cette analyse des incidences s'effectue en deux temps :

- analyse pour chacune des pièces modifiées du PLU ;
- analyse pour chacune des thématiques environnementales définies par le code de l'environnement ;

À partir de cette analyse exhaustive, il est ainsi possible d'évaluer qu'elles sont les incidences du projet de PLU qui auront potentiellement un impact négatif sur l'environnement. Il s'agit des incidences retenues qui devront faire l'objet de mesures de réduction ou à défaut de compensation. Ces mesures seront présentées dans le chapitre suivant.

## I - ÉVALUATION DES INCIDENCES DES DOCUMENTS DU PLU

### A - PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE

La présente procédure de mise en compatibilité pour déclaration de projet ne prévoit aucune modification du PADD.

### B - ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION THEMATIQUES

La présente procédure de mise en compatibilité pour déclaration de projet ne prévoit aucune modification des OAP.

## C - REGLEMENTS ÉCRIT ET GRAPHIQUE

Les modifications réglementaires apportées au PLU de la commune de Prouilly concernent aussi bien le règlement écrit que le zonage.

Le secteur concerné par la présente procédure bénéficie d'un zonage N (naturelle) ainsi que d'une protection particulière au titre de l'article L.113-1 du Code de l'Urbanisme : « *Les plans locaux d'urbanisme peuvent classer comme espaces boisés, les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils relèvent ou non du régime forestier, enclos ou non, attenant ou non à des habitations. Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies ou des plantations d'alignements* ». Cette protection en tant qu'« Espace Boisé Classé » assure le maintien du caractère boisé. De plus, au-delà de la protection qu'assure cette trame EBC, l'article n°13 du règlement écrit du PLU en vigueur définit une obligation de remplacement des plantations en cas de suppression.

Outre le but de permettre le remplacement du château d'eau actuel défectueux, la présente procédure vise également à corriger une erreur matérielle au règlement graphique. En effet, bien que la trame « EBC » couvre l'intégralité du secteur objet de la présente procédure, soit les 4 750 m<sup>2</sup>, seul environ 2 400 m<sup>2</sup> sont réellement boisés. Une partie du secteur est actuellement occupé par le château d'eau actuel, ses abords défrichés et un chemin d'accès. Ainsi, le zonage du PLU en vigueur n'avait pas lieu de couvrir ces espaces non boisés d'une trame EBC.

Ainsi, bien que la mise en compatibilité du PLU vise à supprimer environ 4 750 m<sup>2</sup> d'EBC, seul environ 2 400 m<sup>2</sup> d'espaces boisés seront concernés par cette évolution réglementaire.

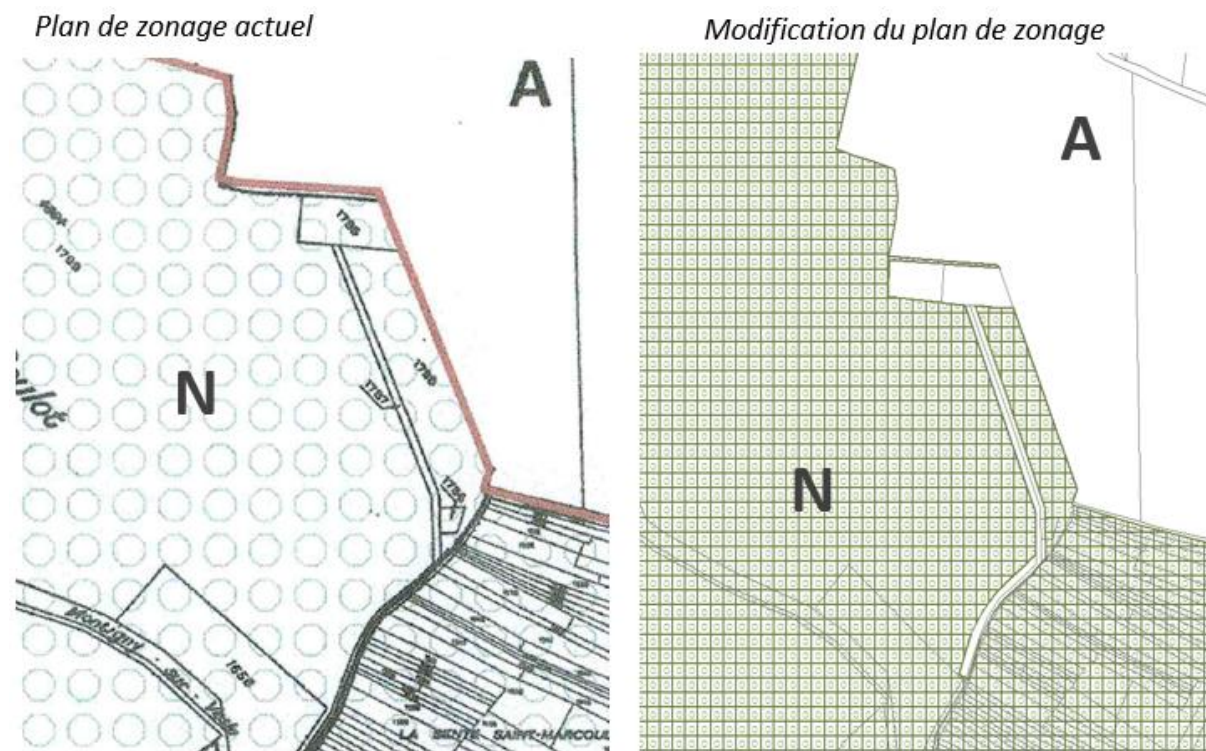




Figure 3 : Modification du plan de zonage du PLU de Prouilly  
(Rapport de Présentation - Espace Ville / Grand Reims)

Le maintien du secteur en zone N et la non modification des articles n°1 et n°2 n'autorisent donc pas de nouvelles destinations de constructions sur celui-ci. Toutefois, dans le PLU en vigueur, en raison de la trame EBC, ne permettait la réalisation d'aucun aménagement (installations ou constructions). Désormais, la suppression de la trame EBC autorise la réalisation des destinations autorisées dans la zone naturelle à savoir :

- « Les affouillements et exhaussements des sols à condition d'être liés à la création de bassins de rétention ou liés à la réalisation d'un équipement d'assainissement public ou collectif,
- Les bassins de rétention à condition d'être utiles à la régulation de l'hydraulique des vignobles,
- Les équipements publics et ouvrages techniques à condition qu'ils soient nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics. »

Prescription réglementaire		Incidence	Thématique environnementale
PLU en vigueur	PLU modifié		
<p><u>« Article 13 : Espaces libres et plantations »</u>  Les plantations existantes seront maintenues dans la mesure du possible ou remplacées par des plantations équivalentes. Les essences locales sont à privilégier. Les Espaces Boisés Classés à conserver figurant sur les plans sont soumis à la réglementation en vigueur. »</p>	<p>Ajout de l'inscription suivante :  « Cet article ne concerne pas les équipements publics, ou d'intérêt collectif ou ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou concourant aux missions des services publics »</p>		Milieux naturels et biodiversité
			Paysage

## II - ÉVALUATION DES INCIDENCES PAR THEMATIQUE ENVIRONNEMENTALE

La mise en compatibilité du PLU peut générer les incidences négatives suivantes sur l'environnement. Ces incidences négatives potentielles retenues ci-dessous ont été établies sur la base de l'état initial de l'environnement.

### A - MILIEUX NATURELS ET BIODIVERSITE

Rappel des principales caractéristiques environnementales du secteur « Château d'eau » - État initial	Incidences négatives potentielles significatives retenues par rapport au scénario de référence
<p>Absence de périmètre de reconnaissance environnemental sur le périmètre du secteur de projet : sites Natura 2000, ZNIEFF, ABP, RNR, RNN, etc...</p> <p>Aucune habitat d'intérêt communautaire</p>	Aucune incidence potentielle retenue
<p>Secteur non identifié comme Zone à Dominante Humide (DREAL Grand Est) ou comme zone humide par l'inventaire ZH mené par le CEN de Champagne Ardenne.</p> <p>De plus, les prospections écologiques de 2021 n'ont pas identifié de zone humide.</p>	Aucune incidence potentielle retenue
Aucun enjeu significatif lié aux habitats	Aucune incidence potentielle retenue
Enjeu non significatif pour la flore (hors espèces patrimoniales)	Aucune incidence potentielle retenue
Trois espèces floristiques patrimoniales : la Renouée des haies ( <i>Fallopia dumerotum</i> ), le Pâturin rigide ( <i>Catapodium rigidum</i> ) et l'œillet velus ( <i>Dianthus armeria</i> )	<p>Destruction potentielle d'espèces floristiques à enjeux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Incidence potentielle faible sur le Pâturin rigide (<i>Catapodium rigidum</i>) et l'œillet velus (<i>Dianthus armeria</i>)</li> <li>- Incidence potentielle modérée sur la Renouée des haies (<i>Fallopia dumerotum</i>)</li> </ul>
Enjeu nul à très faible pour la faune	Aucune incidence potentielle retenue
Un corridor écologique de la sous-trame boisée qui englobe le secteur du projet (DOO du SCoT Grand Reims)	Dégradation et fragilisation potentielle d'habitats supports pour la sous-trame boisée de la Trame Verte et Bleue locale suite au déclassement de 0,47 ha d'EBC dont environ 2 400 m <sup>2</sup> sur des espaces réellement boisés.

## B - PAYSAGES

Rappel des principales caractéristiques environnementales du secteur « Château d'eau » - État initial	Incidences négatives potentielles significatives retenues par rapport au scénario de référence
Situé en dehors de tout périmètre de protection lié au paysage	Aucune incidence potentielle retenue
Inscrit en lisière d'un espace boisé, le déboisement prévu ouvre partiellement le secteur sur la plaine agricole.	Dégradation potentielle du grand paysage par le développement de nouvelles constructions.  Dégradation potentielle d'un boisement naturel d'intérêt paysager, le bois du Goulot, suite au déclassement de 0,47 ha d'EBC dont environ 2 400 m <sup>2</sup> sur des espaces réellement boisés.

## C - GESTION ECONOMIQUE DE L'ESPACE ET MAITRISE DE LA CONSOMMATION D'ESPACES

Rappel des principales caractéristiques environnementales du secteur « Château d'eau » - État initial	Incidences négatives potentielles significatives retenues par rapport au scénario de référence
Secteur en zone naturelle déjà partiellement urbanisé (réservoir d'eau potable actuel) et artificialisé (abords défrichés du réservoir actuel, chemin d'accès). Près de 50 % du secteur est déjà artificialisé.	Par le déclassement de 0,47 ha d'EBC, les 2 400 m <sup>2</sup> d'espaces réellement boisés sont désormais susceptibles d'être artificialisés et imperméabilisés.

## D - RESSOURCE EN EAU

Rappel des principales caractéristiques environnementales du secteur « Château d'eau » - État initial	Incidences négatives potentielles significatives retenues par rapport au scénario de référence
Château d'eau stockant l'eau à destination des populations de Jonchère-sur-Vesle et de certains hameaux de la commune de Prouilly. Château d'eau actuellement défectueux et dégradé menaçant la distribution en eau potable des populations.  Secteur non raccordé aux réseau d'eaux usées.	Aucune incidence potentielle retenue.



## F - RISQUES NATURELS

Rappel des principales caractéristiques environnementales du secteur « Château d'eau » - État initial	Incidences négatives potentielles significatives retenues par rapport au scénario de référence
Aucun risque naturel n'est recensé sur le secteur du projet.	Malgré l'augmentation potentielle des ruissellements suite à l'augmentation des surfaces imperméabilisées, le risque d'inondation associé aux volumes d'eau de ruissellement nouvellement générés apparaît nul compte tenu du contexte local environnant. En effet, le secteur s'insère en lisière de milieux perméables (espaces boisés et agricoles) et éloigné des zones urbaines. Aucune incidence potentielle n'est retenue.

## G - RISQUES TECHNOLOGIQUES

Rappel des principales caractéristiques environnementales du secteur « Château d'eau » - État initial	Incidences négatives potentielles significatives retenues par rapport au scénario de référence
Aucun risque technologique recensé  Situé à moins de 1 km d'une canalisation de transport de gaz.	Aucune incidence potentielle retenue.

## H - NUISANCES

Rappel des principales caractéristiques environnementales du secteur « Château d'eau » - État initial	Incidences négatives potentielles significatives retenues par rapport au scénario de référence
Non affecté par des nuisances sonores générées par des infrastructures de transport	Aucune incidence potentielle retenue.

## I - POLLUTIONS (EAU/SOLS)

Rappel des principales caractéristiques environnementales du secteur « Château d'eau » - État initial	Incidences négatives potentielles significatives retenues par rapport au scénario de référence
Aucun site BASOL ou BASIAS  Situé en zone vulnérable aux nitrates et à l'eutrophisation.	Augmentation potentielle des ruissellements suite à l'augmentation des surfaces imperméabilisées. Ces ruissellements sur des surfaces nouvellement imperméabilisées peuvent générer une pollution des eaux de pluie à la suite de leur ruissellement.

## J - ENERGIE

Rappel des principales caractéristiques environnementales du secteur « Château d'eau » - État initial	Incidences négatives potentielles significatives retenues par rapport au scénario de référence
Puit de carbone représenté essentiellement par les 2 400 m <sup>2</sup> d'espaces boisés.	Suppression potentielle d'un réservoir de stockage de carbone d'environ 2 400 m <sup>2</sup>

L'incidence positive retenue par rapport au scénario de référence est la suivante :

- Sécurisation d'une ressource en eau potable pour la population, indispensable pour la santé humaine

### III - ÉVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000

Le réseau Natura 2000 est destiné au " *maintien ou au rétablissement, dans un état de conservation favorable, des habitats naturels et/ou des populations des espèces d'intérêt communautaire*". Les procédures de désignation des sites Natura 2000 s'appuient sur la garantie scientifique que représentent les inventaires des habitats et espèces selon une procédure validée, en France, par le Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN).

La Directive européenne 92/43/CEE modifiée, dite Directive Habitats, porte sur la conservation des habitats naturels ainsi que sur le maintien de la flore et de la faune sauvages. En fonction des espèces et habitats d'espèces cités dans ces différentes annexes, les États membres doivent désigner des Zones Spéciales de Conservation (ZSC).

La Directive Oiseaux n° 2009/147/CE concerne, quant à elle, la conservation des oiseaux sauvages. Elle organise la protection des oiseaux ainsi que celle de leurs habitats en désignant des Zones de Protection Spéciale (ZPS) selon un processus analogue à celui relatif aux ZSC.

Le réseau Natura 2000 forme ainsi un ensemble européen réunissant les ZSC et les ZPS. Dans tous les sites constitutifs de ce réseau, les États membres s'engagent à maintenir dans un état de conservation favorable les habitats et espèces concernés. Dans ce but, la France a choisi la contractualisation sur la base des préconisations contenues dans les Documents d'Objectifs (DOCOB).

#### A - PRESENTATION DE L'EVALUATION D'INCIDENCES

Conformément à l'article R.414-19 (1°) du Code de l'Environnement, doivent faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences sur le réseau Natura 2000 « *Les plans, schémas, programmes et autres documents de planification soumis à évaluation environnementale au titre de l'article L.122-4 du Code de l'Environnement et de l'article L.121-10 du code de l'urbanisme* ». Les Plans Locaux d'Urbanisme et leurs évolutions sont donc soumis à évaluation de leurs incidences sur le réseau Natura 2000.

"*L'évaluation des incidences a pour objet de vérifier la compatibilité du programme ou du projet avec la conservation du site Natura 2000, en s'inscrivant dans une démarche au service d'une obligation de résultat*" (DRIEE).

Cette évaluation doit permettre d'analyser les incidences de la mise en compatibilité du PLU sur les sites Natura 2000, au regard des objectifs de conservation des habitats et des espèces (animales et végétales) d'intérêt communautaire pour lesquels les sites ont été désignés. Les objectifs de conservation du site correspondent à l'ensemble des mesures requises pour conserver ou rétablir ces habitats naturels et ces populations d'espèces de faune et de flore sauvages dans un état favorable à leur maintien à long terme.

L'article R.414-23 du Code de l'Environnement précise le contenu du dossier d'évaluation des incidences établi par le pétitionnaire, au titre de Natura 2000. L'évaluation présente successivement :

1. une description du programme ou du projet, accompagnée d'une carte de situation du programme ou du projet par rapport au site Natura 2000 ou au réseau des sites Natura 2000 retenus pour l'évaluation ;
2. une analyse de l'état de conservation des habitats naturels et des espèces pour lesquels le ou les sites concernés ont été désignés et les objectifs de conservation identifiés dans les documents d'objectifs établis pour ces sites ;
3. une analyse démontrant si le programme ou projet seul ou, le cas échéant, en conjugaison avec d'autres programmes ou projets, a ou non des effets directs ou indirects, temporaires ou permanents, sur l'état de conservation des habitats et des espèces pour lesquels les sites ont été désignés ;

4. les mesures envisagées, le cas échéant, par le pétitionnaire pour supprimer ou réduire les conséquences dommageables du programme ou projet sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces du ou des sites concernés, pendant ou après sa réalisation, ainsi que l'estimation des dépenses correspondantes ;
5. une conclusion sur l'atteinte portée ou non par le projet ou le programme à l'intégrité du site Natura 2000.

L'évaluation des incidences Natura 2000 est ciblée sur les habitats naturels et les espèces d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation des sites Natura 2000 concernés. L'évaluation des incidences ne doit étudier une composante environnementale que dans la mesure où des impacts de l'application du PLU sur celle-ci entraîne des répercussions sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire.

L'évaluation des incidences doit, de plus, être proportionnée à la nature et à l'importance du document d'urbanisme considéré. Ainsi, la précision du diagnostic (état initial) et l'importance des mesures d'évitement et des mesures de réduction d'impact, doivent être adaptées aux incidences potentielles sur les sites du Réseau Natura 2000 et aux enjeux de conservation des habitats naturels et des espèces d'intérêt communautaire qui ont justifié leur désignation.

## B - LES SITE NATURA 2000 RETENUS

Le territoire communal est couvert par un unique site Natura 2000 :

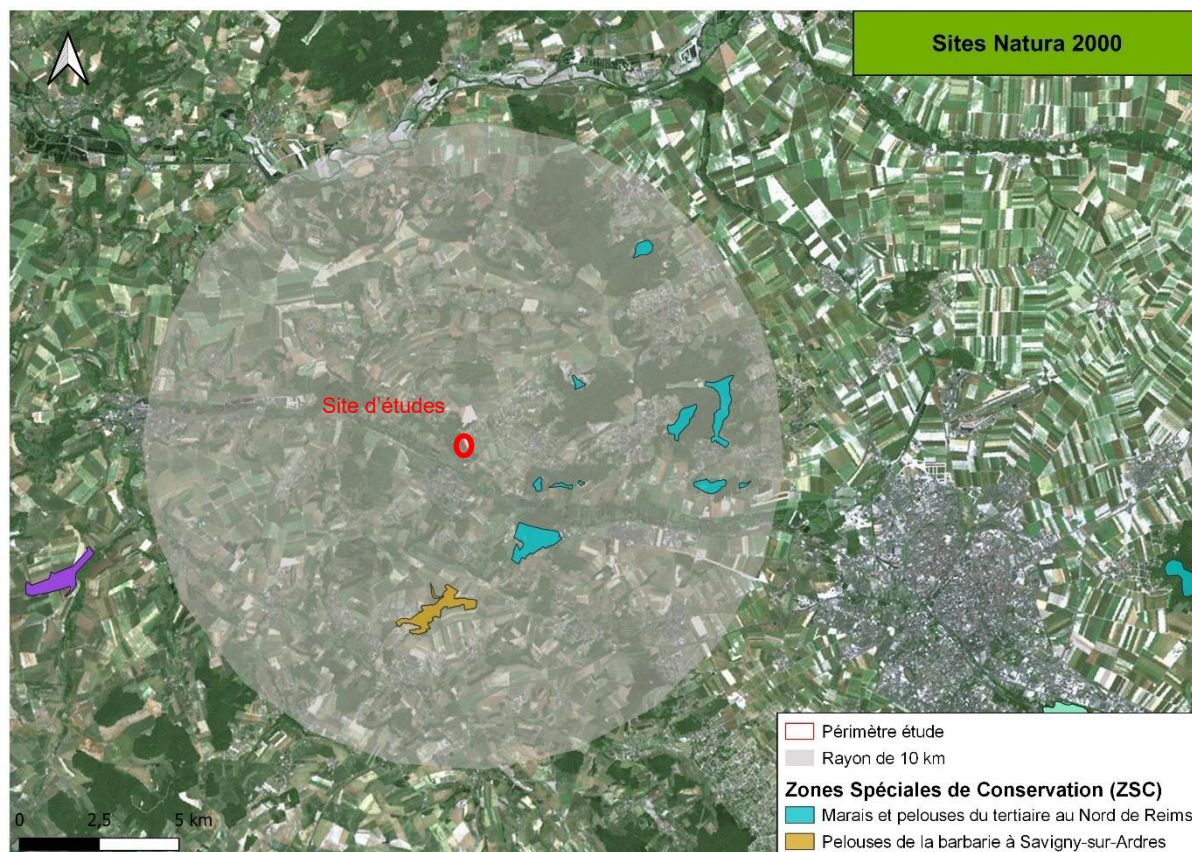
TYPE	Code officiel	Appellation	Superficie
ZSC	FR2100274	« <i>Marais et pelouses du tertiaire au nord de Reims</i> »	381 ha

Le secteur n'est pas inclus dans ces sites Natura 2000.

De plus, un seul site Natura 2000 hors commune est situé à moins de 10 km du secteur :

TYPE	Code officiel	Appellation	Superficie
ZSC	FR2100262	« <i>Pelouses de la barbarie à Savigny-sur-Ardres</i> »	105 ha

Au regard des composantes du projet de mise en compatibilité du PLU, des caractéristiques environnementales du territoire communal, des habitats et espèces d'intérêt communautaires (ex : capacité de déplacements) ayant justifié la désignation des sites Natura 2000, les deux Zones Spéciales de Conservation (ZSC) sont les seuls sites Natura 2000 retenus au sein de cette étude d'incidences.



Carte 3 : Localisation des Natura 2000 dans un rayon de 10 km par rapport au site d'étude (INPN)

## 1) Présentation du site Natura 2000 « Marais et pelouses du tertiaire au nord de Reims »

### a) Caractéristiques

Le site N2000 des « *Marais et pelouses du tertiaires au nord de Reims* » a été classé Zone Spéciale de Conservation le 10/02/2016. Ce site correspond principalement à des espaces boisés ponctués de marais et d'autres habitats ouverts.

Il se compose des grands types de milieux suivants :

- Marais (végétation de ceinture), Bas-marais, Tourbières : 35% ;
- Forêts mixtes : 15% ;
- Forêts de résineux : 15% ;
- Forêts caducifoliées : 10% ;
- Pelouses sèches, Steppes : 10% ;
- Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées : 5% ;
- Dunes, Plages de sables, Machair : 5% ;
- Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana : 4% ;
- Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes) : 1%.

### b) Vulnérabilité

La principale vulnérabilité de ce site Natura 2000 repose sur l'altération des milieux de par l'embroussaillage naturel mais aussi la surfréquentation de certaines zones.

À terme, la richesse biologique du site Natura 2000 risque de disparaître progressivement due à la fermeture des espaces ouverts.



### c) Intérêt du milieu

L'intérêt écologique de cette ZSC repose essentiellement sur la nature de ses habitats qui permet le développement d'une différenciation floristique importante. C'est le cas des pelouses sur sables dans les secteurs boisés et les clairières dont le sol décalcifié accueille des faciès plus ou moins fermés et des groupements d'annuelles en mosaïque.

Les argiles et les marnes qui se reposent sur les sables forment des tourbières topogènes de Champagne et aux marais alcalins. Ces habitats se forment dans les vastes dépressions, notamment dans les vallons.

Sur le site, plusieurs espèces protégées sont distinguées dans la végétation et la faune entomologique est variée.

Les habitats d'intérêt communautaire ayant justifié le classement de ce site en ZSC sont au nombre de 12. Les types d'habitats présents inscrits à l'annexe I sont les suivants :

Code	Type d'habitats
3140	Eaux oligomésotrophes calcaires avec végétation benthique à <i>Chara</i> spp.
3260	Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du <i>Ranunculion fluitantis</i> et du <i>Callitricho-Batrachion</i>
6120	Pelouses calcaires de sables xériques
6210	Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires ( <i>Festuco-Brometalia</i> ) (* sites d'orchidées remarquables)
6230	Formations herbeuses à <i>Nardus</i> , riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagnardes (et des zones submontagnardes de l'Europe continentale)
6410	Prairies à <i>Molinia</i> sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux ( <i>Molinion caeruleae</i> )
6430	Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaux et des étages montagnard à alpin
6510	Prairies maigres de fauche de basse altitude ( <i>Alopecurus pratensis</i> , <i>Sanguisorba officinalis</i> )
7210	Marais calcaires à <i>Cladium marscus</i> et espèces du <i>Caricion davallianae</i>
7230	Tourbières basses alcalines
91D0	Tourbières boisées
91E1	Forêts alluviales à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i> ( <i>Alno-Padion</i> , <i>Alnion incanae</i> , <i>Salicion albae</i> )



## 2) Présentation du site Natura 2000 « Pelouses de la barbarie à Savigny-sur-Ardres »

### a) Caractéristiques

Le dernier arrêté qui classe le site N2000 des « *Pelouses de la barbarie à Savigny-sur-Ardres* » en tant que Zone Spéciale de Conservation a été signé le 10/02/2016. Ce site est représentatif de la vallée de l'Ardre, composée notamment de pelouses calcaires et prairies (pelouses de la Barbarie).

Il se compose des grands types de milieux suivants :

- Marais (végétation de ceinture), Bas-marais, Tourbières : 20% ;
- Forêts caducifoliées : 24% ;
- Pelouses sèches, Steppes : 26% ;
- Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées : 30%.

### b) Vulnérabilité

Les vulnérabilités de ce site Natura 2000 sont liées à des activités humaines : potentielles plantations de vignes, pratique de moto-cross et surpâturage couplé à l'apport d'engrais.

La fermeture naturelle des milieux par la colonisation du boisement menace aussi les habitats ouverts. De plus, les espèces remarquables des pelouses dépendent fortement d'un niveau d'ensoleillement.

### c) Intérêt du milieu

L'intérêt écologique de cette ZSC repose essentiellement sur la présence d'un ensemble de pelouses calcaires représentatives de la vallée de l'Ardre.

Ces pelouses sont diversifiées : pelouses mésophiles marnicoles, pelouses sèches, pelouses fragmentaires sur dalles... Des formations de *Schoenus nigricans* se sont installées sur les suintements de pente.

Les fonds de vallon et les pourtours d'étang accueillent des groupements végétaux des bas marais alcalins.

L'intérêt est donc la diversité des milieux et des espèces associées.

Les habitats d'intérêt communautaire ayant justifié le classement de ce site en ZSC sont au nombre de 7. Les types d'habitats présents inscrits à l'annexe I sont les suivants :

Code	Type d'habitats
3150	Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition
6210	Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires ( <i>Festuco-Brometalia</i> ) (* sites d'orchidées remarquables)
6430	Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin
7230	Tourbières basses alcalines
91E0	Forêts alluviales à <i>Alnus glutinosa</i> et <i>Fraxinus excelsior</i> ( <i>Alno-Padion</i> , <i>Alnion incanae</i> , <i>Salicion albae</i> )
9130	Hêtraies de l' <i>Asperulo-Fagetum</i>
9160	Chênaies pédonculées ou chênaies-charmaies subatlantiques et médio-européennes du <i>Carpinion betuli</i>

### 3) Étude des incidences potentielles

Pour évaluer les incidences négatives potentielles de l'évolution du PLU, sont pris en compte les points suivants :

- Le secteur objet de la présente procédure est de superficie relativement modeste (environ 4 750 m<sup>2</sup>) ;
- Le secteur n'est que partiellement non artificialisé : environ 2 400 m<sup>2</sup> d'espaces boisés ;
- Le secteur est inclus dans un massif boisé d'environ 81 ha ;
- Le secteur n'est inclus dans aucun des deux sites Natura 2000 retenus, situés à 2,5 km à l'Est et à 4,5 km au Sud de ce premier ;
- Le secteur ne bénéficie d'aucun autre statut de reconnaissance environnementale (ZNIEFF, ABP, etc.)
- Aucun habitat ou espèce d'intérêt communautaire n'a été identifié sur le secteur ;
- L'intérêt écologique des sites Natura 2000 repose essentiellement sur la présence de pelouses calcaires et de milieux humides (marais, tourbières, etc.) ; des habitats non représentés sur le secteur objet de la présente procédure ;
- Le secteur est partiellement occupé par une Chenaie-Charmaie au sein du secteur ;
- Le secteur apparaît connecté au site Natura 2000, « *Marais et pelouses du tertiaires au nord de Reims* », seulement par la présence du corridor écologique identifiée dans le DOO du SCoT. Toutefois, au regard de la localisation du secteur (extrémité Nord du bois du Goulot) et de l'objet de la procédure (reconstruction d'un équipement existant), l'impact de la présente procédure apparaît très faible. De plus, l'enjeu pour le groupe des oiseaux est jugé faible.

⇒ **Au regard de ces éléments :**

- **aucune incidence négative directe sur les deux sites Natura 2000 n'est retenue (non inclus dans un site Natura 2000 et absence d'habitat ou espèce d'intérêt communautaire) ;**
- **aucune incidence indirecte ou cumulée significative n'est retenue (sites non connectés, d'intérêt écologique différent, présentant des habitats d'intérêts distincts et rattachés à des sous-trames non similaires).**

**CHAPITRE IV : PRESENTATION DES MESURES  
ENVISAGEES POUR EVITER, REDUIRE ET SI POSSIBLE  
COMPENSER LES CONSEQUENCES DOMMAGEABLES  
DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT**

Le PLU, à chaque étape de son élaboration, évalue la menace potentielle sur l'environnement, et comprend, dans chacune de ses pièces, les mesures pour en atténuer les effets, dans le cadre des dispositions du Code de l'Urbanisme. En effet, le projet de mise en compatibilité du PLU **contient des dispositions réglementaires qui peuvent être considérées en tant que telles comme des mesures d'évitement, de réduction ou de compensation** vis-à-vis des incidences potentielles ou avérées. Les choix qui ont été faits, en matière d'organisation spatiale notamment, s'analysent alors aussi en termes de mesures de préservation et de mise en valeur de l'environnement.

L'évaluation environnementale du document s'établissant en parallèle de la procédure de mise en comptabilité du PLU, le choix de la localisation du projet résulte déjà de mesures d'évitement (ex : reconstruction sur un site). Le présent chapitre présente les mesures envisagées au sein de la présente procédure d'évolution du PLU pour éviter, réduire ou à défaut compenser les incidences potentielles identifiées et retenues au chapitre précédent. Les mesures envisagées pour réduire les incidences du projet de PLU sur l'environnement doivent être proportionnées en fonction des enjeux et des impacts observés.

L'unique mesure de réduction des incidences négatives potentielles prévue dans le cadre de cette procédure correspond à la réduction du périmètre du secteur objet de la mise en compatibilité du PLU. Initialement, la superficie du secteur était de 8 480 m<sup>2</sup> avec une largeur de voie, pour l'accessibilité au château d'eau, de 20 m. Suite à l'analyse environnementale (Etat initial de l'Environnement) de la commune et plus précisément du secteur, il a été étudié la possibilité de réduire le périmètre du secteur afin de limiter les incidences négatives des futurs aménagements. A cet effet, la largeur de voie a été ramenée à 8 m et la superficie de l'espace dédié à la mise en œuvre d'une plateforme temporaire en phase travaux a été légèrement réduite. Ainsi, la superficie du secteur, après mise en place de la mesure de réduction, est de 4 750 m<sup>2</sup>, soit une diminution d'environ 44 %.

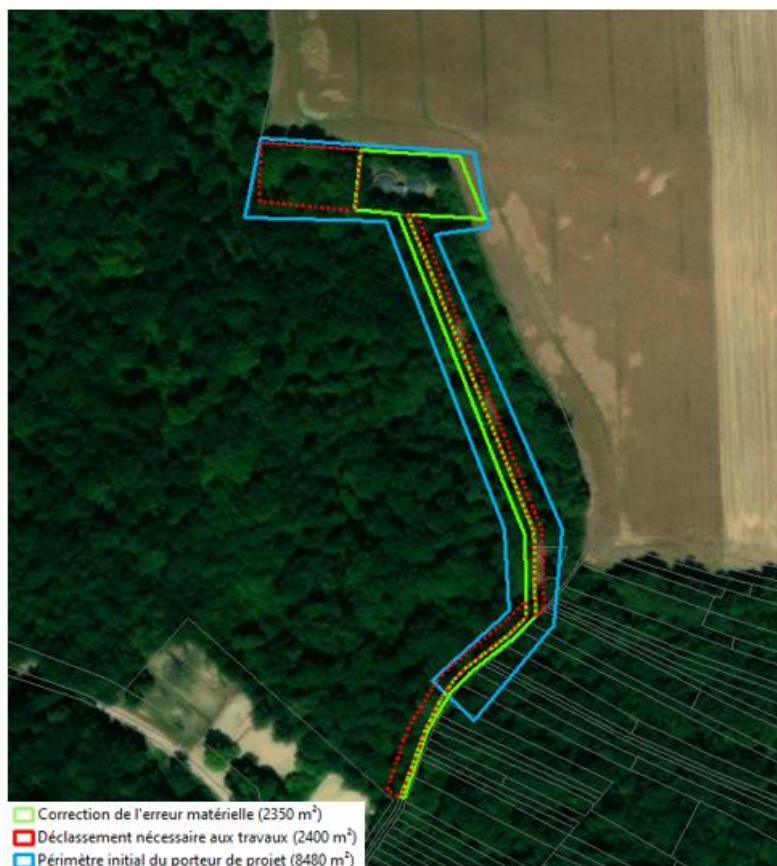


Figure 4 : Détail et évolution du périmètre de déclassement des EBC  
(Rapport de présentation - Espace Ville / Grand Reims)

Thématique environnementale	Incidences potentielles retenues	Mesures
Milieux naturels et biodiversité	Destruction potentielle d'espèces floristiques à enjeux : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Incidence potentielle faible sur le Pâturin rigide (<i>Catapodium rigidum</i>) et l'Oeillet velus (<i>Dianthus armeria</i>)</li> <li>- Incidence potentielle modérée sur la Renouée des haies (<i>Fallopia dumerotum</i>)</li> </ul>	Réduction de l'augmentation de la largeur de l'emprise du futur chemin d'accès (diminution de 20 à 8 m) – <b>Mesure de réduction</b>
	Dégradation et fragilisation potentielle d'habitats supports pour la sous-trame boisée de la Trame Verte et Bleue locale suite au déclassement de 0,47 ha d'EBC dont environ 2 400 m <sup>2</sup> sur des espaces réellement boisés.	Réduction d'environ 44 % de la superficie du secteur (8 480 m <sup>2</sup> à 4 750 m <sup>2</sup> ) – <b>Mesure de réduction</b>
Paysage	Dégradation potentielle du grand paysage par le développement de nouvelles constructions.	
	Dégradation potentielle d'un boisement naturel d'intérêt paysager, le bois du Goulot, suite au déclassement de 0,47 ha d'EBC dont environ 2 400 m <sup>2</sup> sur des espaces réellement boisés.	
Gestion économe de l'espace et maîtrise de la consommation d'espaces	Par le déclassement de 0,47 ha d'EBC, les 2 400 m <sup>2</sup> d'espaces réellement boisés sont désormais susceptibles d'être artificialisés et imperméabilisés.	
Pollutions (eau, sols et sous-sol)	Augmentation potentielle des ruissellements suite à l'augmentation des surfaces imperméabilisées. Ces ruissellements sur des surfaces nouvellement imperméabilisées peuvent générer une pollution des eaux de pluie à la suite de leur ruissellement.	
Air, énergie, climat	Suppression potentielle d'un réservoir de stockage de carbone d'environ 2 400 m <sup>2</sup>	

La suppression de l'EBC autorise donc l'élargissement du chemin d'accès au château d'eau reconstruit. Cet élargissement devrait entraîner la disparition de l'ensemble des pieds des trois espèces patrimoniales, tous localisés en bordure de l'actuel chemin d'accès. Toutefois, la gestion anthropique des abords du nouveau chemin d'accès (largeur estimée de 8 m) permettra de recréer des habitats ouverts favorables à la réinstallation potentielle de ces trois espèces.

Aucune mesure compensatoire n'est appliquée à la présente procédure. Toutefois, si certaines s'avèrent nécessaire au regard du projet résultant de la mise en compatibilité du PLU, elles devront être présentées et détaillées dans le cadre des procédures associées au projet afin de répondre au mieux aux composantes de ce dernier.

## **CHAPITRE V : SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLU ET DESCRIPTION DES METHODES UTILISEES POUR REALISER L'EVALUATION**



La procédure d'évaluation environnementale constitue une démarche temporelle qui se poursuit au-delà de l'approbation de la modification du Plan Local d'Urbanisme. Pour donner suite aux orientations d'aménagement établies, aux objectifs fixés et aux prescriptions réglementaires retenues dans le document d'urbanisme, un suivi de l'application de ses dispositions sera mis en place tout au long de sa mise en œuvre.

L'objectif est de fournir des informations fiables et actualisées sur la mise en œuvre des objectifs du projet et sur l'impact de ses actions et de faciliter la prise de décisions pertinentes dans le cadre du pilotage du projet.

Ainsi, à minima, et conformément à l'article L.153-27 du Code de l'Urbanisme, le Conseil Municipal devra procéder, au plus tard 6 ans après l'approbation de la présente procédure, à une analyse des résultats de son application, notamment en ce qui concerne l'environnement.

Cette analyse permettra d'effectuer un état des lieux de l'avancée de la mise en œuvre des objectifs énoncés dans cette procédure d'évolution du PLU et de recourir, si besoin, à une nouvelle évolution du document d'urbanisme (modifications, révisions, etc.) en fonction des ajustements à apporter.

La démarche d'évaluation environnementale nécessite de s'appuyer sur des indicateurs pertinents qui permettent de suivre dans le temps l'évolution des enjeux environnementaux, sociaux et économiques sur le territoire et d'apprécier l'application du PLU ou de ses évolutions.

Ces indicateurs sont de différentes natures afin de réaliser deux étapes, celle du suivi et celle de l'évaluation :

- le suivi mesure les moyens par lesquels les objectifs sont atteints et examine l'impact des activités du projet sur les objectifs ; il effectue en outre une comparaison avec les performances attendues ;
- l'évaluation mesure les effets/résultats d'un projet en vue de déterminer sa pertinence, sa cohérence et son efficacité de mise en œuvre ainsi que l'efficacité, les impacts et la pérennité des effets obtenus.

Ces indicateurs permettent de prendre en compte et de "mesurer" :

- les pressions engendrées par les activités humaines (évolution de la surface des zones naturelles en fonction des pressions exercées, etc.) ;
- l'état dans lequel se trouve l'environnement (nombre d'espèces patrimoniales rares ou protégées) ;
- les réponses (mesures) mises en place par la collectivité pour compenser les incidences consécutives aux pressions (niveau de prise en compte des surfaces naturelles et agricoles, mesures de protection, de gestion, etc.).

En ce qui concerne la mise en œuvre du suivi de la modification du PLU de Prouilly, celui doit s'inscrire dans la continuité du suivi mis en place lors de l'élaboration du document d'urbanisme en vigueur

Il est proposé ci-dessous des indicateurs de suivi répondant aux principaux enjeux environnementaux soulevés par la présente procédure. Trois critères de base ont été retenus pour sélectionner les indicateurs de suivi :

- La pertinence et l'utilité pour les utilisateurs,
- La facilité à être mesurés,
- L'adaptation aux spécificités du territoire.

Objectifs	Etat « Zéro »	Indicateurs proposés	Valeur cible	Données ou outils à utiliser	Producteur de la donnée	Temporalité
Lutter contre la consommation d'espaces forestiers	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Superficie du boisement du Goulot : 81 ha</li> <li>- Superficie de boisement du secteur : 2 400 m<sup>2</sup></li> </ul>	Suivi de l'évolution de l'espace boisé	Superficie du boisement du Goulot : 78,6 ha	Donnée végétation IGN	IGN	6 ans
Protéger les espèces patrimoniales	Présence de 3 espèces floristiques patrimoniales (Renouée des haies, Pâturin rigide, Œillet velus)	Absence / présence de Nombre de pieds	Présence des 3 espèces floristiques patrimoniales : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renouée des haies : 100 pieds ;</li> <li>- Pâturin rigide : 10 pieds ;</li> <li>- Œillet velus : Plus de 1 pied.</li> </ul>	Expertise floristique à mener sur le secteur	Commune de Prouilly / Grand Reims	6 ans

## CHAPITRE VI : DESCRIPTION DES METHODES UTILISEES POUR REALISER L'EVALUATION

## I - ANALYSE DE L'ETAT INITIAL

### A - ORGANISMES ET DOCUMENTS CONSULTES

La liste non exhaustive est :

- L'ARS (Agence Régionale de Santé) ;
- Les formulaires standards de données du site Natura 2000 « *Marais et pelouses du tertiaire du nord de Reims* » et « *Pelouses de la barbarie à Savigny-sur-Ardres* » ainsi que leur Document d'Objectifs (DOCOB) ;
- Le DDRM (Dossier Départemental des Risques Majeurs) de la Marne,
- Le SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Seine-Normandie 2022-2027 ;
- Le SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Aisne-Vesle Suipe ;
- Le PGRI (Plan de Gestion des Risques d'Inondation) Seine-Normandie 2022-2027
- Le classement du bruit des infrastructures de transports terrestres de la Marne (Préfecture de la Marne) ;
- Le SDC (Schéma Départemental des Carrières) de la Marne ;
- Le SRCE (Schéma Régional de Cohérence Écologique) Champagne-Ardenne (2015) ;
- Le SRADDET (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires) Grand Est (2020) ;
- Le SCoT (Schéma de Cohérence Territorial) du Grand Reims ;
- Le PLH (Plan Local de l'Habitat) 2019-2024 du Grand Reims ;
- Le PDU (Plan de Déplacements Urbains) 2016 de Reims Métropole.

### B - BIBLIOGRAPHIE

Les cartes suivantes ont été consultées :

- carte IGN au 1/25 000ème,
- orthophotoplan des communes via Géoportail.

Les principaux sites consultés sont les suivants :

- Général : [www.carmen.developpement-durable.gouv.fr](http://www.carmen.developpement-durable.gouv.fr),  
[www.cartelie.application.developpement-durable.gouv.fr](http://www.cartelie.application.developpement-durable.gouv.fr) ;
- Milieus naturels : [www.inpn.mnhn.fr](http://www.inpn.mnhn.fr),
- Eau : [www.aires-captages.fr](http://www.aires-captages.fr), [www.solidarites-sante.gouv.fr](http://www.solidarites-sante.gouv.fr),  
[www.assainissement.developpement-durable.gouv.fr](http://www.assainissement.developpement-durable.gouv.fr), [www.bnpe.eaufrance.fr](http://www.bnpe.eaufrance.fr),  
[www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr), [bdtopage.eaufrance.fr](http://bdtopage.eaufrance.fr), [hydro.eaufrance.fr](http://hydro.eaufrance.fr), [www.gesteau.fr](http://www.gesteau.fr),  
[www.adeseaufrance.fr](http://www.adeseaufrance.fr) ;
- Risques : [www.infoterre.brgm.fr](http://www.infoterre.brgm.fr), [www.georisques.fr](http://www.georisques.fr) ;
- Pollutions : [www.basol.fr](http://www.basol.fr), [www.sisfrance.net](http://www.sisfrance.net) ;
- Énergies : [www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr](http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr), [www.territoires-climat.ademe.fr](http://www.territoires-climat.ademe.fr)

### C - VISITE DE TERRAIN

Des prospections faunistiques et floristiques ont été effectuées par des spécialistes dans ces domaines afin de caractériser le secteur de projet dédié à l'accueil d'équipements publics. Ces prospections ont été menées le 12 octobre 2021.

## E - METHODOLOGIE

### 1) Faune, Flore et habitats

Que ce soit pour l'analyse faunistique ou floristique du secteur de projet, une identification des habitats (friche prairiale, roncier, etc.) présents a été menée. Pour ce faire, des relevés phytoécologiques ont été effectués au sein de chaque habitat afin de le caractériser. Ainsi, cette expertise de terrain a permis notamment d'écarter la présence de végétations caractéristiques de zones humides et d'habitats sensibles et/ou importants au regard de leur fonctionnalité écologique.

L'étude de la flore s'est réalisée au travers de parcours échantillons. Cette étude repose sur la réalisation d'un inventaire de terrain qui a permis d'identifier les principales espèces présentes au sein de ce périmètre. Plus particulièrement, ce travail de terrain permet de recenser les espèces floristiques patrimoniales, rares ou protégées. Après analyse de l'ensemble des données récoltées sur le terrain, un enjeu potentiel concernant la flore et les habitats a été dressé.

D'autre part, les investigations faunistiques ont également été établies à partir de parcours échantillons. Chacun des habitats composant le secteur ont été analysés afin d'identifier potentiellement un intérêt pour un ou plusieurs des groupes taxonomiques étudiés (Oiseaux, Reptiles, Amphibiens, Entomofaune). Ainsi, au regard des habitats naturels présents et des espèces faunistiques recensées, des enjeux potentiels pour chaque groupe taxonomique a pu être établi.

### 2) Zones humides

Concernant les zones humides, la méthodologie suivante a été menée afin d'avérer ou non leur présence au sein des zones touchées par la mise en œuvre du PLU.

La méthode mise en œuvre pour la définition des zones humides s'appuie sur les textes réglementaires suivants (au titre des articles L.214-1 et suivants du Code de l'Environnement) :

- **l'arrêté du 24 juin 2008 (et annexes)** précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement,
- **l'arrêté du 1er octobre 2009 (et annexes)** modifiant l'arrêté du 24 juin 2008 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement,
- **la circulaire du 18 janvier 2010** relative à la délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement.

Selon ces textes, la délimitation des zones humides se réalise sur la base :

- des habitats et des espèces végétales présentes (critère botanique),
- des caractéristiques hydromorphologiques des sols (critère pédologique).

Suite de l'adoption par le Parlement et promulgation par le Président de la loi portant création de l'office français de la biodiversité (OFB) du 27 juillet 2019, la rédaction de l'article L.211-1 du code de l'environnement (caractérisation des zones humides) a été modifiée. Bien que la définition légale des zones humides reprenne toujours les deux critères que constituent, d'une part, la pédologie (les sols habituellement inondés ou gorgés d'eau) et, d'autre part, la végétation hygrophile (espèces adaptées à la vie dans des milieux très humides ou aquatiques) ; désormais, ces deux critères sont non cumulatifs.

La délimitation des zones humides est donc réalisée sur la base du :

- Critère botanique : présence d'une végétation hygrophile dominante (ex : Joncs, Consoude officinale, Cardamine des prés...) ;

OU

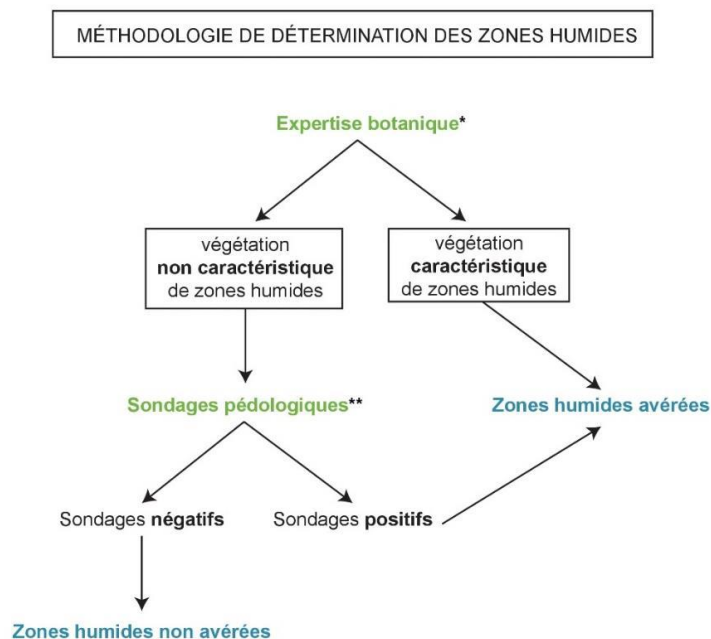




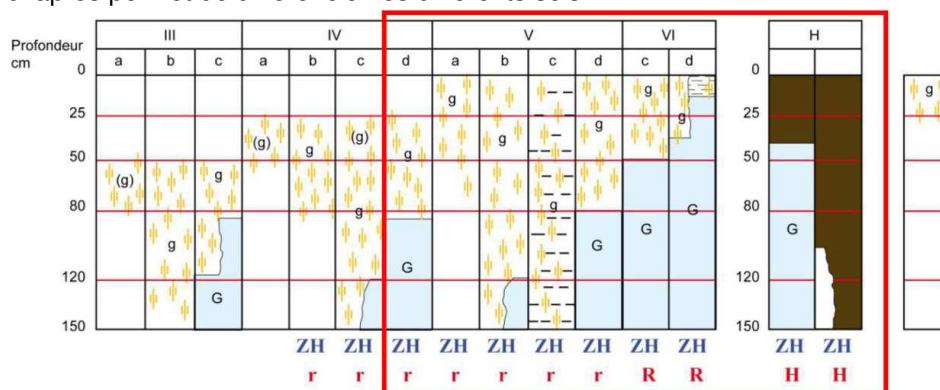
- Critère pédologique : présence de traces d'oxydo-réduction (tâches de rouilles, gley) dans le sol (Sols inféodés aux milieux humides : sols alluviaux, tourbeux et colluvions).

En raison d'une absence de végétation caractéristique de zones humides sur le secteur de projet, des sondages pédologiques à l'aide d'une tarière ont été réalisés lorsque la nature du sol le permettait. Il s'agissait alors d'observer la présence d'un sol typique des milieux humides (ex : tourbe) ou d'éventuelles tâches de rouille synonymes d'oxydation/réduction du fer et donc de présence d'eau au moins une partie de l'année. Ces observations ont pu être menées jusqu'à une profondeur de 80 cm sauf en cas de refus (impossibilité technique d'aller plus en profondeur en raison de la nature du sol).

### Méthode de délimitation des zones humides



La caractérisation de l'hydromorphie des sols et donc de la caractérisation d'une zone humide (apparition d'horizons histiques et de traits rédoxiques ou réductiques) s'appuie sur le classement d'hydromorphie du Groupe d'Étude des Problèmes de Pédologie Appliquée (GEPPA, 1981, modifié). Le tableau ci-après permet de différencier les différents sols.



#### Morphologie des sols correspondant à des "zones humides" (ZH)

- (g) caractère rédoxique peu marqué (pseudogley peu marqué)
- g caractère rédoxique marqué (pseudogley marqué)
- G horizon réductique (gley)
- H Histosols R Réductisols
- r Rédoxisols (rattachements simples et rattachements doubles)

d'après Classes d'hydromorphie du Groupe d'Étude des Problèmes de Pédologie Appliquée (GEPPA, 1981)



**Les relevés concernant les sondages pédologiques sont présentés en annexe du présent rapport.**

Chaque sondage fait l'objet d'une description précise des différents horizons et est également localisé au GPS.

Au retour de terrain, le périmètre de chaque éventuelle zone humide (polygone) est cartographié à une échelle comprise entre le 1/5 000 et 1/1 000 (logiciel QGIS, système de projection Lambert 93).

Le calage de la délimitation est parfaitement cohérent à la BD Ortho de l'IGN.

## II - MISE EN EVIDENCE DES IMPACTS DU PROJET

L'estimation des impacts du projet s'est appuyée sur l'identification des contraintes et sensibilités environnementales du territoire, réalisée lors de l'analyse de l'état initial du secteur de projet et la confrontation de ces éléments avec les caractéristiques du projet justifiant la présente procédure.

L'évaluation des incidences de la mise en compatibilité du PLU a porté à la fois sur le réseau Natura 2000, sur le milieu naturel et sur les différentes thématiques de l'environnement (ressource en eau, sols et sous-sols, pollutions, risques, nuisances, air, santé, déchets, etc.).

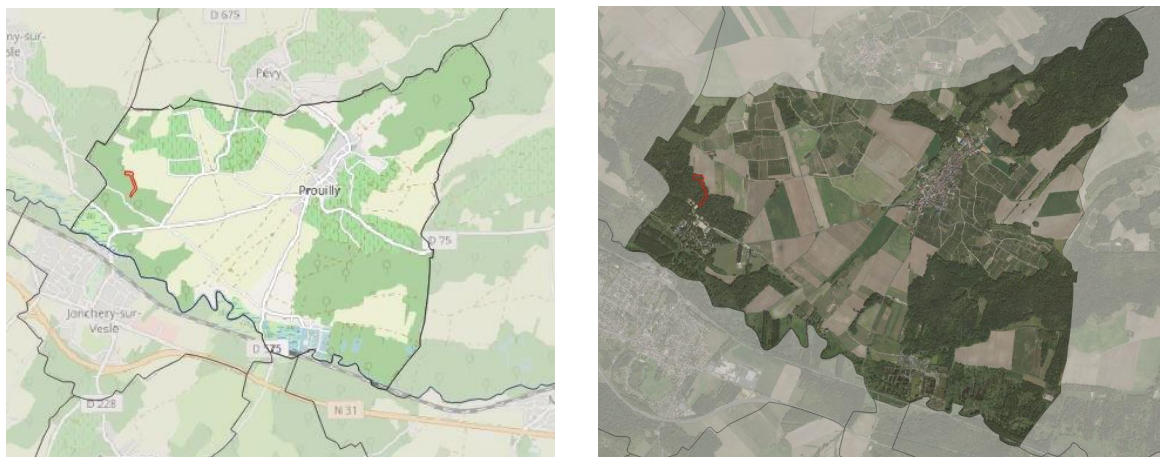
Incidences négatives potentielles retenues	Niveau estimé de l'impact avant mise en place de la mesure de réduction	Niveau estimé de l'impact après mise en place de la mesure de réduction
Destruction potentielle d'espèces floristiques à enjeux : - Incidence potentielle faible sur le Pâturin rigide ( <i>Catapodium rigidum</i> ) et l'Oeillet velus ( <i>Dianthus armeria</i> ) - Incidence potentielle modérée sur la Renouée des haies ( <i>Fallopia dumerotum</i> )	Modéré (Renouée des haies)	Modéré
	Faible (Pâturin rigide)	Faible
	Faible (Oeillet velus)	Faible
Dégradation et fragilisation potentielle d'habitats supports pour la sous-trame boisée de la Trame Verte et Bleue locale suite au déclassement de 0,47 ha d'EBC dont environ 2 400 m <sup>2</sup> sur des espaces réellement boisés.	Faible	Très faible
Dégradation ou altération des sites Natura 2000 : « <i>Marais et pelouses du tertiaire au nord de Reims</i> » et « <i>Pelouses de la barbarie à Savigny-sur-Ardres</i> »	Faible	Non significatif
Dégradation potentielle du grand paysage par le développement de nouvelles constructions.	Très faible	Non significatif
Dégradation potentielle d'un boisement naturel d'intérêt paysager, le bois du Goulot, suite au déclassement de 0,47 ha d'EBC dont environ 2 400 m <sup>2</sup> sur des espaces réellement boisés.	Très faible	Non significatif
Par le déclassement de 0,47 ha d'EBC, les 2 400 m <sup>2</sup> d'espaces réellement boisés sont désormais susceptibles d'être artificialisés et imperméabilisés.	Faible	Non significatif
Augmentation potentielle des ruissellements suite à l'augmentation des surfaces imperméabilisées. Ces ruissellements sur des surfaces nouvellement	Très faible	Non significatif

imperméabilisées peuvent générer une pollution des eaux de pluie à la suite de leur ruissellement.		
Suppression potentielle d'un réservoir de stockage de carbone d'environ 2 400 m <sup>2</sup>	Faible	Très faible

## CHAPITRE VII : RESUME NON TECHNIQUE

## A - OBJET DE LA PROCEDURE ET ETUDE DE COMPATIBILITE

Cette procédure d'évolution du PLU s'inscrit dans un projet de reconstruction du château d'eau sur 0,47 ha. Ce projet résulte d'une étude géotechnique mettant en évidence un constat de dégradations du réservoir d'eau menaçant la distribution en eau potable de Jonchère-sur-Vesle et de certains hameaux de Prouilly. Situé à l'ouest de Prouilly, le secteur du projet est principalement boisé, inscrit au sein du bois du Goulot, classé Espace Boisé Classé (EBC).



Carte 4 et 5 : Localisation du secteur de projet (IEA)

Le projet se caractérise par la création d'un chemin d'accès élargi, la reconstruction du réservoir d'eau et la création de plateformes provisoires de chantier. Les travaux demandent de déboiser 0,47 ha d'EBC inscrit dans le règlement graphique du PLU de Prouilly.

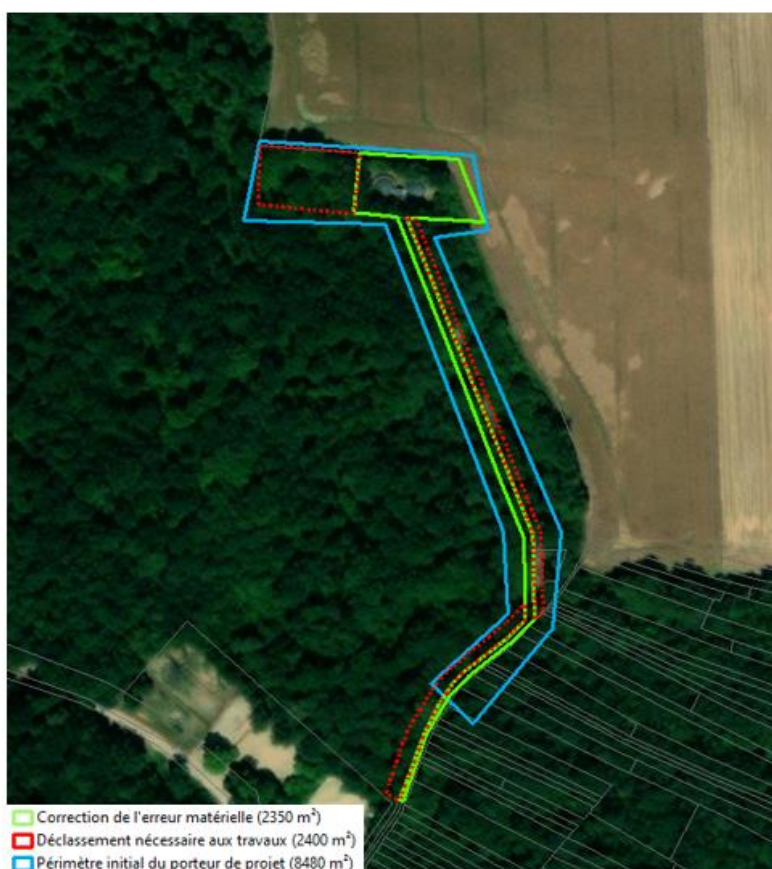


Figure 5 : Détail et évolution du périmètre de déclassement des EBC (Rapport de présentation - Espace Ville / Grand Reims)

Actuellement, le secteur objet de la présente procédure d'évolution du document d'urbanisme est inscrit au PLU en vigueur en zone naturelle (N). Il s'agit d'une zone naturelle à préserver, boisée ou non, en raison de leur intérêt paysager ou environnemental. De plus, le bois du Goulot est inscrit en EBC. L'objet de la présente procédure n'est pas de modifier le zonage du secteur de projet, zone N, mais de supprimer la protection particulière appliquée au caractère partiellement boisé du secteur, à savoir la trame EBC.

En effet, bien que l'ensemble du secteur, d'une superficie d'environ 4 750 m<sup>2</sup>, soit intégralement recouvert par cette trame EBC, ce dernier n'est que partiellement boisé (environ 2 400 m<sup>2</sup> soit 51 %). Une partie du secteur est actuellement occupée par le château d'eau actuel (environ 1 287 m<sup>2</sup>), ses abords défrichés et un chemin d'accès. La présente procédure d'évolution du PLU permettra de corriger une erreur matérielle du zonage de l'EBC.

Dans l'état actuel, le PLU en vigueur ne permet pas le déboisement des EBC. Cette procédure d'évolution du document d'urbanisme se justifie en raison de la non-compatibilité du règlement écrit du PLU en vigueur avec les travaux nécessaires pour la reconstruction du château d'eau.

## B - ÉTAT INITIAL ET ENJEUX

La présente évaluation environnementale établit un diagnostic environnemental à différentes échelles :

- Périmètre communal de Prouilly (hors thématique Faune-Flore-Zones Humides) ;
- Périmètre global du secteur du « château d'eau ».

Ce diagnostic concerne, entre autres, les thématiques suivantes : Milieux naturels, Biodiversité (Faune, Flore et Habitats), Zones humides, Continuités écologiques, Paysages, Hydrologie, Hydrogéologie, Eau potable, Eaux usées, Eaux pluviales, Risques naturels, Risques technologiques, Pollutions de l'eau, Pollutions des sols, Nuisances, Energie, Qualité de l'air et santé humaine, cadre de vie, etc.

L'analyse des enjeux biologiques a fait l'objet d'une attention particulière. Elle concerne l'analyse de la faune, la flore, des habitats naturels et des zones humides. Un inventaire effectué le 12 octobre 2021 a été mené sur le site, objet de la présente procédure, pour définir ces enjeux biologiques.

Bien qu'aucun enjeu biologique significatif lié aux habitats n'est retenu pour le secteur, des enjeux ont été retenus pour la flore en raison de la présence de 3 espèces patrimoniales. Toutefois, au regard des espèces identifiées, seul un enjeu faible a été retenu pour deux des espèces et un enjeu modéré pour la dernière espèce :

- le Pâturin rigide (*Catapodium rigidum*) ;
- l'Oeillet velus (*Dianthus armeria*) ;
- la Renouée des haies (*Fallopia dumerotum*).

S'agissant de la faune, l'analyse a portée sur différents groupes d'espèces : mammifères terrestres, chiroptères (chauves-souris), reptiles, amphibiens, avifaune, insectes. Uniquement des enjeux nuls à très faibles ont été retenus pour la faune.

Par ailleurs, aucune zone humide n'a été détectée sur le secteur suite à une analyse de la flore et du sol.

Deux zones Natura 2000 sont identifiées dans un rayon de 10 km de l'emprise du projet, « *Marais et pelouses du tertiaire au nord de Reims* » et « *Pelouses de la barbarie à Savigny-sur-Ardres* » dont les enjeux ne semblent pas pertinents sur le territoire.

Concernant les autres sensibilités environnementales du secteur, l'espace occupé par des boisements dans sa grande majorité et sur lequel s'insère le projet, est intégré dans une trame verte identifiée comme corridor dans le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) du SCoT du Grand Reims. Toutefois, l'emprise du projet représente moins de 1% en lisière de l'ensemble du boisement (Bois du Goulot).





Inscrit en lisière du boisement, le secteur, en frontière de la zone agricole, est exposé d'un point de vue paysager. En revanche, le patrimoine bâti est éloigné puisqu'il se situe au niveau du bourg de la commune.

Il s'agit d'un secteur boisé partiellement urbanisé. Il ne se trouve pas au sein ou en extension d'une zone urbaine. Cependant, un chemin et un réservoir d'eau sont déjà existants sur l'emprise.

La masse d'eau souterraine en relation avec l'emprise est jugée d'état écologique médiocre, la pollution par ruissellement présente un enjeu dans le secteur. De plus, la fonction du site est menacée par la dégradation du château d'eau, c'est-à-dire d'assurer la distribution d'eau potable à la population.

Le secteur est peu soumis aux risques naturels et technologiques. De plus, le secteur n'est pas impacté par les nuisances sonores générées par des routes inscrites au classement des infrastructures.

**En l'état, les enjeux principaux du périmètre du projet sont la protection du caractère naturel du site (boisement et espèces floristiques patrimoniales) qui présente un intérêt pour le déplacement des espèces (corridor identifié par le DOO).**

**Le secteur de projet est plus particulièrement concerné par les enjeux environnementaux suivants :**

- **La présence d'Espace Boisé Classé ;**
- **La présence de 3 espèces floristiques patrimoniales ;**
- **L'intégration du site dans un corridor de la trame verte inscrit dans le DOO du SCoT du Grand Reims ;**
- **La ressource en eau quantitative et qualitative due à la dégradation du Château d'eau.**

Toutefois, au regard de la localisation de l'espace boisé déclassé (extrémité Nord du bois du Goulot), de la superficie du secteur (moins de 1 % du bois du Goulot) et du boisement déclassé (environ 2 400 m<sup>2</sup>), de l'objet de la procédure (reconstruction d'un équipement existant), de la nature des modifications apportée (aucune nouvelle destination autorisée, réalisation d'un équipement public), de l'intérêt écologique (habitat, faune et flore) limité sur le secteur (enjeux non significatifs à faible à l'exception d'une espèce floristique à enjeu modéré), l'impact de la présente procédure sur les principaux enjeux apparaît très faible.

## C - LES INCIDENCES POTENTIELLES ET MESURES

La présente évaluation environnementale analyse les incidences potentielles :

- De l'ensemble des pièces modifiées du PLU en vigueur, à savoir le règlement écrit et le zonage.
- De l'ensemble des thématiques environnementales précédemment citées.

Pour tenir compte des différents enjeux identifiés dans l'état initial du secteur « Château d'eau » et limiter les incidences négatives associés à l'aménagement de celui-ci, le projet de mise en compatibilité du PLU comprend, au travers de ces différentes pièces (règlements écrit et zonage), une principale mesure de réduction des impacts potentiels.

En effet, le principal impact du projet est le déboisement (réduction d'habitats) et la création d'un accès où ont été identifiées des espèces floristiques patrimoniales. Les incidences potentielles retenues se répartissent au sein de trois thématiques : milieux naturels et biodiversité, pollution (eau, sols et sous-sol) et air, climat, énergie.

Les incidences notées sont les suivantes :

- Destruction potentielle d'espèces floristiques à enjeux :
  - Incidence potentielle faible sur le Pâturin rigide (*Catapodium rigidum*) et l'œillet velus (*Dianthus armeria*)
  - Incidence potentielle modérée sur la Renouée des haies (*Fallopia dumerotum*)

- Dégradation et fragilisation potentielle d'habitats supports pour la sous-trame boisée de la Trame Verte et Bleue locale suite au déclassement de 0,47 ha d'EBC dont environ 2 400 m<sup>2</sup> sur des espaces réellement boisés ;
- Dégradation potentielle du grand paysage par le développement de nouvelles constructions. / Dégradation potentielle d'un boisement naturel d'intérêt paysager, le bois du Goulot, suite au déclassement de 0,47 ha d'EBC dont environ 2 400 m<sup>2</sup> sur des espaces réellement boisés ;
- Augmentation potentielle des ruissellements suite à l'augmentation des surfaces imperméabilisés. Ces ruissellements sur des surfaces nouvellement imperméabilisées peuvent générer une pollution des eaux de pluie à la suite de leur ruissellement ;
- Suppression potentielle d'un réservoir de stockage de carbone d'environ 2 400 m<sup>2</sup>.

Chacune de ses incidences est liée au déboisement et/ou imperméabilisation possible par la modification du règlement du PLU. Le traitement de ces incidences passe par la redéfinition de l'emprise de zone naturelle à déclasser d'EBC. En effet, suite à l'étude écologique, le périmètre initial de 8 480 m<sup>2</sup> a été réduit à 4 750 m<sup>2</sup> (soit 2 400 m<sup>2</sup> de boisement). Cela concerne notamment la largeur du chemin d'accès où se situent les espèces floristiques à enjeux faible à modéré. La largeur de la voie d'accès de 20 mètres initialement prévue est réduite à 8 mètres. Il est probable que les pieds des espèces soient détruits lors des travaux. Cependant, la récréation des habitats favorables (fourré en formation et lisières forestières en bords de chemin) avec l'entretien du chemin peut permettre une recolonisation à moyen et long terme.

Toutefois, la suppression de l'EBC autorise donc l'élargissement du chemin d'accès au château d'eau reconstruit. Cet élargissement devrait entraîner la disparition de l'ensemble des pieds des trois espèces patrimoniales, tous localisés en bordure de l'actuel chemin d'accès. Toutefois, la gestion anthropique des abords du nouveau chemin d'accès (largeur estimée de 8 m) permettra de recréer des habitats ouverts favorables à la réinstallation potentielle de ces trois espèces.

## D - INCIDENCES RESIDUELLES

Finalement, par la mise en place des mesures d'évitement et de réduction rappelés ci-avant, les incidences potentielles permettent d'améliorer la situation initiale.

Toutefois, certaines incidences négatives perdurent. Elles sont présentées ci-dessous :

Incidences négatives potentielles retenues	Niveau estimé de l'impact après mise en place de mesures de réduction
Destruction potentielle d'espèces floristiques à enjeux : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Incidence potentielle faible sur le Pâturin rigide (<i>Catapodium rigidum</i>) et l'œillet velu (<i>Dianthus armeria</i>)</li> <li>▪ Incidence potentielle modérée sur la Renouée des haies (<i>Fallopia dumerotum</i>)</li> </ul>	Modéré
	Faible
	Faible
Dégradation et fragilisation potentielle d'habitats supports pour la sous-trame boisée de la Trame Verte et Bleue locale suite au déclassement de 0,47 ha d'EBC dont environ 2 400 m <sup>2</sup> sur des espaces réellement boisés	Non significatif
Dégradation potentielle du grand paysage par le développement de nouvelles constructions.	Non significatif
Dégradation potentielle d'un boisement naturel d'intérêt paysager, le bois du Goulot, suite au déclassement de 0,47 ha d'EBC dont environ 2 400 m <sup>2</sup> sur des espaces réellement boisés	Très faible
Augmentation potentielle des ruissellements suite à l'augmentation des surfaces imperméabilisés. Ces ruissellements sur des surfaces nouvellement	Non significatif

imperméabilisées peuvent générer une pollution des eaux de pluie à la suite de leur ruissellement	
Suppression potentielle d'un réservoir de stockage de carbone d'environ 2 400 m <sup>2</sup> .	Non significatif

## ANNEXE

## PROFILS PEDOLOGIQUES

### NOTE DE TERRAIN RELATIVE AUX SONDAGES PEDOLOGIQUES PROUILLY



## Fiche de profil pédologique :

Opérateur : **MF**  
N° du profil : P1

Localisation : Prouilly    Affaire : CT 1780  
Milieux naturels : Chênaie -Charmaie

Date : 12/11/2021  
Photo : OUI

Classe de sol GEPPA 1981 : **III**

Zone humide : **NON**

Profondeur	Couleur	Texture	Structure	Trace d'oxydation	Trace de réduction
0-20	Brun	Sablo-Argileuse	Granuleuse	Négatif	Négatif
20-40	Brun	Sablo-Argileuse	Granuleuse	Négatif	Négatif
40-60	Brun	Sablo-Argileuse	Granuleuse	Négatif	Négatif



→ Le sondage est négatif car aucune trace d'oxydo-réduction n'a été relevé.

Opérateur : **MF**  
N° du profil : P2

Localisation : Prouilly    Affaire : CT 1780  
Milieux naturels : Chênaie -Charmaie

Date : 12/11/2021  
Photo : OUI

Classe de sol GEPPA 1981 : **III**

Zone humide : **NON**

Profondeur	Couleur	Texture	Structure	Trace d'oxydation	Trace de réduction
0-20	Brun	Argileuse	Compacte	Négatif	Négatif
20-40	Brun	Argileuse	Compacte	Négatif	Négatif
40-60	Brun	Argileuse	Compacte	Négatif	Négatif





→ Aucune trace d'oxydation ou de réduction n'a été observée. Le sondage est donc négatif.

Opérateur : MF  
N° du profil : P3

Localisation : Prouilly  
Milieux naturels : Fourré en formation

Affaire : CT 1780  
Date : 12/11/2021  
Photo : OUI

Classe de sol GEPPA 1981 : III

Zone humide : **NON**

Profondeur	Couleur	Texture	Structure	Trace d'oxydation	Trace de réduction
0-20	Brun	Sableuse	Fine	Négatif	Négatif
20-40	Brun	Sableuse	Fine	Négatif	Négatif



→ Aucune trace d'oxydation ou de réduction n'a été observée. Le sondage est donc négatif



